

36153

C0006



Distr.
GENERALE

E/ECA/CM.10/38/L.1
28 mai 1984

NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Dix-neuvième session de la Commission
et dixième réunion de la Conférence
des ministres
Addis-Abeba (Ethiopie), 24-23 mai 1984

PROJET DE RAPPORT

DIX-NEUVIEME SESSION DE LA COMMISSION ET DIXIEME REUNION
DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

A. Participation et organisation des travaux

1. La dix-neuvième session de la Commission/dixième réunion de la Conférence des ministres s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 24 au 28 mai 1984. En l'absence du président sortant de la neuvième réunion, c'est le Camarade Mersie Ejigu, Chef du Département de la planification générale de la Campagne révolutionnaire nationale de développement et du Conseil suprême de la planification centrale, ayant rang de Ministre, et Membre suppléant du Comité central de la COPWE qui a ouvert la réunion.
2. Des allocutions d'ouverture ont été prononcées par le Camarade Addis Tedla, Membre du Comité permanent du Conseil administratif militaire provisoire (CAMP), Vice-Président de la Campagne révolutionnaire nationale de développement et du Conseil suprême de la planification centrale et Membre du Comité exécutif de la COPWE, par le Secrétaire exécutif de la CEA, par le Secrétaire général par intérim de l'Organisation de l'unité africaine ainsi que par le Camarade Mersie Ejigu. Le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale de l'Organisation des Nations Unies a donné lecture d'un message du Secrétaire général de l'Organisation. Un message du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a été lu par son représentant (voir plus loin, section C, pour les résumés de ces allocutions et messages).
3. Ont participé à la réunion des représentants des Etats membres ci-après de la Commission : Algérie, Angola, Bénin, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.
4. Conformément au paragraphe 9 du mandat de la Commission, des représentants des Etats Membres ci-après de l'Organisation des Nations Unies, non membres de la Commission étaient présents : Allemagne, République fédérale d', Autriche, Canada, Chine, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Espagne, France, Hongrie, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique,

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, du Nord, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Viet Nam.

5. Le Saint-Siège, la République de Corée et la Suisse, Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, étaient représentés par des observateurs.

6. L'African National Congress of South Africa (ANC) et le Pan-Africanist Congress of Azania (PAC) étaient représentés conformément aux paragraphes 10 du mandat de la Commission.

7. Des représentants des services, organes et organismes ci-après des Nations Unies ont participé à la Réunion : Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, Département des affaires économiques et sociales internationales, Département de la Coopération technique pour le développement, Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT), Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Programme des Nations Unies pour le développement, Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, Université des Nations Unies, Conseil mondial de l'alimentation, Programme alimentaire mondial, Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale, Fonds monétaire international, Union internationale des télécommunications, Organisation météorologique mondiale, Organisation maritime internationale, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Fonds international de développement agricole, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Centre du commerce international (CNUCED/GATT).

8. Les organisations intergouvernementales et non gouvernementales suivantes étaient représentées conformément au paragraphe 11 du mandat de la Commission : Banque ouest-africaine de développement, Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, Centre régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement, Centre régional de formation aux techniques des levés aériens, Communauté

économique des pays des Grands Lacs, Confédération internationale des syndicats libres, Conseil africain de télé-détection, Ligue des Etats arabes, Organisation commune africaine et mauricienne, Organisation de l'unité africaine, Organisation régionale africaine de normalisation, Union douanière et économique de l'Afrique centrale et Union panafricaine des télécommunications.

9. La Conférence a élu à l'unanimité le bureau ci-après :

Président :	M. Mulumba Lukoji	Zaïre
Premier Vice-Président :	M. Mohamed Wafik Hosny	Egypte
Second Vice-Président :	M. Mohamed Ag Hamany	Mali
Rapporteur :	M. Stephen A. Echakara	Kenya

B. Ordre du jour

10. La Conférence a adopté, à sa deux cent trentième séance l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation
3. Election du bureau
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
5. Ouverture officielle de la réunion
6. Rapport biennal du Secrétaire exécutif comportant une mise à jour des résultats obtenus dans l'exécution du programme
7. Gravité de la situation économique en Afrique
 - a) Etudes des conditions économiques et sociales en Afrique, 1982-1983
 - b) Rapport sur l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à propos de la crise économique et sociale que traverse l'Afrique, l'accent étant mis sur la situation d'urgence actuelle ainsi que sur les questions de développement à moyen et long terme

- c) Gravité de la situation de l'agriculture et de l'alimentation en Afrique
 - d) Etude approfondie en vue de déterminer la cause de l'écart entre l'augmentation des ressources allouées au secteur de l'alimentation et de l'agriculture et la baisse de rendement enregistrée par ce secteur 1/
 - e) Table ronde scientifique sur les conditions climatiques et la sécheresse en Afrique 2/
 - f) Rapport de la réunion régionale sur la prévention des catastrophes naturelles et la planification préalable en Afrique
 - g) La dette extérieure des pays africains et ses incidences sur la crise économique actuelle
3. Mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos en vue de résoudre la crise économique aiguë que traverse l'Afrique : Rapport et recommandations du Comité technique préparatoire plénier sur certaines questions :
- I. Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique
 - i) Programme de la seconde phase (1984-1987)
 - ii) Liaison permanente entre l'Europe et l'Afrique à travers le détroit de Gibraltar
 - iii) Rapport de la quatrième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification

1/ Rapport présenté conformément à la résolution 462 (XVIII) de la CEA, en date du 2 mai 1983.

2/ Rapport présenté conformément à la résolution 473 (XVIII) de la CEA, en date du 2 mai 1983.

- II. Décennie du développement industriel de l'Afrique :
- Rapport de la septième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie
- III. Problèmes particuliers aux pays africains les moins avancés : Rapport de la quatrième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés
- IV. Examen et évaluation de l'état d'avancement, à l'échelle régionale, du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement en Afrique
- V. Etudes prospectives sur le secteur de l'élevage 3/
- VI. Etablissement d'un fonds monétaire africain 4/
- VII. Participation des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA au développement de l'Afrique
- a) Travaux et recommandations de la quatrième Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA
 - b) Rapport biennal d'ensemble 1982-1983 et programme de travail et ordre de priorité pour 1984-1985 des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA 5/
- VIII. Evaluation et harmonisation des activités des institutions multinationales africaines parrainées par la CEA et l'OUA : Rapport du Comité spécial établi conformément à la résolution 477 (XVIII) de la CEA en date du 2 mai 1983
- IX. Rapports des sessions annuelles des MULPOC
- X. Rapports des organes subsidiaires de la Commission :
- a) Troisième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains
 - b) Deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement
 - c) Cinquième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement
 - d) Deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique

3/ Rapport intérimaire présenté conformément à la résolution 463 (XVIII) de la CEA en date du 2 mai 1983.

4/ Rapport intérimaire présenté conformément à la résolution 467 (XVIII) de la CEA en date du 2 mai 1983.

5/ Présentés conformément à la résolution 451 (XVII) de la CEA en date du 30 avril 1982.

- e) Rapport de la réunion régionale sur l'Année internationale de la jeunesse
- f) Rapport de la réunion préparatoire régionale pour l'Afrique du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants
- XI. Projet de mise à jour et de révision du Plan à moyen terme, 1984-1989
- XII. Plan d'action mondial sur la population
- XIII. Autres résolutions adoptées par la Commission et résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1983 et par l'Assemblée générale à sa trente-huitième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique :
 - a) Mesures de suivi relatives à d'autres résolutions pertinentes de la dix-huitième session de la Commission et de la neuvième réunion de la Conférence des ministres
 - b) Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1983 et par l'Assemblée générale à sa trente-huitième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique
- XIV. Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique :
 - Rapport intérimaire sur l'utilisation des contributions annoncées pour 1982 et 1983
- 9. Propositions du Conseil économique et social à ses organes subsidiaires dont les réunions sont actuellement annuelles d'envisager, à titre expérimental, de ne se réunir qu'une fois tous les deux ans et de lui faire rapport en 1984
- 10. Questions diverses
- 11. Date et lieu de la onzième réunion de la Conférence des ministres et de la sixième réunion du Comité technique préparatoire plénier
- 12. Examen et adoption des propositions et du rapport de la Conférence
- 13. Clôture de la réunion

C. Compte rendu des travaux

Allocutions d'ouverture

11. Ouvrant la réunion, S.E. le Camarade Addis Tedla, Membre du Comité permanent du CAMP, Vice-Président de la Campagne révolutionnaire nationale de développement et du Conseil suprême de la planification centrale et Membre du Comité exécutif de la COPWE,

a souhaité, au nom du Gouvernement et du peuple de l'Ethiopie socialiste et en son nom propre, la bienvenue aux participants ainsi qu'un agréable séjour à tous à Addis-Abeba.

12. Le Camarade Addis a rappelé qu'une année à peine s'était écoulée depuis que les ministres avaient célébré le vingt-cinquième anniversaire de la création de la Commission économique pour l'Afrique et adopté la Déclaration d'Addis-Abeba sur la détérioration de la situation économique et sociale en Afrique. La Conférence des ministres devait, à sa présente réunion, s'atteler aux problèmes actuels de l'Afrique et faire des recommandations réalistes à l'intention du Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1984, des gouvernements et de la communauté internationale tout entière.

13. Les années 60 avaient certes été, pour nombre d'Africains, la décennie de la libération et de l'indépendance politique, mais il était apparu clairement, au cours des années 70, que les relations économiques entre les pays africains et les pays développés étaient fondées sur l'injustice et l'inégalité. Il en est, en général, résulté un ralentissement de la croissance et une dépendance accrue à l'égard du monde extérieur, non seulement pour ce qui est des capitaux et des produits manufacturés, mais aussi en ce qui concerne les produits alimentaires. L'évolution, au cours des années 80 n'était guère plus encourageante et, à moins de redoubler d'efforts, cette situation de dépendance persisterait.

14. Le problème le plus grave en Afrique était la crise alimentaire sans précédent. L'écart entre l'offre et la demande de produits alimentaires s'était creusé, et ni les importations de céréales, ni les ressources modestes obtenues dans le cadre des programmes d'aide alimentaire ne pouvaient le combler. La baisse continue des cours des produits de base des pays africains et la hausse des prix des articles manufacturés importés avaient eu des effets néfastes non seulement sur les projets de développement à long terme mais également sur les programmes de redressement à court terme. L'agriculture, le plus grand et le plus important secteur de l'économie africaine, ne pouvait être développée du fait de l'insuffisance des investissements entraînée par la détérioration des termes de l'échange.

15. La seule solution durable à ce problème chronique consisterait à améliorer les termes de l'échange des pays africains en développement - ce qui reviendrait en pratique à relever les prix de l'exportation de leurs produits de base. La création du programme intégré pour les produits de base n'avait pas permis d'obtenir de résultats en la matière. Les pays africains devraient donc amener les pays développés à améliorer les structures des marchés internationaux.

16. L'économie des pays africains pâtissait, en outre, d'un autre fléau de même nature quoiqu'un peu différent : une dette très lourde dont le service, selon les estimations, avait absorbé 22 p. 100 des recettes d'exportation en 1983. Des mesures pour alléger la dette devraient être prises par la communauté internationale. Il était tout aussi urgent de s'attaquer et de trouver une solution à la crise alimentaire en Afrique.

17. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avait pris l'initiative de chercher une solution à la crise en constituant un groupe spécial chargé de la crise et avait, à cet égard, nommé le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique son représentant spécial. Le Camarade Addis a exprimé l'espoir que le groupe serait en mesure de suivre l'évolution de la situation alimentaire et d'assurer la mobilisation des ressources salvatrices nécessaires.

18. Ces mesures à court terme devaient compléter les mesures à moyen et à long termes. La CEA, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA), s'était employée à appliquer les mesures préconisées dans le Plan d'action de Lagos, y compris le programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et celui de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Les divers regroupements africains devraient être encouragés à mettre en commun leurs ressources afin d'accélérer le rythme de l'industrialisation.

19. Evoquant l'expérience de son pays depuis le déclenchement de la révolution de février 1974, le Camarade Addis a déclaré que six plans annuels consécutifs avaient été lancés depuis octobre 1978 en vue d'accroître la production agricole et industrielle. Le Gouvernement éthiopien comptait achever bientôt l'élaboration d'un plan prospectif décennal qui était destiné à assurer la transformation structurelle de l'économie, à améliorer les conditions de vie matérielles de la population et à élever également son niveau culturel.

20. Le Secrétaire général, dans un message dont le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale a donné lecture, notait que la dixième réunion de la Conférence des ministres de la CEA se tenait à un moment particulièrement difficile. Nul doute, l'Afrique traversait une situation d'urgence exigeant le concours de la communauté internationale. L'effet conjugué des catastrophes naturelles, notamment de la sécheresse, de l'effondrement des cours de la plupart des produits de base, de la hausse des taux d'intérêt et de la stagnation de l'aide publique au développement s'était traduit par un alourdissement considérable de la dette extérieure de l'Afrique. Les importations de produits de première nécessité et les programmes d'investissement avaient dû être considérablement réduits. Aussi, une bonne partie de la population africaine souffrait-elle d'une pénurie aiguë de denrées alimentaires et d'eau potable ainsi que d'un manque quasi total de services de santé de base. Près de la moitié de la population africaine était menacée par la famine, la malnutrition et les épidémies. En effet, depuis l'adoption du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos, survivre, et non assurer le développement, était devenu pour un bon nombre de pays africains le problème numéro un.

21. Comme en témoignait la décision du Conseil économique et social de tenir des discussions de fond sur la situation critique en Afrique, d'autres pays étaient devenus de plus en plus conscients de la nécessité, pour la communauté internationale, d'agir sur la crise. Il était à espérer que cette nouvelle prise de conscience contribuerait à mettre fin à la stagnation enregistrée par le volume des apports d'aide en faveur de l'Afrique et à imprimer une nouvelle impulsion aux négociations concernant la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement.

22. Il était toutefois impérieux pour les gouvernements africains de prendre l'initiative de déterminer leurs besoins et de définir les mesures à prendre aux niveaux national et international pour atténuer la gravité de la situation. A cet égard, il était nécessaire d'établir clairement l'origine des difficultés actuelles. Si la crise alimentaire était

peut-être le problème le plus grave, il n'en demeurerait pas moins qu'un bon nombre de pays et, en particulier, des pays les moins avancés, risquaient également de connaître des problèmes structurels à moyen et à long terme. Les causes de la crise en Afrique étaient probablement multiples, variant d'un pays à l'autre, au point d'exiger une analyse distincte pour chaque pays.

23. Le Secrétaire général rendait hommage aux nombreux dirigeants africains qui avaient reconnu la nécessité d'adopter de nouvelles politiques, certaines de celles adoptées par le passé s'étant révélées inopérantes. Comme le préconisaient le Plan d'action et l'Acte final de Lagos, l'accent devait être placé sur des programmes de développement axés sur la satisfaction des besoins sociaux, étant entendu qu'il fallait opérer un choix en matière de priorités. La priorité devait être accordée à l'agriculture - compte tenu de la réduction des superficies cultivées, de la faiblesse du rendement et du caractère peu approprié des techniques actuellement utilisées - ainsi qu'à la mise en valeur des ressources humaines.

24. Cela étant, il fallait aider les gouvernements africains à sortir de la crise actuelle. Aussi, le Secrétaire général avait-il pris une série de mesures pour sensibiliser davantage l'opinion internationale à la nécessité de fournir des ressources supplémentaires, tandis que le Directeur général de la FAO n'avait cessé d'appeler l'attention de la communauté internationale sur la pénurie alimentaire en Afrique et de solliciter son concours en vue de résoudre ce problème. C'est dans ce cadre que le Secrétaire général avait nommé le Secrétaire exécutif de la CEA son Représentant spécial chargé des questions relatives à la crise et mis à sa disposition, à Nairobi, un bureau provisoire auprès duquel avaient été détachés un certain nombre de fonctionnaires. Il a été demandé aux coordonnateurs résidents des projets d'examiner avec les gouvernements africains et les organisations non gouvernementales d'aide bilatérale et multilatérale les moyens propres à rationaliser les efforts de la communauté internationale. Le Secrétaire général soulignait

la nécessité d'axer ces efforts sur le renforcement des mécanismes, fonds et programmes existants. A cet égard, le soutien des organismes des Nations Unies ne saurait se substituer à l'appui financier et à l'assistance technique provenant d'autres sources.

25. En dépit de quelques gestes encourageants, les efforts déployés par certains pays africains et par certains membres de la communauté internationale demeuraient insuffisants : des efforts concertés étaient indispensables. Le Secrétaire général poursuivait ses efforts pour mobiliser les ressources nécessaires aux pays africains et prendrait, selon les circonstances, les nouvelles mesures qui s'imposaient. Il demandait à la Conférence de définir les mesures à adopter pour renforcer la coopération économique internationale.

26. Le Secrétaire général par intérim de l'Organisation de l'unité africaine a relevé la pratique maintenant établie selon laquelle la session annuelle de la Commission était suivie de peu de la réunion du Conseil des ministres et de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, ce qui permettait à ces derniers de bénéficier, pour leurs travaux, de l'apport inestimable de la Commission. C'est ainsi que la session en cours aiderait les chefs d'Etat et de gouvernement à examiner, à leur prochaine réunion, les graves difficultés économiques et les épreuves exceptionnelles que traversait le continent africain, et ce, en tenant compte de toutes les options possibles.

27. L'adoption du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos illustrait la volonté résolue des chefs d'Etat et de gouvernement africains d'oeuvrer au développement économique du continent. Les moyens dont disposait l'Afrique pour mettre en oeuvre le Plan et l'Acte avaient malheureusement été compromis par la chute des recettes en devises entraînant des pénuries au niveau des matières premières industrielles et des pièces détachées importées; par l'augmentation de la facture pétrolière; par l'importante contraction des liquidités et, enfin, par l'alourdissement de la dette. A tout cela étaient venues s'ajouter des catastrophes naturelles qui avaient dévasté le continent : des inondations, des cyclones et, surtout, une sécheresse prolongée, qui avait entraîné une grave pénurie alimentaire. La conjugaison sans précédent des effets des caprices de la nature et de l'activité humaine, alliée à un taux de croissance démographique élevé, avait provoqué une crise qu'il fallait s'attacher à résoudre de toute urgence.

28. Alors que la population africaine enregistrait un taux de croissance annuel d'environ 2,7 p. 100, la production alimentaire n'augmentait, elle, que de 1,7 p. 100. L'accroissement du déficit vivrier était tel que des millions d'êtres, répartis dans la majorité des Etats membres de l'OUA, souffraient de faim et de malnutrition, voire de famine. Pour l'OUA, la solution au problème alimentaire résidait dans l'application de la stratégie définie au premier chapitre du Plan d'action de Lagos. Il importait en priorité de s'attacher à réduire les déperditions d'aliments, à assurer la sécurité alimentaire et à accroître et diversifier la production vivrière.

29. La proclamation de la Décennie du développement industriel de l'Afrique illustrait l'importance du secteur industriel et ses retombées sur tous les secteurs de l'économie. Des efforts considérables avaient été déployés pour préparer le terrain aux activités qui seraient entreprises au cours de la phase d'exécution du programme de la Décennie, à partir de 1985. Il était indispensable d'affecter toutes les ressources nécessaires à la réalisation des projets industriels clés et des projets d'appui qui avaient été identifiés.

30. De l'avis de l'OUA, la dépendance excessive de la majorité des pays africains en matière d'énergie aurait des répercussions graves sur la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos. Il s'agissait là d'une situation d'autant plus paradoxale que le continent disposait de virtuellement toutes les sources d'énergie connues. L'OUA avait lancé, en coopération avec la CEA et le PNUD, les travaux préparatoires à la création d'une commission africaine de l'énergie qui serait chargée des questions liées à l'autosuffisance en ce domaine.

31. Des mesures importantes avaient été prises en vue de l'établissement de la future communauté économique africaine, objectif ultime de l'intégration régionale de l'Afrique. Le temps était venu d'envisager la création d'une instance consultative au sein de laquelle les groupements sous-régionaux d'intégration économique pourraient examiner de façon collective toutes les questions pertinentes et notamment la coordination et l'harmonisation des programmes.

32. On ne pouvait que se féliciter des efforts déployés en vue de l'exécution de la première phase du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les

communications en Afrique. Toutefois, l'application de l'étude de faisabilité relative au futur système régional africain de communication par satellite s'était heurtée à un certain nombre de difficultés résultant principalement du fait que certaines organisations avaient, malheureusement, agi unilatéralement, ce qui était contraire aux directives de la Conférence des ministres des transports et des communications, organe délibérant de la Décennie. Il importait donc de souligner la nécessité de mettre en place un système intégré et bien géré.

33. En conclusion, le Secrétaire général par intérim a rappelé aux participants que le Conseil des ministres de l'OUA s'était félicité de l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à propos de la crise économique en Afrique et s'est déclaré persuadé que les recommandations adoptées par la Conférence viseraient à résoudre la crise en tenant compte de la nécessité, pour les pays africains, d'oeuvrer collectivement à la réalisation des objectifs de développement du continent africain.

34. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, dans son message dont il a été donné lecture, exprimait ses regrets de ne pouvoir assister personnellement à la réunion. Il soulignait que la crise alimentaire en Afrique, malgré les efforts déployés pour promouvoir le développement alimentaire et agricole, continuait d'inquiéter au plus haut point cette instance qui revêtait tant d'importance pour les dirigeants africains.

35. Certains milieux étaient pessimistes quant aux chances de l'Afrique de sortir du cercle vicieux qu'étaient les pénuries et on rendait de plus en plus les gouvernements africains eux-mêmes responsables de cette situation. Son Organisation ne partageait pas ce pessimisme. La FAO était convaincue que l'Afrique pourrait subvenir à ses besoins alimentaires et que les gouvernements prendraient les mesures nécessaires dès que l'environnement économique internationale s'y prêterait.

36. Il était vrai qu'en Afrique des millions de personnes souffraient de la faim et que beaucoup plus nombreuses étaient celles qui souffraient de malnutrition. Le nombre des personnes touchées s'était, en outre, accru au cours des dernières années. La FAO était convaincue qu'il était possible, voire indispensable, de remédier à cette situation combien tragique. L'Afrique disposait des ressources humaines et naturelles nécessaires pour augmenter la production vivrière et ce n'était pas la technologie qui faisait défaut. Si la crise alimentaire en Afrique avait atteint de telles proportions, c'est que les problèmes ne dataient pas d'hier.

37. Les obstacles, aucun participant ne l'ignorait, étaient à la fois d'ordre interne et externe. Certains étaient dus à des phénomènes naturels et d'autres étaient le fait de l'homme. De l'avis du Directeur général, il convenait d'échanger des points de vue sur les moyens de résoudre les problèmes fondamentaux et d'élaborer de façon concertée des mesures collectives. La FAO était, bien entendu, disposée à prêter son concours à la Conférence des ministres qui était très bien placée pour examiner les politiques économiques et sociales nationales qui influaient directement sur la production alimentaire. L'allocation des ressources, les prix, les régimes fonciers, la participation des collectivités et la répartition des revenus étaient autant de facteurs régis par arrêtés en grande partie par l'Etat et dont les effets sur la production alimentaire pouvaient être déterminants. L'adoption de mesures plus favorables d'incitation à la production alimentaire était le facteur décisif pour la réalisation de l'autonomie préconisée dans le Plan d'action de Lagos. Il était de plus en plus évident que l'octroi de l'aide était assorti de l'adoption de mesures de ce genre. Le Directeur général exprimait l'espoir que les mesures d'encouragement aux agriculteurs figureraient en bonne place parmi celles qui seraient prises pour donner suite aux recommandations de la Conférence.

38. Si, d'une part, les activités de la FAO en Afrique visaient principalement à assurer un degré d'autosuffisance alimentaire plus grand et à maximiser la production agricole, de l'autre l'Organisation portait, de toute évidence, son attention sur les besoins considérables de populations entières menacées par la famine provoquée par la succession des catastrophes survenues depuis la fin des années 60. Vingt-quatre pays au sud du Sahara, y compris la plupart des pays dont le revenu était le plus faible de la région, étaient gravement touchés. Une équipe spéciale mixte FAO/PAM faisait constamment le point de la situation et suivait son évolution dans les pays touchés. Sur la base des rapports de cette équipe, la FAO avait, depuis mai 1983, lancé plusieurs appels à la communauté internationale pour qu'elle apporte une assistance permettant d'éviter une famine généralisée.

39. Ces 24 pays avaient besoin d'une aide alimentaire d'environ 3,3 millions de tonnes. Pour relancer la production vivrière et assurer la fourniture d'aliments et de vaccins pour le bétail ainsi que l'application des mesures appropriées avant et après la crise, il fallait, dans l'immédiat et à court terme, fournir des produits alimentaires d'une valeur de 100 millions de dollars environ.

40. En 1983, les 24 pays les plus gravement touchés avaient reçu de la Réserve alimentaire internationale de crise 280 000 tonnes d'aide alimentaire d'une valeur de 110 millions de dollars, soit environ deux fois et demie de plus qu'en 1982. Les produits alimentaires livrés au titre de projets de développement dans les pays bénéficiant d'une assistance du PAM atteindraient selon les projections 267 000 tonnes en 1984 contre quelque 254 000 tonnes en 1983. Une aide d'urgence d'environ 14 millions de dollars, sous forme de fournitures et d'équipements divers, avait été fournie à 12 de ces pays. Ce montant n'englobait pas les facteurs de production agricoles fournis dans le cadre des projets ordinaires de développement et des programmes d'action spéciaux de la FAO, ni l'assistance d'urgence à la reconstruction fournie dans le cadre du programme de coopération technique de la FAO, lorsque celle-ci n'était pas acheminée par le canal du Bureau des opérations spéciales de secours, et dont la valeur se chiffrait à plus de 5 millions de dollars. Les ressources de la FAO n'étaient qu'un apport modeste compte tenu de l'ampleur du problème. C'était la raison pour laquelle la FAO ne cessait de lancer des appels aux autres membres de la communauté internationale, en particulier aux donateurs d'aide bilatérale qu'il fallait féliciter pour leur contribution.

41. Le Directeur général de la FAO a rappelé l'initiative prise par le Secrétaire général de l'ONU d'attirer l'attention sur la situation économique et sociale de l'Afrique en vue de mobiliser une assistance qui permettrait de la résoudre. Cette initiative pourrait renforcer considérablement et compléter les activités de la FAO mentionnées plus haut et la FAO l'appuyait totalement. Comme le Secrétaire général l'avait déjà indiqué, il faudrait veiller particulièrement à tenir dûment compte des divers domaines de compétence des organismes intéressés de façon à éviter les doubles emplois et la mise en place de mécanismes bureaucratiques lourds et inutiles.

42. Pour terminer, le Directeur général de la FAO a rappelé la coopération franche et fructueuse qui existait depuis longtemps entre son organisation et la CEA et donné en exemple le bon fonctionnement de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture.

43. Le Secrétaire exécutif a remercié le Gouvernement éthiopien de son hospitalité et de l'appui qu'il apportait à la Commission économique pour l'Afrique. Il a exprimé sa gratitude au Camarade Addis Tedla pour sa déclaration riche d'enseignements et a adressé ses sincères remerciements au Secrétaire général, au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et au Secrétaire général par intérim de l'Organisation de l'unité africaine pour leurs messages. Il s'est félicité de la présence, à la réunion, du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale.

44. Le Secrétaire exécutif a rappelé que lorsqu'elle s'était réunie en 1983 pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la Commission, la Conférence des ministres s'était livrée à un examen approfondi des réalisations passées et des perspectives d'avenir. La Déclaration d'Addis-Abeba, faite à cette occasion, contenait une évaluation d'ensemble. Elle faisait état de la préoccupation que suscitait la crise désastreuse qui ravageait le continent : déficits vivriers chroniques, sécheresse néfaste, catastrophes naturelles, renchérissement des importations, en particulier des produits manufacturés, des biens d'équipement et d'énergie, détérioration des termes de l'échange, déficits chroniques de la balance des paiements, alourdissement de dette extérieure et problèmes de gestion économique.

45. Entre temps, la crise économique et sociale s'était aggravée. La sécheresse s'était généralisée: 34 pays africains au moins en étaient actuellement victimes, contre huit seulement au début des années 70. Qui plus est, même les pays qui étaient épargnés par le fléau de la sécheresse étaient touchés par d'autres catastrophes naturelles, notamment des cyclones, des tremblements de terre et de graves inondations. Les conditions climatiques défavorables avaient entraîné de graves pénuries alimentaires, la malnutrition, la maladie, la famine, des pertes en vies humaines, l'épuisement du cheptel, la dégradation de l'environnement, des déséquilibres dans les ressources en eau et l'épuisement de ces ressources, l'aggravation des

problèmes d'emploi; en fait, une paupérisation et des souffrances humaines croissantes. Les dures conséquences de la sécheresse s'étaient aggravées davantage du fait de la détérioration accrue de l'équilibre entre la population humaine et animale, d'une part, et les ressources naturelles, d'autre part. Le Secrétaire exécutif a souligné que la majorité des pays directement touchés par la sécheresse étaient les pays les moins avancés, lesquels étaient les moins bien équipés pour faire face aux problèmes économiques croissants auxquels ils se heurtaient. Il a informé les participants que, conformément à la résolution 473 (XVIII) de la CEA, le secrétariat avait organisé la Table ronde scientifique sur la situation climatique et la sécheresse en Afrique, en coopération avec d'autres organes et organismes des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ainsi que l'Organisation météorologique mondiale, de même que l'OUA. La Conférence était saisie du rapport de cette Table ronde.

46. Le Secrétaire exécutif a souligné que l'environnement économique international défavorable, avait aggravé la crise que traversait l'Afrique. Les effets de la récession mondiale sur l'économie des pays africains, en particulier sur le commerce extérieur, les recettes publiques, la balance des paiements et la dette extérieure, étaient désastreux. L'effondrement des cours des produits de base, la hausse des taux d'intérêt, les fluctuations des taux de change et de la stagnation, en valeur réelle, de l'aide publique au développement étaient autant de facteurs dont la conjugaison avait rendu plus difficile, pour l'Afrique, de contenir certaines des conséquences de la sécheresse. Etant donné la lourde dépendance de l'Afrique à l'égard de l'extérieur, c'était l'environnement économique international qui, au nombre des préoccupations du continent, venait en deuxième position, après la sécheresse et la désertification. L'enseignement qu'il fallait en tirer c'est qu'un développement exogène ne mènerait l'Afrique nulle part.

47. Le fait que la majorité des pays les moins avancés se trouvaient en Afrique montrait à quel point le continent était sous-développé. Des 24 pays tributaires de l'aide alimentaire, 16 étaient parmi les moins avancés, ce qui voulait dire que la troisième priorité était de mener la guerre contre la pauvreté, la maladie et la malnutrition.

La tâche de l'Afrique, a-t-il poursuivi, comportait donc trois volets : maîtriser l'environnement physique et climatique; agir sur l'environnement économique extérieur hostile et réduire la dépendance économique et la vulnérabilité du continent à l'égard de l'extérieur; enfin, poursuivre la lutte pour décoloniser les économies et jeter les bases d'une croissance et d'un développement endogènes.

48. Il fallait, toutefois, dans l'immédiat, trouver une solution à la situation d'urgence et jeter les bases d'un redressement économique à court et à moyen termes pour faciliter la mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos. Tel était le but fondamental poursuivi par le Secrétaire général lorsqu'il avait pris l'initiative d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation en Afrique et de la sensibiliser, tout comme les donateurs d'aide bilatérale et multilatérale, à la crise en Afrique. Le Secrétaire exécutif a informé les participants que le rapport du Secrétaire général au Conseil économique et social intitulé : "La situation économique et sociale critique en Afrique" (E/1984/68) dont était saisie la Conférence, avait été examiné en détail par le Comité technique préparatoire plénier. La Commission, il n'en doutait point, se réjouissait de noter que le premier fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies avait accordé et continuait d'accorder tant d'attention personnelle aux problèmes économiques de l'Afrique. Le Secrétaire exécutif était encouragé par le nombre de plus en plus grand de réactions favorables à l'initiative du Secrétaire général. Certains pays donateurs avaient déjà fait savoir qu'ils étaient disposés à accroître leur assistance à l'Afrique. Les institutions financières internationales, dont la Banque mondiale, et les organisations non gouvernementales redoublaient d'efforts.

49. Etant donné que le Conseil économique et social avait décidé de faire de la crise en Afrique un point à examiner en priorité lors de sa seconde session ordinaire en 1984 et que la quarantième session du Conseil des ministres de l'OUA avait invité la Conférence des ministres de la CEA à formuler des recommandations concrètes, le Comité technique préparatoire plénier avait rédigé le "Mémoire spécial de la CEA sur la crise économique et sociale en Afrique" qui constituait le point de vue de toute l'Afrique sur la nature et les causes de la crise ainsi que sur les mesures que les gouvernements africains, agissant individuellement et collectivement, et l'ensemble de la communauté internationale devaient d'urgence prendre dans le court, le moyen et le long termes. Le

Mémoire comportait quatre éléments importants. D'abord, ses auteurs partageaient le point de vue du Secrétaire général selon lequel la solution de la crise n'était pas du tout à la portée des seuls pays africains. En second lieu, ils y reconnaissaient que la question qui se posait était une question de survie et qu'il était donc impérieux que la communauté internationale apporte son concours. En troisième lieu, ils y établissaient une corrélation entre la situation d'urgence et les mesures à court et à moyen termes de redressement économique et d'ajustement structurel. Enfin, le ~~Mémoire~~ contenait des propositions concrètes sur la manière dont les gouvernements africains pourraient contribuer à remettre la région sur la voie de la croissance, du développement et de la modernisation.

50. Pour conclure, le Secrétaire exécutif a lancé un appel aux gouvernements pour qu'ils fassent tout le nécessaire en vue de convaincre la communauté internationale du caractère dramatique de la situation en Afrique, de lui faire bien voir les mesures à prendre à cet égard et de bien faire ressortir leur détermination à obtenir des résultats. Il a demandé aux pays d'envoyer des représentants à Genève, à la session du Conseil économique et social, à New York, à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale et, s'il le fallait, dans les grandes capitales du monde pour qu'ils persuadent les partenaires de la région de l'impérieuse nécessité d'agir concrètement. Enfin, il a exprimé l'espoir que la communauté internationale réagirait promptement et favorablement et apporterait une contribution généreuse.

51. En l'absence du Président sortant, le Camarade Mersie Ejigu, Chef du Département de la planification générale de la Campagne révolutionnaire nationale de développement et du Conseil suprême de la planification centrale, ayant rang de Ministre et Membre suppléant du Comité central de la COPWE a dit que la Conférence était appelée à évaluer les progrès réalisés dans l'application des résolutions qu'elle avait adoptées l'année précédente en même temps que la Déclaration d'Addis-Abeba.

52. Cette évaluation devrait se faire en tenant compte de la crise économique et sociale très grave traversée par le continent.

53. Il s'est félicité des efforts faits par le secrétariat pour promouvoir le développement socio-économique en Afrique et de l'intérêt porté par la communauté internationale et le Conseil économique et social à la crise, intérêt qui s'était traduit de la part de celui-ci par la décision de l'inscrire comme question prioritaire à l'ordre du jour de sa seconde session ordinaire de 1984. Il a salué les efforts déployés par les pays africains eux-mêmes pour sortir de la crise a rendu hommage aux organismes des Nations Unies pour leur contribution à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos.

54. La sécheresse qui sévissait sur le continent ne devrait pas, en tant que phénomène, être analysée isolément, mais plutôt l'être en tenant compte de ses incidences sur le développement socio-économique. Il existait une très nette corrélation entre la sécheresse et la pauvreté; le développement industriel et technique en Afrique pourrait jouer un rôle essentiel dans la lutte contre la sécheresse.

55. Il était par conséquent regrettable de noter que les pays développés n'avaient accordé que très peu d'attention à la Décennie du développement industriel de l'Afrique et n'avaient participé à sa mise en oeuvre ni financièrement ni techniquement.

56. La CEA, de son côté, avait organisé des réunions sur les causes de la sécheresse et d'autres qui avaient permis d'évaluer les progrès réalisés par les pays africains dans la mise en oeuvre du Programme d'action de Vienne sur la science et la technique au service du développement. Elle avait également étudié la cause de l'écart entre l'augmentation des ressources allouées au secteur de l'alimentation et de l'agriculture et la baisse de rendement enregistrée par ce secteur et examiné les progrès réalisés dans l'application du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés. Il a invité les participants à prendre connaissance du rapport du Comité technique préparatoire plénier qui contenait davantage d'informations sur les activités menées par la CEA depuis la neuvième réunion de la Conférence des ministres.

57. Pour conclure, il a déclaré qu'il revenait avant tout aux pays africains de se donner les moyens de surmonter la crise.

58. Le Ministre du plan du Mali, a proposé, au nom de tous les participants une motion de remerciements au pays hôte dans laquelle il a exprimé sa gratitude à Son Excellence le Camarade Mengistu Haile-Mariam, Président du CAMP et de la COPWE et Commandant en chef des forces armées révolutionnaires de l'Ethiopie socialiste ainsi qu'au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse réservés aux délégations depuis leur arrivée à Addis-Abeba.

59. Il a exprimé sa satisfaction au Camarade Addis Tedla, Membre du Comité permanent du CAMP, Vice-Président de la Campagne révolutionnaire nationale de développement et du Conseil suprême pour la planification centrale et Membre du Comité exécutif de la COPWE pour son analyse clairvoyante de la situation économique critique de l'Afrique.

60. Il a également remercié le Secrétaire général pour son message qui confirmait l'intérêt qu'il portait à la crise que traversait actuellement le continent africain et pour avoir attiré l'attention de la communauté internationale sur cette crise.

61. Il a remercié le Secrétaire général par intérim de l'Organisation de l'unité africaine, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour leurs déclarations riches d'enseignements.

62. En conclusion, il a, au nom de tous les participants, adressé ses meilleurs vœux à l'OUA qui célébrait son vingt-et-unième anniversaire.

Débat général

- a) Rapport biennal du Secrétaire exécutif comportant une mise à jour des résultats obtenus dans l'exécution du programme (point 6 de l'ordre du jour)
- b) Gravité de la situation économique en Afrique (point 7 de l'ordre du jour)
- c) Mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos en vue de résoudre la crise économique aiguë que traverse l'Afrique : rapport et recommandations du Comité technique préparatoire plénier sur certaines questions (point 8 de l'ordre du jour)
- d) Proposition du Conseil économique et social à ses organes subsidiaires dont les réunions sont actuellement annuelles d'envisager, à titre expérimental, de ne se réunir qu'une fois tous les deux ans et de lui faire rapport en 1984 (point 9 de l'ordre du jour)

63. Le représentant de l'Algérie a dit que la crise actuelle résultait à la fois de phénomènes naturels et de l'activité humaine. Les donateurs ne devraient pas assortir la fourniture de leur aide de conditions qui retardaient considérablement le financement des projets.

64. Depuis le début de la décennie en cours, son pays s'efforçait de promouvoir une plus grande intégration ainsi que d'organiser et de stimuler les petites entreprises afin de décentraliser et d'enrichir son appareil de production industrielle. La priorité donnée à la modernisation et à la mécanisation du secteur agricole était à la base de l'adoption de certaines des lignes d'action suivies dans le domaine industriel.

65. En tant que l'un des auteurs de la résolution 477 (XVIII) de la CEA, la délégation algérienne estimait que le Comité spécial créé aux termes de cette résolution devrait poursuivre ses efforts en vue de recenser les activités et les besoins financiers et en personnel des diverses institutions multinationales parrainées par la CEA et l'OUA, et ce afin de renforcer celles qui s'avéreraient d'un intérêt pratique; par contre, le Comité spécial ne devrait pas hésiter à proposer, le cas échéant, la dissolution d'institutions.

66. Il était déplorable que certains projets importants appuyés par son pays ne soient pas convenablement gérés. C'est ainsi que dans le cas du Système panafricain de documentation et d'informatique, plusieurs décisions d'ordre organisationnel et technique avaient été prises sans consulter les experts africains. Les critères retenus pour l'inclusion des projets dans la seconde phase de la Décennie des transports et des communications étaient également à revoir : outre l'appui nécessaire de deux au moins des pays qu'ils intéressaient, ces projets devraient être conformes aux intérêts du continent et ne pas promouvoir purement et simplement les fins politiques d'un Etat donné.

Malheureusement, plusieurs projets, notamment ceux cités dans le document E/ECA/CM.10/22, aux paragraphes 138, 143 et 145 dans les résolutions ECA/UNTACDA 84/28, 84/34 et 84/36

ainsi qu'à l'annexe I du document E/ECA/CM.10/18 sous les rubriques ROP-31-001, ROP-31-004, ROP-31-007, ROP-31-008 et RAP-01-001 n'obéissaient pas à cette règle. Ces projets portaient dans leur quasi-totalité sur des liaisons routières entre des villes d'un pays qui n'était pas représenté à la Conférence, en l'occurrence le Sahara occidental.

67. Une Conférence dont le but était de rechercher des solutions à la grave crise que traversait le continent africain n'était pas un cadre indiqué pour tenter, par des moyens détournés, de faire admettre une situation sur laquelle l'Organisation des Nations Unies et l'OUA avaient adopté une position bien précise. Sa délégation n'avait point peur de débattre de la question mais ce n'était ni le lieu ni le moment.

68. Le bon sens voulait que la délégation algérienne ne prenne pas une position différente de celle du Chef de l'Etat. Sa délégation déclarait en conséquence que tous les documents en question n'étaient pas du ressort de la Conférence et de ce fait irrecevables.

69. La crise économique en Afrique résultait en partie de l'impasse dans le dialogue Nord-Sud au cours duquel les principaux pays développés avaient, ces derniers temps, pris une attitude plus dure à l'égard du Tiers monde. Dans ces circonstances il se félicitait de l'initiative du Secrétaire général de consacrer une attention particulière aux conséquences dramatiques de la sécheresse; il rendait également hommage au Secrétaire exécutif de la CEA pour les efforts qu'il ne cessait de déployer pour plaider la cause de l'Afrique.

70. Le représentant du Bénin a dit que le développement africain était loin de refléter les principes inscrits dans le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos. Son gouvernement avait pris des mesures concrètes en vue de leur mise en oeuvre, comme en témoignait la stratégie de développement retenue dans son deuxième plan quinquennal (1983-1987). La croissance auto-entretenu supposait l'expansion progressive de la capacité de production, l'intégration des espaces économiques sous-régionaux et l'accumulation d'un excédent à des fins de formation de capital.

71. Il a invité la Commission à examiner les six propositions suivantes :

1) D'ici à la prochaine session de la Commission, les expériences des pays africains devraient être versées au dossier de la mise en oeuvre concrète du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos;

2) Il faudrait créer un comité ministériel composé de cinq ministres chargés du plan et du développement économique pour mieux sensibiliser les pays donateurs à la gravité du problème de l'insuffisance des liquidités mises à la disposition du continent et à la grave crise que traversait l'Afrique. Dans l'accomplissement de sa mission, le comité devrait s'efforcer de fournir aux pays donateurs des éléments factuels et chiffrés;

3) Il faudrait créer un comité ministériel de cinq ministres chargés du plan et du développement économique pour sensibiliser les chefs d'Etat des pays membres de la Ligue arabe et de l'OUA à la nécessité de tenir d'urgence le deuxième sommet afro-arabe;

4) Un sommet des chefs d'Etat des pays membres de l'OUA devrait être consacré à l'évaluation de la mesure dans laquelle le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos avaient été mis en oeuvre ;

5) Il faudrait créer un comité ministériel de cinq ministres chargés du plan et du développement économique pour évaluer la mesure dans laquelle les résolutions, recommandations et autres textes adoptés par les organes de la CEA au cours des cinq dernières années avaient été traduits en actions concrètes;

6) Il faudrait charger la CEA d'élaborer un calendrier pour l'application de ces propositions.

72. Le représentant du Burundi a dit que la Conférence était placée sous le signe d'une crise économique et sociale sans précédent comme en témoignaient amplement les indicateurs socio-économiques qu'il venait d'évoquer. Cette crise ne s'expliquait pas exclusivement par des phénomènes naturels tels que la sécheresse, mais également par des facteurs exogènes imputables aux pays nantis et à certaines institutions monétaires internationales.

73. L'environnement international était devenu plus hostile du fait de la réduction de l'aide publique au développement et de la politisation de ses conditions d'octroi comme dans le cas du PNUD, de l'IDA et de l'UNESCO.

74. La sécurité alimentaire supposait l'autosuffisance sur les plans qualitatif et quantitatif. S'agissant de la question énergétique, le temps était venu de donner suite aux résolutions adoptées sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, en particulier sur l'énergie solaire qu'il considérait comme une priorité. Il était impérieux d'instaurer une coopération entre les pays africains producteurs de pétrole et les autres pays du continent.

75. Afin de freiner l'exode des compétences africaines vers les pays développés, le représentant du Burundi a proposé la création d'un centre pluridisciplinaire sur la science et la technique que l'on doterait d'une infrastructure de recherche appropriée et de ressources financières suffisantes.

76. Enfin, le représentant du Burundi a rendu hommage au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et au Secrétaire exécutif de la CEA pour les efforts qu'ils faisaient pour atténuer les souffrances des populations africaines.

77. Le représentant du Tchad a dit que son pays, un des moins développés du monde, avait été ravagé non seulement par des calamités de diverses natures mais également par une terrible guerre qui avait maintenant dépassé les limites de ses frontières nationales. Il s'est félicité de la façon précise dont les documents de la Conférence reflétaient les difficultés rencontrées par les pays. La récente Conférence des ministres des pays africains les moins avancés avait constaté que les espoirs dont était porteur le nouveau Programme substantiel d'action adopté en 1981 s'étaient évanouis. Les divers engagements pris, par les pays développés, de fournir assistance aux pays en développement n'avaient pas été honorés. Les pays donateurs tendant à passer d'une assistance multilatérale à une assistance bilatérale, nombre d'organismes africains de coopération multilatérale seraient bientôt contraints de mettre un terme à leurs activités. L'Afrique, a-t-il souligné, devrait d'abord compter sur ses propres ressources et utiliser l'aide extérieure comme appoint. En dépit de ses maigres ressources, son pays avait réalisé d'immenses progrès dans tous les domaines en général et, en particulier, dans ceux de l'agriculture et du

développement rural où la réalisation de l'autosuffisance dans le domaine du coton s'inscrivait au premier rang de priorité. Après quoi, son pays s'attèlerait à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire et, à cette fin, de nombreux projets avaient déjà été mis en chantier. Il a salué la décision du Secrétaire exécutif d'envoyer une mission pluridisciplinaire au Tchad et émis l'espoir que les conclusions de celle-ci seraient bientôt appliquées. A la fin de 1983, seul un tiers du programme prioritaire pour 1982-1985 présenté à la Conférence internationale sur l'assistance au Tchad avait été exécuté. Il a émis le vœu de voir une assistance plus importante accordée à son pays et que, partant, celui-ci puisse faire état des résultats concrets à la Table ronde devant se tenir en 1985.

78. Pour assurer sa survie, chaque Etat africain devait compter sur ses propres moyens. Le Tchad, quant à lui, avait également besoin de paix. Pour conclure, il a lancé un appel à toutes les parties en présence pour qu'elles oeuvrent en faveur d'une réconciliation nationale.

79. Le représentant de l'Egypte a rappelé les principales caractéristiques de la crise économique que traversait l'Afrique. Il a en particulier souligné la baisse constante des prix à l'exportation des produits africains et les effets de la sécheresse et de la désertification sur le continent. Malgré l'obligation morale qu'avait la communauté internationale de venir en aide à l'Afrique, l'aide publique au développement avait été réduite de façon dramatique et les pays industrialisés n'avaient pas tenu les engagements qu'ils avaient pris dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. En tout état de cause, la solution à la crise résidait au premier chef dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos; à cet égard, la coopération et la solidarité entre les pays africains étaient indispensables. Dans son message au Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, à l'occasion de la célébration de la Journée de l'Afrique, le Président de la République arabe d'Egypte avait souligné la nécessité de renforcer la solidarité africaine.

80. L'orateur a approuvé l'initiative du Secrétaire général à propos de la crise économique en Afrique et, particulièrement, la mise en place d'un bureau provisoire à Nairobi. L'Egypte était prête à aider ses frères africains à maîtriser la crise. Le Fonds égyptien

de coopération technique avait conclu des accords d'assistance avec 27 pays africains dans les domaines de l'agriculture, de l'irrigation et de la formation de main d'oeuvre. Les services du Centre égyptien de télédétection et de l'Ecole égyptienne de technologie étaient à la disposition des pays touchés par la sécheresse.

81. L'orateur s'est félicité des activités du Fonds international de développement agricole qui finançait 63 projets d'une valeur totale de 600 millions de dollars dans 41 pays africains. Il importait d'accorder la priorité à la production vivrière et aux industries agricoles. Réaliser l'autosuffisance alimentaire constituait un pas décisif vers l'indépendance économique. En conclusion, le représentant de l'Egypte s'est réjoui de la qualité de l'interprétation et de la traduction en arabe aux réunions de la CEA et a souligné que l'arabe devait être utilisé au même titre que le français et l'anglais.

82. Le représentant de la Guinée a regretté qu'il n'ait pas été possible de tenir la réunion à Conakry comme prévu et a invité la Conférence à y tenir sa onzième réunion en 1985.

83. La détérioration de l'environnement économique international, à laquelle s'ajoutaient la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles, constituait un problème inquiétant. Il fallait donc remercier le Secrétaire général d'avoir pris l'initiative de créer à Nairobi un Bureau spécial. La crise que traversait l'Afrique entravait la mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos. Il fallait donc chercher à renforcer les moyens dont disposaient les pays pour assurer cette mise en oeuvre. C'est pour cette même raison que les Etats africains devaient renoncer à leurs ambitions nationalistes égoïstes et oeuvrer, tous ensemble, à l'unification d'un continent fort et uni. Son Gouvernement était prêt à renoncer, en totalité ou en partie, à sa souveraineté nationale dans l'intérêt de l'intégration économique de l'Afrique.

84. Le représentant de la Guinée a informé la Conférence des efforts que son Gouvernement déployait au titre du redressement national et a lancé un appel à plusieurs institutions internationales, dont la CEA, pour qu'elles aident son pays à faire un diagnostic de sa situation économique actuelle. Il a également invité les gouvernements et organismes africains à apporter un soutien financier et technique accru aux travaux du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement et à ceux des MULPOC.

85. Pour conclure, il a exhorté tous les Etats à participer à la prochaine réunion extraordinaire des ministres africains des télécommunications qui serait consacrée au projet de système africain de télécommunications par satellite.

86. Le représentant du Kenya a fait observer que la crise qui sévissait en Afrique nécessitait des mesures immédiates et concertées. L'alimentation et l'agriculture devaient bénéficier d'une attention particulière : la plupart des pays étaient devenus importateurs nets de produits alimentaires et certains devaient compter sur une aide alimentaire extérieure, mais parallèlement, la majorité des pays n'exploitaient pas leur potentiel agricole. L'ensemble des pays africains devait, avec l'assistance de la communauté internationale, exploiter les capacités de production alimentaire du continent. Etant donné que la pluviométrie annuelle était faible et irrégulière dans toute l'Afrique, les planificateurs devaient s'intéresser aux tendances climatiques et utiliser davantage les informations recueillies par les services météorologiques.

87. Le Gouvernement kényen appliquait une stratégie alimentaire visant à réaliser l'auto-suffisance dans ce domaine. Des installations de stockage des denrées alimentaires et un réseau efficace de distribution avaient été mis en place afin de réduire les pertes. Les espèces végétales adaptables à une faible pluviométrie faisaient l'objet de recherches.

88. Le Kenya se félicitait de pouvoir accueillir le bureau provisoire du Représentant spécial du Secrétaire général chargé des questions relatives à la crise économique en Afrique. Le représentant du Kenya a assuré le Représentant spécial et les représentants des organismes travaillant avec lui que son Gouvernement leur apporterait tout l'appui nécessaire pour qu'ils mènent à bien la tâche qui leur avait été confiée.

89. Il a souligné la nécessité pour l'Afrique de s'atteler à la réalisation des idéaux du Plan d'action de Lagos. Le très faible niveau des échanges intra-africains était dû en partie à la faiblesse de l'infrastructure et à l'absence de développement industriel en Afrique, raison pour laquelle le développement des transports et des communications ainsi que des industries occupait une place aussi importante dans le Plan d'action de Lagos. Le Kenya avait déjà mis en place le couloir de transport septentrional reliant l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi et construit le tronçon kényen de la route Lagos-Mombasa : la

construction d'autres réseaux routiers régionaux était en cours. Le Kenya était également disposé à partager son réseau de télécommunications avec ses voisins. Peu de mesures avaient été prises toutefois pour tenir compte du Plan d'action de Lagos dans les plans de développement nationaux. Le représentant du Kenya a formulé l'espoir que des dispositions seraient prises en vue de mettre en oeuvre le Plan et l'Acte final de Lagos de façon efficace.

90. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a commencé par transmettre aux pays africains les salutations fraternelles et les meilleurs voeux du Gouvernement et du peuple libyens à l'occasion de la célébration du vingt-et-unième anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine.

91. Il a fait observer que la qualité de la traduction des documents en arabe assurée par la Commission s'était considérablement améliorée et a exprimé l'espoir que dorénavant tous les documents soient disponibles en langue arabe lors des séances plénières, des réunions de comités et de sous-comités.

92. Il a lancé un appel en faveur de l'instauration d'une coopération et d'une intégration économiques dynamiques en Afrique. A cet égard, il a, au nom de son Gouvernement, invité la Conférence des ministres à se réunir en 1990 en Jamahiriya arabe libyenne, à l'occasion de l'inauguration du premier tronçon du canal qui doit relier Sarir et Tazerbo dans le sud-est du pays, à la région côtière. Les autres pays africains auraient ainsi la possibilité de voir les réalisations de son pays, notamment dans les domaines du développement industriel et de la mise en valeur des ressources en eau. Il importait que les pays africains sollicitent le concours des autres pays du continent avant de lancer un appel à la communauté internationale.

93. Il a exhorté le secrétariat à mener davantage de travaux de recherche, tout en soulignant la nécessité de bien connaître la structure socio-économique et les ressources humaines et matérielles disponibles afin d'élaborer des plans et projets de développement à court et long terme qui reposent principalement sur les ressources locales, de coordonner les activités économiques, et d'assurer l'intégration économique des pays africains grâce à des activités de coopération régionale, compte dûment tenu des considérations politiques.

Il a également déploré le fait que les considérations d'ordre politique qui inspiraient certains pays ainsi que le manque d'informations avaient souvent entravé les efforts que son pays faisait pour financer des projets dans les pays en développement. Il fallait élargir le rôle du secteur public dans l'agriculture et l'industrie. Les régimes fonciers en vigueur en Afrique ne favorisaient pas le développement de l'agriculture ou la lutte contre la sécheresse et la désertification. Il fallait assurer la mécanisation de l'agriculture et recourir davantage à l'irrigation. Il était par ailleurs essentiel de mettre en place des stations météorologiques afin d'étudier les phénomènes naturels et de constituer des réserves alimentaires pour parer à toute éventualité.

94. La Jamahiriya arabe libyenne était convaincue de l'importance des institutions multinationales et était disposée à continuer de leur prêter son appui, même si certaines d'entre elles n'étaient pas des modèles d'efficacité. A cet égard, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a fait allusion au Comité spécial chargé d'entreprendre l'évaluation, l'harmonisation et/ou la fusion des activités des institutions multinationales africaines parrainées par la CEA et l'OUA et a déploré le fait que le Comité n'ait pas réussi à terminer ses travaux entre les neuvième et dixième réunion de la Conférence des ministres. Tout en saluant les efforts faits par les MULPOC, notamment celui de Tanger, il a déploré la faiblesse des résultats accomplis par les institutions multinationales au cours des dernières années et a fait remarquer que son pays pourrait être amené à reconsidérer sa participation à ces institutions à moins que leur situation ne s'améliore sensiblement.

95. Il a fait état des progrès réalisés par son pays en matière d'intégration de la femme dans le processus du développement et souligné la nécessité d'élaborer des programmes de formation et d'emploi à l'intention de la femme, notamment en milieu rural.

96. Enfin, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a dit que la Conférence des ministres gagnerait à se réunir dans des pays où les participants pourraient visiter le site de projets multinationaux ou de projets nationaux présentant un intérêt pour les autres pays.

97. Le représentant du Mali a proposé que la Conférence accorde une plus grande attention à la situation économique en Afrique et à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos. Selon lui, la crise économique du continent n'était ni récente ni **inconnue de la communauté internationale** : les pays africains la vivaient depuis une décennie. C'est en réponse à l'appel lancé par ces pays que la communauté internationale en avait diagnostiqué la cause. Il fallait à présent administrer les remèdes. Le représentant du Mali s'est par conséquent félicité de la récente initiative du Secrétaire général recommandant que le programme d'action qu'il avait arrêté soit exécuté dans le cadre du Plan d'action de Lagos et du nouveau Programme substantiel d'action.

98. Les pays africains devaient oeuvrer à leur propre développement. Le Plan de développement 1981-1985 du Mali mettait l'accent sur la maîtrise de l'eau, la reconstitution du couvert végétal et du cheptel, ainsi que sur le désenclavement dans le cadre de l'auto-suffisance alimentaire. Malheureusement, la sécheresse endémique avait anéanti les efforts du Gouvernement. En conséquence, ce dernier s'était attelé, avec l'assistance de la communauté internationale et de la Banque mondiale, à l'exécution d'un programme de redressement économique devant mener à de véritables ajustements structurels.

99. Le représentant du Mali a conclu en proposant qu'une résolution soit élaborée pour demander au Secrétaire exécutif de la CEA, en collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA, de procéder à l'évaluation de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

100. Le représentant du Maroc a noté que, depuis la dernière session de la Commission, la situation économique et sociale de la plupart des pays africains s'était aggravée. Les indices de reprise économique qui s'étaient manifestés dans les pays développés ne s'étaient pas répercutés sur l'économie des pays africains.

101. Le secteur des transports était le moteur du développement; c'était la raison pour laquelle le Gouvernement marocain accordait la plus haute importance au développement intégré de l'infrastructure des transports, conformément au Plan d'action et à l'Acte

final de Lagos. Toute une série de projets de transports routiers et ferroviaires avaient été identifiés, notamment ceux concernant l'axe routier Tanger-Lagos et la liaison ferroviaire à travers le désert entre le réseau marocain et le futur réseau ferroviaire pan-africain.

102. La liaison fixe Europe-Afrique permettrait de réaliser un ouvrage à travers le détroit de Gibraltar en vue de promouvoir les échanges commerciaux entre les deux continents et présenterait des avantages pour les pays bordant les principaux axes, et plus particulièrement pour les pays enclavés de la sous-région. Des études de faisabilité fondées sur les coûts comparées des transports par voie terrestre, maritime et aérienne sur des trajets de plus de 4 000 km et sur les mouvements des personnes sur des trajets de 2 500 km montraient qu'il s'agissait là d'un projet rentable sur le plan économique qui pourrait intéresser une part considérable du trafic actuel et dont 23 pays tireraient profit.

103. En ce qui concerne la crise que traversait le continent, le représentant du Maroc a proposé qu'une délégation de haut niveau se rende d'urgence auprès des pays donateurs afin de les sensibiliser à la gravité de la situation et à la nécessité de prendre immédiatement des mesures propres à y remédier. Il a proposé l'institution d'une réglementation douanière spécifique s'appliquant à tous les produits importés d'origine non africaine autres que les produits alimentaires, les produits énergétiques et les matières premières. Les recettes de cette "taxe de solidarité africaine" contribueraient à payer les importations de produits alimentaires en provenance des pays taxables vers les pays les moins avancés et les pays les plus touchés par la sécheresse. C'était dans cette optique que le Maroc avait, depuis un certain nombre d'années, accordé des prix préférentiels aux pays en développement pour leurs achats de phosphate marocain.

104. En conclusion, le représentant du Maroc a rappelé la volonté résolue de son pays à oeuvrer à la construction du grand Maghreb dont les pays membres seraient alors à l'abri de visées hégémoniques d'où qu'elles viennent.

105. Le représentant du Nigéria a félicité le secrétariat de la CEA pour la qualité des documents établis pour la Conférence ainsi que pour les activités extrêmement satisfaisantes entreprises au cours de la période considérée dans le Rapport biennal du Secrétaire exécutif. Il convenait de fournir à la CEA toute l'assistance requise afin qu'elle puisse poursuivre et intensifier ses activités. Les gouvernements africains devraient verser des contributions généreuses au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique de façon à permettre à la CEA de s'occuper de secteurs décisifs qui n'étaient pas susceptibles d'être financés entièrement de l'extérieur.

106. La création du Comité inter-secrétariats OUA/CEA avait constitué un pas important dans la promotion de la coopération et de la collaboration entre ces deux organisations. Il fallait espérer que ce type de collaboration serait davantage intensifié.

107. L'aggravation de la situation économique en Afrique, à savoir, le faible niveau des investissements, les taux de croissance globaux peu élevés, les réserves insuffisantes de devises, l'alourdissement de la dette extérieure, l'inflation, le chômage ainsi que les déficits vivriers généralisés, ne pouvait que constituer un motif de préoccupation. Il importait que l'on procède à une analyse approfondie et à un nouvel examen des stratégies de développement. Il fallait, en particulier, examiner les politiques agricoles et fournir toute l'assistance nécessaire aux petits exploitants agricoles qui pratiquaient l'agriculture de subsistance. Parallèlement, il était toutefois nécessaire que des mesures énergiques soient prises afin d'encourager l'agriculture commerciale à grande échelle. Il fallait donc que les politiques de développement industriel mettent l'accent sur la valeur ajoutée locale et, dans le domaine des services sociaux, on devrait s'attacher principalement à la rentabilisation des investissements. La plupart des pays devaient donc prendre des mesures en vue de revoir l'ordre de leurs priorités, de maintenir les services en place, d'utiliser des plans fonctionnels types plutôt que des plans grandioses, de mobiliser les ressources intérieures, de combler leurs déficits commerciaux et de rationaliser les opérations des sociétés publiques.

108. S'agissant de la reprise économique, les politiques étaient d'une manière générale plus importantes que les programmes et les projets. Les projections macro-économiques

continueraient certes d'être nécessaires afin d'assurer une certaine cohérence dans la gestion et l'utilisation des ressources disponibles, mais il importait de fixer des objectifs spécifiques pour la production intérieure de biens essentiels comme les produits alimentaires et les médicaments.

109. Enfin, l'orateur a félicité le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'avoir appelé l'attention sur les problèmes spécifiques que connaissaient les pays africains. Toutefois, le succès de l'initiative du Secrétaire général serait jugée essentiellement sur la base du flux de ressources qu'elle engendrerait pour les pays africains. Il incombait tout particulièrement à la communauté internationale d'accroître ces ressources.

110. Le représentant du Rwanda a adressé ses meilleurs vœux à l'Organisation de l'unité africaine et aux peuples d'Afrique à l'occasion du vingt-et-unième anniversaire de l'Organisation et remercié le Gouvernement et le peuple de l'Ethiopie socialiste de leur hospitalité, des excellents services et installations qu'ils ont mis à la disposition des participants à la Conférence. Il a par ailleurs dit que faute de temps il ne prononcerait pas la longue allocution qu'il aurait souhaité faire. Toutefois, il tenait à dire que le Mémoire spécial sur la crise économique et sociale en Afrique, qui allait être présenté au Conseil économique et social, devait insister sur les efforts que les pays africains devaient consentir à titre individuel et collectif.

111. Le représentant de la Sierra Leone a fait observer que toutes les déclarations qui avaient été faites jusque là avaient brossé un tableau pessimiste des perspectives qui s'offraient aux pays africains dans les années 80. Il ne devrait pas en être ainsi. Certes, la production agricole des pays africains stagnait ou enregistrait une baisse - baisse imputable aux catastrophes naturelles, mais le problème n'était pas entièrement d'ordre purement intérieur. S'il convenait d'attirer l'attention sur le fait qu'il incombait aux pays africains de trouver des solutions à la crise agricole qui sévissait sur le continent africain, il fallait exhorter la communauté internationale à ne pas frustrer les efforts déployés par les pays africains en payant à des prix bas les exportations de produits agricoles de ces pays. Le fléchissement des cours du cacao

enregistré ces dernières années avait certes montré que les politiques de fixation des prix étaient importantes, mais il y avait une limite aux prix que les gouvernements pouvaient payer aux agriculteurs, ces gouvernements eux-mêmes n'obtenant pas un prix rémunérateur sur les marchés mondiaux. Les acheteurs qui avaient fait baisser le cours du cacao et du café au cours de la seconde moitié des années 1970 avaient considérablement réduit la capacité des pays de l'Afrique de l'Ouest à acheter des facteurs de production agricoles essentiels et, partant, avaient limité leur aptitude à surmonter les problèmes croissants qu'ils rencontraient en matière de service de la dette.

112. Le représentant du Soudan a déclaré avoir pris note avec vif intérêt de l'initiative du Secrétaire général concernant la crise que traversaient les pays africains et, en particulier, les moins avancés d'entre eux. Le Soudan appuierait sans réserve le Secrétaire exécutif et le Bureau provisoire mis à sa disposition à Nairobi.

113. Les débats du Comité technique préparatoire plénier avaient fait ressortir l'extrême gravité de la sécheresse et de la crise alimentaire. Il ressortait de la déclaration extrêmement instructive du Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale que la possibilité de mettre fin rapidement aux cruelles souffrances des populations africaines relèverait de l'optimisme béat.

114. Au cours des vingt dernières années, le Soudan avait connu ce phénomène inquiétant qu'était la désertification dont les effets sur le tissu socio-économique et la production agricole du pays étaient dévastateurs. Il a recommandé la rationalisation et l'harmonisation des efforts déployés au niveau national, et ce, avec le concours d'autres pays africains et de la communauté internationale en général. Il a précisé que son pays avait, il y a quelques années, créé un organisme, relevant du Conseil national de la recherche, chargé des questions relatives à la désertification, à la rationalisation des efforts nationaux et à l'adoption de méthodes novatrices. Il a déclaré que le Soudan était prêt à mettre son expérience en la matière à la disposition du nombre croissant de pays frappés par la sécheresse.

115. La crise au Soudan avait été aggravée par le problème des réfugiés. Des flots de réfugiés africains, affamés, démunis et effrayés avaient traversé les longues frontières du pays, fuyant les zones sinistrées pour s'installer dans les zones relativement épargnées mais que le surpâturage n'avait pas tardé à en faire des terres incultes. Le représentant du Soudan a précisé qu'à la suite de l'adoption de la Déclaration de Khartoum sur la désertification, il avait été organisé, en mars 1984, une deuxième Conférence nationale économique ayant pour thème central l'aménagement rural au cours de laquelle les participants avaient souligné l'importance du développement économique et social autonome et autocentré, l'assistance extérieure ne devant constituer qu'une ressource d'appoint.

116. Il a fait siens les principes contenus dans le Mémoire spécial de la CEA, en indiquant, à cet égard, que son pays apporterait son appui à la CEA lors des prochaines sessions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

117. Le représentant de la Tunisie a déclaré que cette réunion était particulièrement importante dans la mesure où elle se tenait à un moment où la crise économique en Afrique s'aggravait. La détérioration des termes de l'échange, la chute des cours des matières premières, un protectionnisme accru, les amples fluctuations des taux de change et les taux d'intérêt élevés, étaient autant d'éléments qui conjugués à une sécheresse prolongée, faisaient obstacle aux efforts de développement. Il a félicité le Secrétaire général d'avoir cherché à sensibiliser la communauté internationale à la situation qui régnait en Afrique et s'est félicité des efforts que ce dernier déployait pour trouver des solutions aux problèmes qui se posaient.

118. Le développement de l'Afrique incombait au premier chef aux africains eux-mêmes. Il importait de mobiliser et d'exploiter les ressources intérieures, et ce, en prenant des mesures à moyen et à long termes, conformément au Plan d'action de Lagos. Consciente de la gravité de la situation, la Tunisie avait manifesté sa solidarité avec les pays africains victimes de la sécheresse en leur apportant une assistance morale et matérielle dans les limites de ses moyens. La libre circulation des informations était extrêmement importante pour l'intégration de l'Afrique. Il fallait donc renforcer et asseoir le Système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS).

119. Les difficultés que rencontraient les diverses institutions parrainées par la CEA et l'OUA n'étaient pas insurmontables : les recommandations du Comité spécial chargé

d'appliquer les dispositions de la résolution 477 (XVIII) de la CEA constituait le cadre idéal pour la rationalisation de leurs activités. Il fallait féliciter le secrétariat de la CEA pour le rôle qu'il jouait dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos; par ailleurs, il fallait doter le secrétariat de la CEA et les MULPOC de ressources supplémentaires pour leur permettre d'intensifier leurs activités.

120. La représentante de la République-Unie de Tanzanie a fait siennes les observations faites lors de l'ouverture de la Conférence à propos de l'aggravation de la crise économique et sociale que traversait l'Afrique ainsi que les solutions à court et à long termes proposées.

121. Tout en admettant que tous les points inscrits à l'ordre du jour étaient importants, elle a tenu à se pencher sur une question qui préoccupait au plus haut point son pays et ses voisins, à savoir les ravages causés par un parasite des silos connu sous le nom scientifique de *POSTEPHAMIS TRUNCATUS-BOSTRICHIDAE* ou grand charançon. Apparu pour la première fois en 1981 dans la région de Tabora, après avoir pénétré dans le pays par le canal des importations de maïs, ce prédateur s'était propagé dans la quasi-totalité du pays et menaçait maintenant les pays voisins. Certes, ce grand charançon s'attaquait normalement au maïs, mais le manioc et d'autres produits agricoles souffraient également.

122. Dans certaines parties du pays, il arrivait souvent que des épis soient détruits à 80 p. 100 après trois à six mois d'entreposage. Les pertes étaient actuellement estimées à 9 p. 100 ou plus du maïs produit chaque année pour l'autoconsommation. Aucune des mesures qui avaient été prises jusque là n'avait donné de résultats. Vivement préoccupé par la propagation de ce parasite, le Gouvernement tanzanien avait élaboré un programme triennal en vue a) d'aider les services de vulgarisation du ministère de l'agriculture et de l'élevage, avec le concours du Tropical Pesticides Research Institute, encourager l'utilisation de méthodes efficaces de lutte contre ce parasite dans les régions où il sévissait, b) d'élargir le programme de formation axé sur l'élimination à terme de ce parasite et c) d'assurer de façon continue la fourniture du matériel et autres apports nécessaires (sacs, moyens de transport, insecticides, etc.). Pour exécuter ce programme, la République-Unie de Tanzania avait besoin de 6,5 millions de dollars. L'intervenante a donc lancé un appel à tous les pays qui étaient représentés à la réunion ainsi qu'aux organismes donateurs internationaux afin qu'ils octroient une assistance à son pays et à ses voisins.

123. Le représentant du Zaïre a déclaré que l'objectif fondamental des Etats fondateurs de l'OUA avait été de créer un continent uni et puissant sur les plans économiques et politiques. Etant donné qu'il ne pouvait y avoir de liberté politique sans indépendance économique, la crise grave économique que connaissait l'Afrique représentait une menace non moins sérieuse pour son indépendance politique. Il s'est félicité de la décision du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de venir en aide à l'Afrique en crise, déclarant par la même occasion que les Etats, également, s'embarquaient, individuellement et collectivement, sur la voie épineuse du progrès. Le continent tout entier, a-t-il déclaré, devait prendre conscience de ses problèmes économiques et adopter des mesures radicales et décisives.

124. Il a par conséquent invité le Secrétaire général par intérim de l'OUA à organiser, en étroite collaboration avec le Secrétaire exécutif de la CEA, une conférence au sommet qui permettrait aux chefs d'Etat et de Gouvernement de mieux cerner les problèmes de développement de l'Afrique suivant des critères purement africains (en tenant dûment compte des différences politiques et idéologiques). Ce sommet permettrait de mettre en exergue les intérêts de l'Afrique dans le cadre du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos et, en mettant à profit les possibilités immenses de l'Afrique tout en tenant compte des contraintes inhérentes aux systèmes économiques africains, de proposer une solution plus conforme aux objectifs sociaux et économiques du continent.

125. Le représentant de la Zambie a déclaré que la situation économique des pays africains s'était énormément détériorée au cours de ces deux dernières années. Une famine généralisée s'était installée dans certaines régions de son pays en raison de la grave sécheresse qui y sévissait depuis 1982, et plus de 40 000 habitants avaient besoin d'urgence d'une aide alimentaire. Par suite d'une faible pluviométrie, les agriculteurs n'avaient pu tirer profit d'un programme national de mesures d'encouragement comportant notamment l'octroi de prix plus rémunérateurs à la production et de meilleures facilités de crédit. Le PIB réel avait enregistré une croissance nulle au cours des deux dernières années. Le cuivre, qui était le principal produit d'exportation du pays, continuait de procurer de faibles recettes en devises étrangères et la pénurie de devises avait réduit l'aptitude du pays à importer des biens industriels et des pièces de rechange, ainsi qu'à assurer le service de sa dette extérieure.

126. Loin de remettre en cause l'applicabilité du Plan d'action de Lagos, les pénuries de devises étrangères, la sécheresse et les problèmes liés à l'approvisionnement en énergie ne faisaient que renforcer la nécessité de mettre en oeuvre ce Plan qui était une planche de salut pour les pays africains. La volonté politique qui avait été à l'origine de la création d'Etats africains souverains ne cessait de constituer un facteur puissant indispensable au progrès dans d'autres domaines en Afrique, notamment dans celui du développement économique. Depuis l'adoption du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos en 1980, la Zambie avait mis en oeuvre une stratégie à long terme plus conforme aux objectifs qu'étaient l'autosuffisance alimentaire et la transformation sur place des matières premières d'origine agricole. De même, elle s'était engagée dans une politique de contrôle budgétaire plus strict et avait entrepris de revoir le régime tarifaire et fiscal ainsi que le mécanisme d'élaboration de politiques de développement.

127. Il était essentiel d'apporter, non seulement au niveau national mais aussi au niveau continental, un soutien politique concret à la mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos. Les dirigeants politiques devraient s'attacher à rationaliser les activités de la CEA afin de faciliter l'exécution des programmes de développement. Les longues procédures que la Commission suivait en matière d'achat et de recrutement gagneraient à être revues. Dans le même ordre d'idées, le représentant de la Zambie a lancé un appel en faveur du renforcement de la coopération technique, économique et politique au niveau sous-régional.

128. Rappelant la neuvième réunion de la Conférence des ministres et le vingt-cinquième anniversaire de la Commission, le représentant du Zimbabwe a déclaré que les manifestations du vingt-cinquième anniversaire avaient ressemblé plus à une oraison funèbre qu'à une célébration car les délégations l'une après l'autre n'avaient fait que se lamenter sur la crise que traversait le continent, à savoir la sécheresse chronique qui sévissait depuis les années 70, la désertification, la prolifération des parasites des cultures, etc... Par ailleurs, toutes les réunions ultérieures avaient eu pour toile de fond la crise économique que traversait le continent. La situation ne s'était pas améliorée. Plus de la moitié des Etats membres étaient au nombre des pays les moins avancés du monde. Les déserts envahissaient sur les terres agricoles à un rythme alarmant et l'Afrique était devenue la victime de la crise économique mondiale.

129. Son gouvernement s'était soucié de mettre en place les bases nécessaires à la mobilisation et à une meilleure utilisation des ressources et avait mis en valeur les ressources du sol. Dans le cadre de l'autosuffisance et du développement auto-entretenu, il avait mis l'accent sur la mise en place d'établissements d'enseignement et de formation efficaces, l'amélioration du fonctionnement des marchés intérieurs et l'élaboration en faveur des producteurs de mesures d'incitation appropriées. Cependant, tout l'édifice s'était écroulé sous les coups violents de la crise économique généralisée. La sécheresse la plus longue jamais connue dans la sous-région de l'Afrique australe, conjuguée à la récession mondiale, avait sérieusement touché le Zimbabwe qui avait vu ses exportations baisser de 30 p. 100 et dû réduire ses importations et augmenter ses emprunts extérieurs. Pour atténuer les effets de cette situation défavorable, le Gouvernement avait adopté des mesures d'encouragement pour les exportateurs, porté de six à dix mois le délai de remboursement des crédits à l'exportation et accéléré la procédure en vue de disposer de 70 millions de dollars au titre des facilités d'exportation auprès de la Banque mondiale pour importer des matières premières dont il avait grand besoin. Ces mesures, qui ne favorisaient pas l'instauration du nouvel ordre pour l'établissement duquel le Gouvernement zimbabwéen avait été élu, étaient considérées comme des bouées de sauvetage.

130. La sécheresse et la récession mondiale avaient été aggravées par la politique de déstabilisation menée par le régime sud-africain. Le fardeau qu'assumaient les pays de première ligne au nom de la conscience universelle était devenu très lourd. Il ne fallait pas perdre de vue que toute solution à la crise qui laisserait une quelconque région d'Afrique à la merci des colonialistes et des racistes ne serait qu'un palliatif. Il a fait observer que les effets économiques des manœuvres de déstabilisation de l'Afrique du Sud étaient aussi graves que ceux de la sécheresse et il a prié instamment la communauté internationale de ne pas attendre l'effondrement des Etats de la ligne de front pour jouer un rôle constructif dans l'instauration de la paix et de la liberté en Afrique australe.

131. Le représentant du Zimbabwe a fait observer que la très forte participation aux réunions du comité préparatoire prouvait que les Etats membres et la communauté internationale attachaient une grande importance à la crise économique que traversait le continent et qui était l'objet essentiel de la réunion. Par ailleurs, le niveau

des débats était très élevé et les participants se souciaient de trouver des solutions aux problèmes comme en témoignait la rédaction et l'adoption du Mémorandum spécial sur la crise économique en Afrique. Ces aspects importants des travaux du Comité tout comme les débats approfondis sur les programmes et problèmes sectoriels avaient débouché sur un ensemble de propositions et recommandations qui contribueraient considérablement à aider les pays africains à élaborer leurs politiques.

132. Il y avait toutefois, au moins deux critiques à faire au Comité : d'abord sur le grand nombre et ensuite, le caractère trop général de ses recommandations et propositions. Les résolutions soulignaient certes les diverses questions ainsi que les mesures à prendre dans des secteurs déterminés, mais leur grand nombre faisait obstacle à leur application. Le Comité aurait dû être plus pratique dans ses déclarations, propositions et recommandations.

133. Pour terminer, le représentant du Zimbabwe a réitéré le soutien de son pays aux peuples de Namibie et d'Afrique du Sud qui menaient une lutte de libération pour l'indépendance et la sécurité du sous-continent, conditions préalables à la croissance économique, à l'autonomie et au développement auto-entretenu.

134. L'observatrice du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement a brièvement rendu compte à la Conférence des résultats de la réunion du Comité tenue à Addis-Abeba du 14 au 16 mai 1984. Le rapport de son Comité qui avait été approuvé par le Comité technique préparatoire plénier comprenait six résolutions ainsi reformulées par ce dernier.

a) Projet de résolution 511 (XIX) sur la participation de la femme africaine à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme; et

b) Projet de résolution 512 (XIX) sur la femme africaine et le développement, en particulier la nécessité de mobiliser des ressources financières et humaines en faveur de la femme au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme. Le Comité technique préparatoire avait alors approuvé ces projets de résolution à l'intention de la Conférence des ministres.

135. Elle a appelé l'attention des participants sur la prochaine Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement qui devait se tenir à Arusha (République-Unie de Tanzanie). Elle a demandé, à cet effet, aux délégations de prier les Gouvernements africains de faire en sorte que de nombreuses femmes participent à la Conférence. Elle a également lancé un appel aux Etats africains et à l'Organisation des Nations Unies d'une manière générale afin qu'ils continuent d'apporter leur appui au programme en faveur de la femme du Comité.

136. L'observateur de Cuba a remercié le Président de lui avoir permis de s'adresser aux participants. Il a indiqué que la crise économique actuelle et les pratiques discriminatoires, coercitives et agressives de certains pays développés à l'égard des pays du tiers monde avaient des effets négatifs sur les relations économiques internationales.

137. La situation avait été aggravée par le peu d'empressement de certains grands pays développés, ayant à leur tête les Etats-Unis d'Amérique, à mener des négociations laborieuses en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Le protectionnisme croissant et les taux d'intérêt élevés avaient aggravé les problèmes d'endettement extérieur déjà dramatiques que rencontraient les pays du tiers monde. Certains pays avaient également, de plus en plus, tendance à adopter une approche sélective et individuelle plutôt que collective en vue de diviser les pays en développement et de miner le pouvoir de négociation du Groupe des 77.

138. Il a souligné l'importance de la trente-neuvième session de l'Assemblée générale qui devait se tenir bientôt et procéder notamment à l'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

139. Il a, pour terminer, affirmé que son pays était en faveur d'une action internationale pour résoudre les problèmes de l'Afrique. Les rapports de coopération que Cuba entretenait avec de nombreux Etats du continent témoignait de l'intérêt qu'elle portait aux problèmes que rencontraient les pays africains.

140. L'observateur de l'Inde a déclaré que les pays africains à faible revenu continuaient à subir le contrecoup de la récession qui perturbait l'économie mondiale depuis 1980. Même si la récession semblait touchée à sa fin, ces pays continuaient à être victimes de la flambée des taux d'intérêt sur les marchés internationaux, de la

baisse des cours des produits, de la diminution de l'aide accordée à des conditions de faveur, des politiques protectionnistes des pays industrialisés. Le taux de la croissance économique dans les pays en développement avait chuté d'environ 1 à 2 p. 100 en 1982, le revenu par habitant diminuait pour la deuxième année consécutive. On estimait que le volume de produits manufacturés exportés en 1982 par les pays en développement était moins important que celui de 1981 et ce à des prix en dollar inférieurs dans l'ensemble. Les recettes d'exportation des produits primaires non combustibles avaient été encore plus durement touchées.

141. Il a expliqué que la nette diminution des flux de ressources revêtait un caractère global et ne pouvait, par conséquent, trouver de solutions au niveau régional ou sectoriel. Cette crise, qui découlait de problèmes liés aux matières premières, à l'énergie, au commerce et au développement ainsi qu'aux finances, traduisait les insuffisances sectorielles et nécessitait l'adoption d'une approche intégrée. Les systèmes monétaire et financier internationaux devaient par conséquent être analysés et les réformes nécessaires y être effectuées.

142. Examinant le déficit de la balance des paiements de certains pays et les rigoureuses mesures d'ajustement qui risquaient d'y créer des tensions sociales, il a proposé un certain nombre de mesures d'urgence, notamment la baisse des taux d'intérêt dans les pays industrialisés, l'amélioration de la situation des échanges et l'octroi de prêts aux pays en développement à des conditions de faveur ce qui permettrait aux pays d'effectuer des investissements dans le domaine de l'équipement, de l'agriculture et des ressources humaines sans se heurter à des problèmes de gestion de la dette.

143. Il a fait à la Conférence un compte rendu des débats de la cinquième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés sur la nécessité d'instaurer un nouvel ordre économique international et de parvenir à une autonomie collective. Les domaines de coopération identifiés à cet effet comprenaient l'agriculture, l'irrigation, la recherche sur d'autres variétés de plantes, la santé, la formation technique et les petites industries.

144. Pour conclure, il a réaffirmé l'attachement de l'Inde à la promotion de la coopération future indo-africaine. En plus de projets nationaux bilatéraux, l'Inde avait participé à l'exécution de projets clés de la CEA tels que celui du Centre régional africain de conception et de fabrication techniques et d'autres programmes de développement industriel.

145. L'observateur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a indiqué que c'était en 1984 que devait se faire une évaluation préliminaire des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (années 80). Tout en soulignant l'importance que son pays attachait à la Décennie, il a fait observer que les progrès accomplis pouvaient à peine donner satisfaction. Les taux de croissance dans la plupart des pays en développement étaient nettement en deçà des objectifs fixés dans la Stratégie. Pour l'Afrique, le taux de croissance du PIB était inférieur à 1 p. 100, au lieu des 7 p. 100 prévus.

146. Le Plan d'action de Lagos constituait un élément important pouvant contribuer à la Stratégie internationale du développement. Le Plan préconisait une utilisation plus rationnelle des facteurs intérieurs et extérieurs du développement, une planification accrue et la fourniture des articles de première nécessité et des services essentiels. De toute évidence, les problèmes complexes de l'Afrique ne pouvaient être résolus sans assistance extérieure. A cet égard, il a fait état de l'assistance fournie par son pays. Entre 1976 et 1980, le volume net de l'assistance économique soviétique aux pays en développement s'était accru de plus 70 p. 100. Le volume de l'aide accordée à l'Afrique par l'URSS avait quadruplé entre 1976 et 1983. En outre, l'URSS avait élaboré pour le compte de la CEA, une carte géologique d'Afrique, une carte des ressources minérales de l'Afrique, une carte des régions africaines riches en pétrole et en gaz ainsi qu'une monographie sur l'hydrogéologie en Afrique. En 1984, l'Union soviétique envisageait d'abriter des séminaires sur les problèmes liés à l'exécution de projets concernant le développement agricole, les échanges et le transport maritime.

147. L'observateur des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que son pays accordait tout son soutien à la Commission économique pour l'Afrique pour l'oeuvre utile qu'elle accomplissait et appuyait le progrès économique et social des peuples africains.

148. Il a souligné que la recherche d'une solution aux problèmes économiques de l'Afrique était l'unique thème valable des débats et s'est déclaré convaincu que tous ceux qui désiraient sincèrement s'atteler à la solution de ces problèmes et à la promotion du progrès économique et social des peuples africains s'accorderaient à penser que le meilleur moyen de servir les intérêts de l'Afrique était de concentrer les débats sur des propositions constructives qui permettraient de réaliser ces objectifs.

149. Il espérait que les représentants des pays africains ici réunis ne se laisseraient pas entraîner sur une mauvaise voie, mais s'attèleraient à leur tâche légitime et honorable qui était de trouver, d'urgence, une solution aux problèmes économiques et sociaux du continent et au progrès économique et social des peuples africains. Tels étaient les objectifs que son pays poursuivait.

150. La représentante du Département de la coopération technique pour le développement a passé en revue les activités de son Département dans le domaine de la coopération technique avec les gouvernements et les institutions de la région, tout en insistant sur les questions de la mise en valeur des ressources en eau, de la planification et de l'administration publique. Quelque 343 millions de personnes ne disposaient pas de systèmes adéquats d'approvisionnement en eau en 1980 et ce chiffre était susceptible d'atteindre les 500 millions vers 1990 en raison des politiques d'allocation des ressources, des pénuries de main-d'oeuvre, de la mauvaise utilisation des ressources disponibles et de l'incapacité de faire participer les collectivités locales aux activités de développement. Le rôle central de la planification avait été souligné aussi bien dans le Plan d'action de Lagos que dans le nouveau Programme substantiel d'action. L'évolution récente avait rendu impératives la planification à court terme et l'évaluation des projets et il fallait donc accorder la priorité au renforcement de la capacité de coordination des gouvernements. S'agissant de l'administration publique, on s'était de plus en plus aperçu que les structures administratives n'étaient pas adaptées aux impératifs du développement étant donné qu'on se préoccupait davantage de survie que de développement. Quant aux mesures correctives, elles comportaient notamment la formation et le perfectionnement du personnel technique, domaine qui méritait plus d'attention que par le passé.

151. En conclusion, elle a souligné l'importance de la coopération avec la CEA et du renforcement des capacités opérationnelles de cette dernière. Cependant, la réduction des ressources financières de sources multilatérales rendait difficile l'adoption de mesures correctives. Elle a donc émis l'espoir que les efforts du Secrétaire général seraient couronnés de succès et assuré les participants à la Conférence de l'appui et de la coopération continu de son Département.

152. La représentante de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a dit que trois nouveaux éléments appréciables témoignaient de l'importance de la réunion de la Conférence des ministres : premièrement, le fait que l'aggravation de la crise économique en Afrique était maintenant généralement reconnue, deuxièmement, le fait que l'on s'était aperçu que la détérioration de la situation dans le court terme influencerait nécessairement sur les problèmes qui se poseraient dans le moyen et le long termes et, troisièmement, la détermination des organismes des Nations Unies et de la communauté internationale à identifier les mesures collectives qui pourraient être prises pour remédier à la situation. Elle s'est félicitée des rapports de coopération fructueuse qui existaient entre la CNUCED et les pays africains ainsi que de la collaboration entre la CNUCED et la CEA et a indiqué que son organisation était résolue à continuer dans cette voie.

153. Evoquant les idées et les activités de la CNUCED dans les domaines tels que la dette extérieure et son incidence sur la situation économique des pays en développement, elle a déclaré que l'un des objectifs, lors de l'examen de l'alourdissement de la dette, devrait être de rétablir la capacité des pays débiteurs à assurer le service de la dette. Les autres activités et études de la CNUCED portaient sur le protectionnisme et l'ajustement structurel, les prix des produits de base, la stabilisation des recettes d'exportation et la gestion du commerce international des produits de base. La CNUCED était convaincue que l'un des moyens d'inverser la situation de crise économique était de procéder à la transformation de l'infrastructure technologique et, à cet égard, une assistance avait été apportée à certains pays africains.

154. Elle a, pour terminer, fait état des activités menées par son organisation pour promouvoir la coopération économique entre pays en développement (CEPD) dans la mesure où celles-ci s'inscrivaient dans le cadre de l'élaboration d'un système global de préférences commerciales (SCPC) et des négociations y relatives, ajoutant qu'il y avait de fortes chances pour qu'un accord soit bientôt conclu sur un système viable.

155. Le Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique a déclaré que, depuis son entrée en fonction, sa première préoccupation était de trouver les moyens de permettre à son Bureau de mieux servir les intérêts de l'Afrique, tel que définis dans le Plan d'action de Lagos. Aussi avait-on renforcé les effectifs du Bureau qui était maintenant doté d'un service chargé de l'exécution du Programme régional pour l'Afrique et de quatre services sous-régionaux pour l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

156. Il a donné un aperçu de la situation financière du PNUD ainsi que du Programme régional pour l'Afrique. A cet égard, l'augmentation escomptée des contributions volontaires annuelles des organismes bailleurs de fonds ne s'était pas produite; autrement dit, les ressources dont disposait le PNUD pour la période 1982-1986 avaient baissé d'environ 50 p. 100. Le chiffre indicatif provisoire de planification du Programme régional pour l'Afrique s'était élevé à 283,4 millions de dollars. Malheureusement, le chiffre utilisé lors de la présentation du programme à la Conférence des ministres de la CEA réunie à Tripoli n'était que de 206 millions de dollars et, depuis, l'évolution de la situation avait forcé le PNUD à procéder à une nouvelle réduction de 70 millions de dollars dans le volume total des ressources allouées au titre du cycle de programmation 1982-1986.

157. La coopération entre le PNUD et la CEA était exemplaire, les deux organismes faisant preuve d'un esprit de confiance et de compréhension réciproques. La CEA, qui était devenue l'agent d'exécution des projets régionaux financés par le PNUD, avait encouragé ce dernier à adopter, en 1982, le Programme régional dont les priorités s'inspiraient de celles définies dans le Plan d'action de Lagos. Si la CEA n'était pas devenue agent d'exécution plus tôt, c'est que certaines décisions devaient être préalablement approuvées par le Siège. La Conférence pourrait peut-être étudier cette question et aider la CEA à définir les moyens propres à améliorer la qualité des services que le PNUD prêtait aux pays africains.

158. Les organismes multinationaux parrainés par la CEA et l'OUA avaient toujours bénéficié, à titre prioritaire, de l'assistance du PNUD en Afrique. C'est pourquoi le PNUD se félicitait de l'adoption de la résolution 477 (XVIII) concernant la mise en place d'un comité spécial chargé d'examiner la situation de ces organismes et de formuler des propositions pour en rationaliser les activités.

159. Le PNUD ne cessait de collaborer étroitement avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans les efforts particulièrement importants qu'il déployait pour rallier la communauté internationale à la lutte contre les crises économiques et sociales que traversait l'Afrique. A cet égard, il faudrait féliciter le Secrétaire exécutif de son initiative d'inscrire à l'ordre du jour cette question particulièrement alarmante. Les PMA africains avaient été touchés de plein fouet. Aussi le PNUD étudiait-il, avec la CNUCED, la Banque mondiale et la CEA, les possibilités de mieux adapter les mécanismes créés dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action aux objectifs des PMA.

160. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a transmis aux participants les vœux de succès du Directeur exécutif de son organisation et s'est félicité des excellents rapports de coopération qui existaient entre l'OUA, la CEA et l'ONUDI.

161. Il a indiqué que la Conférence des ministres africains de l'industrie avait passé en revue les progrès réalisés et noté avec satisfaction les efforts déployés par les Etats membres pour tenir compte des activités de la Décennie du développement industriel de l'Afrique dans leurs plans nationaux de développement et dans leurs activités de coopération au niveau sous-régional. Des progrès avaient également été enregistrés dans le domaine de la coopération entre les pays africains et latino-américains. Compte tenu des succès enregistrés jusqu'à présent, les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI examinaient la possibilité d'organiser en Asie une réunion similaire à celle qui s'était tenue récemment au Brésil, en vue de renforcer la coopération avec les pays asiatiques, y compris la Chine.

162. Il était nécessaire de déployer des efforts intenses en vue de mobiliser des ressources financières devant permettre aux pays africains d'exécuter le programme de la Décennie. Le représentant de l'ONUDI a informé les participants de la manière dont on se proposait d'utiliser la somme de 1 million de dollars allouée par l'Assemblée générale et a ajouté que la Conférence des ministres africains de l'industrie avait lancé un appel en vue d'un accroissement de l'allocation pour qu'elle soit portée à un minimum de 5 millions de dollars par an. Un appel similaire avait été lancé au PNUD. La Conférence

Conférence des ministres africains de l'industrie avait également adopté une position commune pour la quatrième Conférence générale de l'ONUDI ainsi qu'une résolution à ce sujet. Il a exprimé l'espoir que la Conférence des ministres approuverait les recommandations formulées par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa septième réunion et que cette approbation s'accompagnerait de mesures nationales et sous-régionales destinées à assurer le financement des activités de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Il a lancé un appel en faveur d'une participation active, au niveau le plus élevé possible, à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI devant se tenir à Vienne du 2 au 18 août 1984.

163. Il a, pour terminer, informé les participants des progrès réalisés dans le cadre du projet de transformation de l'ONUDI en institution spécialisée et a lancé un appel aux pays africains pour qu'ils participent davantage aux activités de l'ONUDI. Il a assuré les participants que l'ONUDI continuerait d'intensifier les efforts qu'elle déploie pour aider les pays africains.

164. Le représentant du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne a dit que si les pays africains voulaient combattre efficacement les fléaux qui menaçaient le continent, il était indispensable qu'ils élaborent des plans nationaux, sous-régionaux et régionaux multisectoriels de lutte contre la sécheresse et la désertification. Il leur fallait également collaborer avec les pays et organismes qui étaient en mesure de leur fournir une assistance technique et financière pour des programmes à moyen et à long termes. Le Bureau était toujours disposé à fournir une aide aux pays ou groupes de pays qui en avaient besoin pour l'élaboration, le financement ou l'exécution de plans d'action contre la sécheresse ou la désertification.

165. Le représentant de l'Université des Nations Unies s'est félicité d'avoir été invité pour la première fois à la réunion de la Conférence des ministres de la CEA. L'Université s'attachait à contribuer, à sa façon, à résoudre les problèmes que connaissait l'Afrique dans le cadre de plusieurs projets au titre de son programme de ses activités de formation. Il s'agissait notamment de l'octroi de bourses d'étude dans divers domaines, de l'organisation de réunions et d'ateliers dans des domaines tels que les ressources minérales et l'industrialisation en Afrique, la réalisation de monographies nationales et sous-régionales sur les activités des sociétés transnationales en Afrique ainsi que d'études

sur la technologie alimentaire et la nutrition. L'Université collaborait avec trois établissements associés en Afrique et participait activement à la mise en place d'un institut pour la mise en valeur des ressources naturelles en Afrique. Dans le sillage de l'initiative du Secrétaire général, elle s'attachait à axer les travaux de son comité spécial pour l'Afrique sur la recherche de solutions à long terme à la crise.

166. Le Directeur exécutif du Conseil mondial de l'alimentation a dit que la crise alimentaire n'était qu'un aspect de la crise économique plus profonde qui sévissait en Afrique. Si des mesures d'urgence étaient nécessaires pour alléger les souffrances humaines, l'action en vue de réaliser les objectifs à moyen et à long terme était tout aussi importante. Le Conseil avait, au cours des cinq dernières années, coopéré activement avec la CEA et l'OUA pour aider les pays africains à résoudre leurs problèmes alimentaires. Plusieurs réunions consultatives et journées d'études organisées, entre 1979 et 1983, par le Conseil avec la participation des pays africains avaient conduit nombre de ces derniers à adopter des stratégies alimentaires nationales. Cette approche avait été approuvée tant par l'Assemblée générale que par plusieurs réunions intergouvernementales au sommet.

167. Le Directeur exécutif du Conseil mondial de l'alimentation a fait observer que les stratégies alimentaires étaient un moyen d'assurer la production, la consommation et la distribution de denrées alimentaires ainsi que la sécurité alimentaire globale dans le cadre cohérent d'objectifs et de priorités nationaux en matière de planification, l'objectif principal étant de trouver au problème alimentaire une solution permanente. La dixième session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation, prévue en juin 1984 à Addis-Abeba, permettrait d'examiner un rapport spécial sur les stratégies alimentaires en Afrique, contenant une évaluation des progrès accomplis et mettant en évidence les questions critiques et les obstacles auxquels de nombreux pays africains se heurtaient dans la mise en oeuvre de leurs stratégies alimentaires.

168. Le Directeur exécutif avait soumis au Conseil une proposition tendant à accroître l'aide publique à des conditions de faveur de 5 milliards de dollars des Etats-Unis sur une période de cinq ans, dans le cadre des programmes actuels d'aide au développement en faveur des stratégies et des programmes alimentaires nationaux des pays en développement, en particulier d'Afrique. Son souci était de voir se renverser la tendance à la baisse enregistrée dans l'aide publique au développement. Il estimait que la mise en place de plusieurs stocks alimentaires et la revitalisation de l'agriculture étaient indispensables à relance du progrès social et économique en Afrique et la réalisation des buts et objectifs du Plan d'action de Lagos.

169. Le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) a dit qu'on avait certes besoin davantage d'aide alimentaire d'urgence mais qu'il importait également d'intégrer l'aide alimentaire dans le processus de développement et de l'utiliser dans le cadre de programmes conçus pour accroître la production agricole. Décrivant les activités du PAM en Afrique et dans d'autres pays en développement, il a dit que les programmes du PAM avaient mis l'accent sur les besoins alimentaires essentiels. Il avait été réalisé, au titre de ces programmes, 44 opérations d'urgence en Afrique en 1983 et 24 opérations du même type avaient jusqu'à présent été approuvées pour 1984. En 1983, le PAM avait, au titre de l'aide au développement, fourni 319 000 tonnes d'aliments devant être utilisés dans 144 projets de développement en Afrique, principalement pour promouvoir le développement agricole et rural. Le PAM avait également mis au point des utilisations innovatrices de l'aide alimentaire qui comportaient des programmes de stabilisation des prix et des transactions triangulaires au titre desquelles les excédents alimentaires d'une région donnée étaient achetés et utilisés pour promouvoir le développement agricole dans d'autres régions. A l'intention des donateurs bilatéraux qui avaient reçu des demandes d'aide en très forte augmentation, le PAM avait fourni des services relatifs à l'achat, au transport et à la surveillance de la distribution des produits alimentaires. Le PAM avait répertorié les besoins alimentaires en Afrique, veillé à l'expédition de toutes les contributions vers les pays touchés, préparé les déclarations de situation mensuelles et enregistré les dates d'arrivée et les quantités des aliments fournis. En réponse à l'initiative du Secrétaire général, le PAM avait détaché un haut fonctionnaire auprès du Bureau de Nairobi.

170. Dans les régions arides d'Afrique, il fallait associer la fourniture des aliments à celle de l'eau et veiller à ce que la réception, le stockage et la distribution des aliments soient effectués avec soin. Il fallait également améliorer les pratiques comptables, car les donateurs voulaient connaître l'utilisation qui était faite de leur aide alimentaire. Le représentant du PAM a également souligné l'importance du pouvoir d'achat dans les zones touchées par la famine, en citant les exemples des inondations de 1974 au Bangladesh et des stocks régulateurs mis en place en Inde. Il a attiré l'attention sur la haute priorité que le PAM accordait à la contribution des femmes au processus de développement et à la collaboration précieuse que son organisation entretenait avec les organes des Nations Unies, en particulier, avec le Groupe des secours d'urgence du FIASE. Il a, enfin, émis l'espoir que la coopération du PAM avec les gouvernements, les institutions des Nations Unies et les organisations intergouvernementales permettrait de fournir l'assistance souhaitée aux régions touchées.

171. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a déclaré que le Directeur général de l'UNESCO était au regret de ne pas pouvoir assister à la présente réunion du fait de la session du Conseil exécutif de son organisation. Le Directeur général souhaitait plein succès aux travaux de la Conférence et assurait les participants qu'il n'éluderait jamais les tâches qui lui avaient été confiées par la communauté internationale. Il continuerait tout particulièrement de faire respecter les Statuts de l'UNESCO dans l'intérêt du développement de tous les pays.

172. Le Directeur général oeuvrait résolument au service du progrès des pays en développement et particulièrement celui des pays les moins avancés. Les programmes d'assistance de l'UNESCO étaient bien connus des Etats membres tout comme de l'OUA et de la CEA. Des domaines de coopération pour la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos avaient été définis avec ces deux organisations et la coopération entre la CEA et l'UNESCO avait enregistré de grands progrès au cours des deux dernières années grâce à des réunions de concertation en vue de mettre au point un programme concret d'action. Des projets spécifiques avaient été identifiés et seraient exécutés dans le cadre du Plan d'action de Lagos. Les nouveaux domaines qui avaient fait l'objet d'un accord à la mi-février 1984 englobaient l'environnement, l'éducation, les sciences humaines et sociales, les sciences naturelles, les communications et la coopération au service du développement.

173. La plus récente de ces réunions de concertation, qui s'était tenue au Bureau régional de l'UNESCO à Nairobi (Kenya) illustre, tout comme "l'esprit de Nairobi" le rôle que les bureaux régionaux étaient amenés à jouer. L'UNESCO remerciait les pays africains pour le soutien et la solidarité sans faille dont ils avaient fait preuve en vue de sauvegarder les nobles principes adoptés par la communauté internationale et se félicitait de ce qu'ils continuaient de participer à ses travaux en dépit des épreuves qu'ils traversaient.

174. Le représentant de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) s'est, au nom de son organisation, félicité d'avoir été invité à participer à la réunion et a rappelé que l'OACI participait régulièrement aux activités de la CEA. De grands progrès avaient certes été accomplis dans la mise en place d'une infrastructure d'aviation civile, mais beaucoup restait encore à faire. L'infrastructure mise en place n'avait en fait pas

répondu aux besoins, a-t-il poursuivi, en citant comme exemple le Plan de navigation aérienne mis au point en 1979 à Arusha (République-Unie de Tanzanie). En outre, les services et installations de communications continuaient de nécessiter d'importantes ressources financières et humaines.

- 175. Expliquant l'accent mis par l'OACI sur la mise en place d'une infrastructure d'aviation civile dans les pays les moins avancés et les pays sans littoral, l'intervenant a indiqué que les projets d'aéroports exécutés au Botswana, au Lesotho et au Swaziland étaient presque achevés. La mise en valeur des ressources humaines avait toujours reçu une priorité très élevée : il a informé la Conférence des activités menées par le passé dans ce domaine en collaboration avec l'OUA et la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC). Enfin, l'intervenant a fait savoir aux participants que son organisation se tenait à la disposition des Etats membres en sa qualité d'organisme chef de file et d'agent d'exécution pour les projets relatifs à l'aviation civile.

176. Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que les effets cumulatifs de la malnutrition au cours de la grande sécheresse de 1983, qui avait été suivie d'une série de crises économiques, avaient rendu les populations d'un certain nombre de pays vulnérables aux maladies. La pénurie d'eau avait eu de graves incidences psychosomatiques sur des populations entières, dégradant non seulement leur état nutritionnel mais également leurs facultés intellectuelles. Il a décrit les mesures prises par l'OMS, aussi bien individuellement qu'en collaboration avec d'autres organismes intergouvernementaux et organismes des Nations Unies qui s'occupaient de la sécheresse et de ses effets. L'OMS avait aidé nombre de pays qui sollicitaient une assistance du Programme alimentaire mondial à déterminer les propriétés nutritionnelles et sanitaires des aliments qu'ils devaient recevoir. Elle avait mis sur pied des projets d'assainissement et de distribution d'eau potable conjointement avec plusieurs organismes internationaux et bilatéraux de façon à ce que davantage de progrès soient réalisés dans ces domaines.

177. L'OMS était déterminée à soutenir les efforts déployés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et par son Représentant spécial chargé des questions relatives à la crise économique que traversait l'Afrique.

178. Le représentant de la Banque mondiale a transmis aux participants les vœux formulés par le Président de son organisation pour le succès de la Conférence. La Banque connaissait très bien les difficultés des pays africains car elles faisaient l'objet des documents dont la réunion était saisie et avaient été mentionnées par les diverses délégations lors de leurs interventions. Ces difficultés avaient certes été aggravées par un environnement extérieur peu favorable, mais elles résultaient également des politiques intérieures appliquées par de nombreux pays africains et qui en général ne favorisaient pas l'augmentation de la production. La Banque collaborait avec de nombreux pays à l'élaboration de programmes complexes d'ajustement structurel et de réforme des politiques. Comme l'avait indiqué récemment le Président de la Banque au Comité de développement, tous les indicateurs montrant que les perspectives étaient sombres pour les pays africains, il était plus urgent que jamais de modifier les politiques intérieures et il convenait d'augmenter les flux de l'aide tant bilatérale que multilatérale à des conditions de faveur et l'octroyer avec plus de souplesse que par le passé.

179. A la réunion de septembre 1984 du Comité de développement, les ministres des finances examineraient un programme de directives pour la Banque et la communauté internationale dans leurs efforts pour aider l'Afrique à faire face à ses graves problèmes humains, sociaux et économiques. Le programme en question serait essentiellement établi à partir d'une analyse détaillée de la crise en Afrique fondée sur des études comme l'étude prospective sur la CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008, ainsi que sur certains documents établis pour la réunion en cours. Le personnel de la Banque travaillerait avec les organismes nationaux et internationaux compétents, y compris la CEA, pour établir un rapport qui porterait essentiellement sur des questions cruciales telles que les problèmes de l'ajustement à moyen terme, notamment les prix et les mesures d'incitation, la dette publique, la population et la mise en valeur des ressources humaines.

180. En ce qui concerne les ressources du groupe de la Banque, à la suite de deux résolutions adoptées le 24 mai 1984 par le Conseil des Administrateurs de la Banque le capital autorisé de la Banque serait augmenté de 8,4 milliards de dollars et passerait à 95 milliards de dollars tandis que 9 milliards, au lieu de 12 milliards seraient engagés, au cours de la période de trois ans commençant le 1er juillet 1984 comme

apport à la septième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA). Etant donné que le montant engagé était inférieur de 3 milliards de dollars au montant qui avait été négocié pour la sixième reconstitution de ressources, soit une baisse de 24 p. 100 en valeur réelle, il était évident que la septième reconstitution de ressources ne permettrait pas à l'IDA d'avoir des ressources suffisantes pour couvrir les besoins de l'Afrique. Cependant, l'administration de la Banque mondiale avait déjà commencé à rechercher des ressources additionnelles, conformément aux instructions données par les gouverneurs adjoints de l'IDA en janvier 1984.

181. Le représentant du Fonds monétaire international a déclaré que cette institution préconisait une solution durable à la crise actuelle en Afrique. Il appuyait la démarche adoptée dans l'étude des conditions économiques et sociales en Afrique, la constitution du groupe consultatif présidé par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale ainsi que la création du Bureau spécial de Nairobi. Le Fonds appuyait toute étude dont le but était de créer une zone de stabilité économique en Afrique et encourageait le recours accru aux facilités de crédits spéciaux à des conditions de faveur.

182. Les facilités du Fonds, telle que la facilité céréalière, pouvaient être utilisées par les pays africains qui le souhaitaient. Le FMI était disposé à consentir des prêts aussi bien aux conditions du marché qu'à des conditions de faveur ; le Fonds était prêt à examiner, de concert avec l'Organisation des Nations Unies, la CEA, l'OUA et les Etats africains, les moyens de fournir à l'Afrique une assistance technique qui lui assurerait une croissance économique durable et une stabilité financière soutenue.

183. Le représentant de l'Union internationale des télécommunications (UIT) a salué la collaboration exemplaire qui s'était établie entre son organisation et la CEA en matière d'exécution de projets régionaux tels que le réseau panafricain de télécommunication (PANAFTEL) et les programmes du titre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

184. Des problèmes continuaient néanmoins à se poser, dont le plus grave portait sur les déséquilibres caractérisant la répartition des services de télécommunication entre les

zones urbaines et les zones rurales ainsi qu'entre le Sud et le Nord. C'est ainsi, qu'à la fin de 1983 il y avait moins de téléphones dans toute l'Afrique qu'aux Pays-Bas.

185. En raison des contraintes financières, la CEA, l'OUA, l'UPAT, l'UIT et d'autres institutions avaient mis en commun leurs ressources et créé un comité de coordination interinstitutions, chargé d'effectuer l'étude de faisabilité sur un réseau régional de télécommunications par satellite susceptible de promouvoir le développement de l'Afrique, en mettant particulièrement l'accent sur les zones rurales. Eu égard à ses implications long terme, le développement des télécommunications nécessitait un examen attentif, de la part des gouvernements, de toutes les options technologiques et économiques disponibles. Il a informé les participants que son organisation se tenait à leur disposition et ferait tout ce qui était en son pouvoir pour leur venir en aide. Il a également informé la Conférence des études parallèles actuellement menées par des organismes indépendants, ajoutant qu'il espérait que ces études permettraient de résoudre certains des problèmes en suspens.

186. Il a, pour terminer, regretté les conséquences de la récession mondiale qui avaient conduit non seulement à une réduction de l'assistance et de la coopération techniques mais également à des mesures protectionnistes et à la rupture du dialogue Nord-Sud. Néanmoins, la technologie existait et des économies dans le secteur des transports faisaient naître de grands espoirs; ce qu'il fallait à présent, c'était l'établissement de liens de coopération et la volonté collective de prendre des mesures appropriées.

187. Le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale a qualifié la sécheresse en Afrique de véritable fléau et de source de souffrances humaines. Il limiterait ses observations aux aspects météorologiques et climatiques qui préoccupaient tout particulièrement son Organisation. Les sécheresses débouchaient souvent sur une baisse de la production alimentaire et des réserves d'eau et l'appauvrissement des pâturages naturels, sans parler des conséquences économiques et sociales. La sécheresse actuelle constituait l'un des plus graves phénomènes climatiques depuis 100 ans. Etant donné qu'on ne pouvait en prédire la fin, elle constituait un véritable défi à la science.

188. En fait, il n'existait aucune méthode permettant de prédire l'apparition de la sécheresse. Les Etats membres devraient donc s'en accommoder. Les mesures de lutte contre la sécheresse, telle que la gestion des ressources en eau, les relevés scrupuleux des précipitations journalières, la formation de spécialistes, ainsi que la surveillance et la recherche en la matière et la diffusion de données météorologiques et climatiques entre Etats membres étaient indispensables. Il n'était pas actuellement possible d'atténuer les effets de la sécheresse par des pluies artificielles; partant, les systèmes africains de production agricole devaient être assez souples pour pouvoir résister à une sécheresse prolongée. L'OMM était fermement convaincue que des mesures concrètes et utiles pouvaient être prises pour aider les pays africains à tirer un meilleur parti des données et des techniques actuellement disponibles en matière de météorologie et de climatologie. Elle se proposait d'oeuvrer à cette fin avec les services météorologiques nationaux, les organisations régionales comme la CEA et d'autres organisations internationales.

189. Il fallait mettre au point une stratégie à long terme à partir des résultats des travaux de recherche. La CEA devait appuyer le programme AGRHYMET en faveur des pays du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et d'autres projets du genre. Il était indispensable d'établir un centre météorologique pilote en Afrique, s'appuyant sur les centres de formation professionnelle de l'OMM existant déjà sur le continent, car les services météorologiques africains actuels pris isolément, ne disposaient pas de ressources nécessaires. L'appui politique était également un important préalable au succès. L'Organisation météorologique mondiale avait élaboré, pour examen par la Conférence, un projet de résolution visant à faire en sorte que les diverses activités nécessaires soient menées à bien.

190. Le Président a accueilli favorablement les propositions de l'OMM et a invité les participants à les examiner.

191. L'observateur du Centre régional africain de conception et de fabrication technique a déclaré que son Centre aiderait les Etats membres à former les spécialistes nécessaires pour concevoir, fabriquer et entretenir des biens d'équipement ainsi qu'à promouvoir les capacités de gestion industrielle, le tout en vue d'accélérer le développement de l'industrie, dont dépendait celui des autres secteurs. Le Centre comptait 23 Etats membres. L'observateur a remercié l'Algérie, l'Egypte, le Niger, le Nigéria et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour leurs contributions financières qui avaient été vitales pour le lancement du Centre et il a ajouté que le Gouvernement du pays hôte, le Nigéria, avait offert un terrain de 73 hectares et une somme de 6,5 millions de dollars des Etats-Unis pour la construction de trois ateliers de mécanique, d'un laboratoire, d'une cité pour 72 personnes ainsi que d'un bureau d'études techniques. Le Centre s'était assuré, à l'échelle internationale, la coopération du PNUD et de l'UNESCO pour la formation et la fourniture de machines d'atelier. Le Gouvernement indien avait offert 13 machines d'un montant de 310 000 dollars.

192. Les activités de génie mécanique du Centre comportaient la formation, la conception, l'adaptation, la rénovation des ateliers et la promotion des centres nationaux. L'observateur a lancé un appel aux pays africains qui n'avaient pas encore adhéré au Centre pour qu'ils le fassent.

Débat général

193. L'observateur de l'African National Congress d'Afrique du Sud s'est réjoui de l'occasion qui lui avait été offerte de participer à la Conférence. La crise économique et les mauvaises conditions climatiques en Afrique avaient touché non seulement les Etats indépendants mais également les mouvements de libération.

Il a fait état de la réunion organisée à Arusha par les Etats de première ligne qui s'étaient engagés à libérer les territoires d'Afrique encore sous domination; il a réaffirmé la détermination de son organisation à poursuivre la lutte contre le racisme en Afrique du Sud et lancé un appel à la communauté internationale en faveur d'une assistance.

Pan-Africanist Congress of Azania (PAC)

194. L'observateur du Pan-Africanist Congress of Azania (PAC) a déclaré que parallèlement à la lutte qu'il menait pour libérer l'Afrique australe de la colonisation sud-africaine, son mouvement luttait pour la production de denrées alimentaires. La stratégie militaire que le PAC poursuivait en Afrique du Sud laissait penser que la lutte de libération serait longue : en constituant un front uni, les trois mouvements de libération en Afrique du Sud (PAC, ANC et SWAPO) pourraient réduire l'Afrique du Sud à néant en un rien de temps.

195. En Afrique du Sud, le PAC luttait non seulement contre les Boers mais contre tout le bloc occidental constitué par les pays membres de l'OTAN. C'est en Afrique australe qu'étaient concentrées les matières premières dont l'Afrique avait besoin pour exécuter ses programmes de développement. Pour pouvoir exploiter ces matières premières, l'Afrique devrait donc vraisemblablement mener une longue lutte contre l'Afrique du Sud et le bloc occidental.

196. S'agissant de la lutte de libération proprement dite, l'un des principaux problèmes auxquels elle se heurtait était la faiblesse économique des Etats de première ligne qui avaient besoin du secours des autres Etats africains indépendants. Les Etats de première ligne avaient déjà consenti d'énormes sacrifices. L'observateur du PAC a terminé en lançant un appel aux autres Etats pour que ces derniers fournissent une aide aux mouvements de libération.

197. Parlant au nom de la Communauté économique européenne et de ses Etats membres, l'Ambassadeur de France en Ethiopie a dit que la dix-neuvième session de la Commission était placée sous le signe d'une urgence particulière et que jamais l'Afrique n'avait traversé de crise aussi grave. Il a ajouté que la crise actuelle n'était pas seulement économique mais également politique et physique et qu'elle se manifestait par la sécheresse, les avancées du désert et les difficultés de l'alimentation qui allaient parfois jusqu'à la famine.

198. La situation alimentaire s'était encore aggravée en 1983 en Afrique australe et dans le Sahel. Des pays africains qui étaient autrefois exportateurs nets de produits vivriers se retrouvaient aujourd'hui importateurs. La solution de la

crise incombait avant tout aux Etats africains. C'est à leurs gouvernements qu'il appartenait de mener les politiques nécessaires de revitalisation paysanne et de prendre les mesures qui s'imposaient en matière de fixation de prix rémunérateurs, d'établissement d'un équilibre entre productions vivrières et cultures d'exportations et de stabilisation de l'épargne.

199. Parmi les causes de la situation alimentaire dramatique que traversait l'Afrique, figuraient les insuffisances des réseaux de transport que le continent avait hérité du passé colonial et qui étaient avant tout tournés vers l'extérieur, favorisant ainsi les échanges avec l'étranger plus que les courants internes ou régionaux. Ce système de transports ne permettait pas d'assurer une répartition équitable des denrées, des matières premières et des produits.

200. Il a conclu en exprimant la détermination de la Communauté économique européenne et de ses membres de participer de façon positive aux travaux de la session ainsi que leur conviction que cette session serait utile et constructive.

201. L'observateur de la Conférence internationale des syndicats libres a déclaré que l'économie des pays africains était sur le point de **somber**. Nombre de pays avaient dû solliciter auprès du FMI une aide au titre de leur balance des paiements, ce qui les avait obligé à adopter de strictes mesures déflationnistes. Des millions des travailleurs des milieux rural et urbain devaient faire face aux dures réalités de la détérioration de leur niveau de vie, du sous-emploi, du chômage et de la pénurie des nécessités essentielles de la vie. La situation alimentaire, en particulier, était préoccupante.

202. En mars 1984, les dirigeants syndicaux s'étaient réunis à Dakar pour étudier les sérieuses difficultés financières auxquelles se heurtaient les pays et les travailleurs africains en vue de formuler des propositions concrètes susceptibles d'aider à surmonter la crise. La Déclaration de Dakar adoptée lors de cette réunion contenait un programme d'action pratique à mener aux niveaux national, régional et international ainsi qu'au sein du mouvement **syndical** international. Les auteurs de la Déclaration avaient souscrit aux mesures préconisées dans le Plan d'action de Lagos, souligné la nécessité pour les pays industrialisés de revoir leurs politiques déflationnistes et protectionnistes et instamment invité les gouvernements africains à réorienter leurs politiques en vue d'éliminer la faim, de mettre en valeur les ressources humaines, de créer des emplois et de satisfaire les besoins humains essentiels. Il fallait donner

la priorité à l'élaboration de stratégies alimentaires nationales et au développement rural intégré en formulant des programmes de développement industriel axés sur le secteur agricole. Les syndicats et les groupements de travailleurs du monde rural avaient un rôle capital à jouer dans la formulation et l'exécution des plans de développement. Les pays industrialisés devraient exécuter des politiques axées sur la croissance et accroître le volume de leur aide, en particulier celui de l'aide alimentaire. L'observateur de la CISL a invité la Commission et toutes les institutions intergouvernementales africaines à donner sans délai une suite positive aux propositions formulées par les syndicats.

Examen et adoption du rapport et des résolutions de la cinquième réunion du Comité technique préparatoire plénier tenue à Addis-Abeba du 15 au 21 mai 1984

203. Le premier Vice-Président a présenté le document E/ECA/CM.10/3 : Rapport de la cinquième réunion du Comité technique préparatoire plénier (Addis-Abeba, 15-21 mai 1984). Il a proposé que la Conférence examine ledit rapport soumis par le Comité technique, notamment les projets de résolution y annexés, ainsi que le Mémoire spécial de la CEA sur la crise économique et sociale en Afrique (E/ECA/CM.10/37). Ces deux documents étaient le fruit d'une analyse approfondie et de longs débats et il les a recommandés à l'attention des ministres. Le sens des responsabilités avait prévalu tout au long des réunions du Comité et le premier Vice-Président a tout particulièrement remercié le Secrétaire exécutif de la CEA d'avoir participé à l'ensemble des séances.

204. Au cours du débat qui a suivi, le représentant de l'Algérie a indiqué que sa délégation avait exprimé des réserves au titre du paragraphe 101 du rapport en ce qui concerne certains projets, réserves dont il n'avait pas été tenu compte dans le document E/ECA/CM.10/3 et il a exprimé l'espoir que le secrétariat en tiendrait compte dans la version définitive.

205. Le représentant du Congo a fait observer que tout au long de la réunion, les discussions avaient été centrées sur la crise économique et sociale en Afrique, laquelle avait obligé le continent à puiser davantage dans ses propres ressources pour soutenir les activités des institutions multinationales, notamment les MULPOC, qui avaient été créées par les gouvernements. Plutôt que d'attendre des

contributions volontaires et l'aide des donateurs, les Etats africains devraient faire en sorte d'apporter eux-mêmes des contributions. Le représentant a par conséquent proposé la fixation, pour chaque Etat, de contributions d'un montant minimal afin d'appuyer les activités des MULPOC.

206. Déclarant que le paragraphe 209 ne reflétait pas pleinement le débat général, le représentant du Zaïre a suggéré que ce paragraphe se lise comme suit : "Il a été demandé que le Secrétaire exécutif soumette, dès que possible, aux Etats membres un document sur la gestion du personnel, indiquant clairement la représentation quantitative et qualitative des différents pays et sous-régions de l'Afrique ainsi que la répartition des postes de responsabilité au secrétariat. Le Secrétaire exécutif a également été prié de faire rapport sur le nombre de fonctionnaires non africains".

207. En raison de l'importance de la question, la Conférence a prié le Secrétaire exécutif de la Commission de faire rapport à la prochaine session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine sur l'adoption du Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population africaine et le développement autonome (Annexe II au document E/ECA/CM.10/14). Le projet de résolution 506 (XIX) a été modifié en conséquence par l'ajout d'un paragraphe à cet effet.

208. Certaines délégations ont proposé un certain nombre de modifications au programme de la seconde phase, 1984-1988, de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (document E/ECA/CM.10/18) adopté par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification à sa quatrième réunion tenue à Conakry (Guinée) en février 1984. Après avoir procédé à un échange de vues, les participants ont décidé d'approuver ce programme et de modifier en conséquence le projet de résolution 487 (XIX) par l'insertion d'un nouvel alinéa après l'alinéa 8 du préambule et d'un nouveau paragraphe après le paragraphe 3 du dispositif.

209. La Conférence a décidé de modifier le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution 526 (XIX) sur la crise économique et sociale en Afrique de façon à y mentionner le Directeur général de la FAO et la nécessité pour l'ONU elle-même et la FAO de prendre des mesures supplémentaires.

210. Etant donné que la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés avait, à sa quatrième réunion tenue à Addis-Abeba du 22 au 24 mai 1984, décidé de modifier la teneur des projets de résolution 502 (XIX) et 503 (XIX), la Conférence a convenu d'aligner ces résolutions sur le texte de celles approuvées par la Conférence susmentionnée lors de l'adoption de son rapport.

211. Sous réserve des amendements mentionnés plus haut, la Conférence a approuvé le rapport du Comité technique préparatoire plénier sur sa cinquième réunion ainsi que les résolutions y annexées.

212. La Conférence, ayant étudié les propositions du Secrétaire général de l'OMM, a adopté une résolution relative à la contribution de la météorologie à la lutte contre la sécheresse en Afrique (voir résolution 528 (XIX)).

Examen et adoption du rapport de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés

213. Le représentant du Mali, S.E. Mohamed Ag Hamany, Président de la quatrième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés tenue du 22 au 24 mai 1984 à Addis-Abeba, a présenté le document E/ECA/CM.10/34 contenant le rapport de cette réunion.

214. La réunion à laquelle avaient assisté 18 des pays africains les moins avancés (PMA) avait été précédée d'une réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés. La Conférence avait examiné quatre questions, à savoir : les conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés; l'application du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés; les politiques de fixation des prix dans les pays africains les moins avancés; ainsi que les activités entreprises par la CEA en 1983 et le programme de travail pour 1984 en faveur des pays africains les moins avancés.

215. La Conférence avait mis l'accent sur la situation des pays africains les moins avancés et avait relevé qu'en dépit des engagements pris par la communauté internationale et des immenses efforts déployés par les pays eux-mêmes, l'application du nouveau Programme substantiel d'action n'avait pas été très satisfaisante. En particulier les résultats des tables rondes et des réunions des groupes de consultation organisées jusque là n'avaient

pas totalement répondu à l'attente des pays africains les moins avancés. Finalement, la Conférence avait approuvé trois projets de résolution partant sur respectivement, les politiques de fixation des prix dans les pays africains, les mesures propres à assurer une application efficace du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés et une évaluation détaillée des tables rondes et des réunions de consultation.

216. Comme indiqué plus haut, les deux premiers projets de résolutions ont remplacé les résolutions 502 (XIX) et 503 (XIX) respectivement. En ce qui concerne le troisième projet de résolution, voir la résolution 529 (XIX).

217. Les participants ont adopté le rapport de la quatrième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés ainsi que les trois résolutions en question.

Examen et adoption du Mémoire spécial de la CEA sur la crise économique et sociale en Afrique aux fins de présentation à la seconde session ordinaire de 1984 du Conseil économique et social et à la vingtième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)

218. Lorsqu'on a proposé que certains paragraphes du Mémoire spécial de la CEA sur la crise économique et sociale en Afrique (document E/ECA/OM.10/37) devraient être consacrée expressément au PMA, il a été précisé que la dernière phrase de la page 29 qui continuait à la page 30 (commençant par "Les pays donateurs") et la dernière phrase du premier paragraphe de la page 31 (commençant par "Nous lançons, en outre,") intéressaient directement ces pays. De même, on pourrait considérer que le chapitre II relatif aux mesures à adopter pour faire face à la crise portait sur les PMA.

219. Il a été proposé de changer le titre du Mémoire pour se lire comme suit : "La crise économique et sociale en Afrique : Mémoire spécial adopté par la Conférence des ministres de la CEA responsables de la planification économique et du développement à sa dixième réunion aux fins de présentation à...", et de remplacer la paragraphe 37 du document de séance Rev. 1 du Comité technique préparatoire plénier, en date du 19 mai 1984, par le paragraphe 37 du document E/ECA/OM.10/37. Le secrétariat a été prié de prendre ces propositions en considération.

220. Le représentant de l'Ethiopie a rappelé que la demande relative à l'annulation de la dette des PMA africains (paragraphe 50 c)), n'était pas nouvelle. Les pays développés devraient se rappeler que l'annulation de la dette des PMA avait fait l'objet d'une des recommandations adoptées par la Conférence sur les pays les moins avancés tenue à Paris en 1981. Il a donc été estimé que le paragraphe 50 c) devait être modifié en conséquence et qu'il convenait d'y mentionner l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action en plus de l'appel en faveur de l'annulation des dettes des pays africains les moins avancés.

221. Sous réserve des modifications mentionnées ci-dessus, le Mémorandum spécial a été approuvé par acclamation.

Questions diverses (point 10)

222. Au titre de ce point de l'ordre du jour le Secrétaire exécutif a appelé l'attention des participants sur les points suivants : la prochaine réunion de la Conférence des ministres africains des finances sur la dette extérieure des pays africains devant se tenir en juin 1984 à Addis-Abeba, les propositions pour l'élection des premiers membres du Comité technique du PADIS (résolution 498 (XIX), la recommandation de la Conférence des ministres africains de l'industrie sur une position africaine commune à la quatrième conférence générale de l'ONUDI et le prochain départ à la retraite de M. W.L. Booker, Directeur de la Division de la statistique et M. Mohamed Fakhreddine, Directeur du MULPOC pour l'Afrique du Nord.

223. S'agissant de la prochaine réunion sur la dette extérieure des pays africains, le Secrétaire exécutif a dit qu'on en parlait à la présente conférence afin de pouvoir distribuer les documents appropriés aux délégations qui se chargeraient de les faire parvenir aux ministères compétents dans leurs pays respectifs. Les documents en question ont été immédiatement distribués.

224. Afin de permettre à la Conférence d'élire les membres du Comité technique du PADIS lorsqu'elle se réunirait le 28 mai 1984 pour adopter son rapport, le Secrétaire exécutif a suggéré que les représentants des pays de chaque sous-région se réunissent pendant le week-end pour choisir le pays, sinon l'expert, qui représenterait leurs sous-régions respectives au Comité technique de manière à ce que les propositions puissent être faites en temps opportun. Sa suggestion a été acceptée.

225. Le Secrétaire exécutif a souligné que, la Conférence avait certes fait siennes les résolutions adoptées par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa septième réunion tenue en mars 1984, mais elle ne s'était pas prononcée sur la décision prise par les ministres de convoquer une réunion du Groupe africain à Vienne avant la tenue de la réunion du Groupe des 77, en vue d'examiner et de réaffirmer la position africaine commune adoptée à la septième réunion des ministres de l'industrie et devant être présentée à la Conférence de l'ONUDI, et en vue de s'entendre sur la stratégie de négociation à mener ainsi que sur les questions organisationnelles, y compris la demande faite par le Secrétaire général par intérim de l'OUA et le Secrétaire exécutif de la CEA de préparer ladite réunion. La Conférence a fait siennes la décision prise par les ministres de l'industrie ainsi que la demande adressée par ceux-ci aux secrétariats de l'OUA et de la CEA pour qu'ils organisent cette réunion.

226. Comme il se trouvait que la dixième réunion de la Conférence des ministres et la dix-neuvième session de la Commission étaient les dernières auxquelles devaient participer MM. Booker et Fakhreddine avant qu'ils ne prennent leur retraite, le Secrétaire exécutif a estimé qu'il était de son devoir d'en informer la Conférence. Ces deux fonctionnaires avaient apporté leurs bons et loyaux services à la Commission durant de nombreuses années. M. Booker était entré au secrétariat de la Commission en 1961 et M. Fakhreddine en 1976. La Conférence a rendu hommage à ces deux hauts fonctionnaires du secrétariat de la CEA et leur a adressé ses vœux de bonne santé et de retraite heureuse.

Date et lieu de la onzième réunion de la Conférence des ministres et vingtième session de la Commission (point 11 de l'ordre du jour)

227. Les participants à la Conférence ont accueilli avec satisfaction et accepté l'invitation de la Guinée qui avait offert d'accueillir la onzième réunion de la Conférence des ministres et vingtième session de la Commission dont les dates seraient déterminées ultérieurement. Le représentant de la Guinée a remercié les participants d'avoir accepté cette invitation et a exprimé l'espoir de voir tous les ministres à Conakry (Guinée) en 1985.

D. RESOLUTIONS ET DECISIONS ADOPTEES PAR LA
CONFERENCE A SA DIXIEME
REUNION

487 (XIX). Décennie des Nations Unies pour les transports et
communications en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 291 (XIII) du 26 février 1977, la résolution 2097 (LXIII) du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1977, et la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1977, proclamant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Rappelant en outre ses résolutions 435 (XVII) du 30 avril 1982 et 464 (XVIII) du 2 mai 1983,

Se référant à la résolution 1982/54 du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1982, et aux résolutions 37/140 et 38/150 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1982 et du 19 décembre 1983 respectivement,

Considérant que le programme de la Décennie nécessite des ajustements constants durant toute la période couverte par la Décennie,

Notant avec satisfaction les efforts faits par le Secrétaire exécutif de la Commission pour élaborer le programme de la seconde phase ainsi que l'approbation dudit programme par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification,

Notant en outre avec satisfaction que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a fourni des fonds pour la préparation et l'organisation des quatre réunions consultatives techniques prévues au cours du programme de la seconde phase,

Ayant examiné le rapport sur l'exécution du programme de la première phase de la Décennie (1980-1983) et le rapport sur le programme approuvé pour la seconde phase (1984-1988),

Appréciant les efforts faits par le Secrétaire exécutif en vue de trouver les moyens de mobiliser des ressources et d'obtenir une assistance internationale pour l'exécution du programme de la seconde phase,

Considérant que la Conférence des ministres de la CEA a fait sien le programme de la deuxième phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique en ce qui concerne les axes de transport et de communication retenus comme prioritaires dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos,

Appréciant en outre l'appel de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification en faveur du lancement d'une deuxième Décennie des transports et des communications en Afrique en vue de permettre le développement intégré et complet des infrastructures de transports et de communications, lesquelles sont tout à fait conformes aux objectifs de développement de l'Afrique et seraient incomplètes à la fin de l'actuelle Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

1. Note avec satisfaction les progrès enregistrés dans l'exécution du programme de la première phase de la Décennie et les efforts déployés actuellement en vue d'exécuter intégralement le programme de la seconde phase;

2. Fait sien le programme de la seconde phase de la Décennie pour les transports et les communications approuvé par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification à Conakry (Guinée), le 10 février 1984;

3. Fait également sienne la résolution ECA/UNTACDA/Res.84/30 dans laquelle la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification recommande à la CEA d'étudier la possibilité de lancer une deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique et de procéder, notamment, à une évaluation de la première phase et d'organiser des consultations avec des bailleurs de fonds;

4. Prend note de l'ensemble des projets routiers retenus par la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification, recommande le désenclavement du continent et invite chaque Etat à accélérer la réalisation des axes de transport et de communication prioritaires retenus dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos;

5. Prie les Etats membres :

a) de continuer énergiquement à financer leurs projets nationaux et d'assurer le financement des coûts locaux des projets;

b) de fournir à la Commission et aux autres organismes les renseignements nécessaires sur le financement et l'exécution matérielle des projets;

6. Fait appel aux pays donateurs et aux institutions financières internationales pour qu'ils participent pleinement et de façon constructive aux deux réunions consultatives techniques prévues l'une sur la radiodiffusion du 1er au 6 juin 1984 à Harare (Zimbabwe) et l'autre sur les transports aériens du 20 au 23 novembre 1984 à Libreville (Gabon) et, en particulier, pour qu'ils fournissent des ressources techniques et financières à des conditions de faveur aux pays africains pour l'exécution du programme de la seconde phase;

7. Fait appel une fois de plus aux pays donateurs et aux institutions financières internationales pour qu'ils apportent un appui financier important pour l'exécution du programme de la seconde phase et accordent une attention particulière au financement et à l'exécution des projets de transports et de communications des pays sans littoral;

8. Fait appel en outre aux organismes d'assistance technique bilatérale et multilatérale ainsi qu'aux institutions financières internationales pour qu'ils mettent à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique des experts chargés d'exécuter les activités spécialisées au titre du programme de la Décennie;

9. Exprime sa satisfaction au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du soutien financier qu'il a apporté pour l'organisation des réunions consultatives techniques et la préparation du programme de la seconde phase de la Décennie;

10. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de tout mettre en oeuvre pour obtenir et fournir à la Commission économique pour l'Afrique les ressources supplémentaires nécessaires à l'exécution des activités prévues au paragraphe 9 du dispositif de la résolution 38/150 de l'Assemblée générale;

11. Prie en outre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique des ressources financières suffisantes pour la mettre plus à même de solliciter les donateurs d'aide bilatérale et multilatérale et les pays africains en vue d'accélérer l'exécution harmonieuse et intégrale du programme de la Décennie ainsi que l'élaboration de documents financiers appropriés et de faire en sorte qu'il soit donné rapidement suite à la bonne disposition constatée chez les donateurs et les institutions financières, au cours des réunions consultatives techniques, de financer les projets de la Décennie;

12. Exprime en outre sa satisfaction à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement du soutien financier qu'il a apporté pour la préparation du programme de la seconde phase de la Décennie et pour le renforcement du groupe de coordination de la Décennie;

13. Fait appel également à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement afin qu'il continue à fournir, au cours du prochain cycle de programmation, des fonds à la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle puisse suivre convenablement l'exécution du programme de la seconde phase et, en particulier, renforcer le groupe de coordination de la Décennie;

14. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission :

a) d'organiser, avec le concours d'autres institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations intergouvernementales africaines, à l'intention des donateurs appropriés des réunions sur le cofinancement de certains projets régionaux et de projets relatifs aux couloirs de transports;

b) de redoubler d'efforts pour persuader le plus grand nombre possible de donateurs et d'institutions financières de promouvoir l'exécution du programme de la Décennie;

15. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission d'apporter son concours aux Etats membres pour qu'ils prennent rapidement les dispositions nécessaires pour concrétiser l'intention constatée chez les donateurs, au cours des réunions consultatives techniques, de financer des projets, et ce en les aidant notamment à élaborer sous une forme permettant d'assurer le financement, des descriptifs de projets appropriés qui seraient soumis aux divers donateurs et organismes de financement;

16. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission de soumettre à la onzième réunion de la Conférence des ministres un rapport intérimaire sur l'exécution du programme de la seconde phase;

17. Invite les institutions spécialisées des Nations Unies, agissant dans leurs domaines de compétence respectifs, à accroître leur appui à la CEA pour lui permettre de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées en tant qu'"organisme chef de file" chargé de coordonner l'exécution du programme de la Décennie.

488 (XIX). Expansion du Programme africain de télédétection

La Conférence des ministres,

Notant avec satisfaction les mesures déjà prises par le Secrétaire exécutif, telles qu'elles sont exposées dans son rapport biennal sur la période 1982-1983 en vue de l'application de sa résolution 280 (XII) de février 1975 relative à l'introduction de techniques de télédétection en Afrique et de sa résolution 313 (XIII) de mars 1977 concernant l'établissement d'un programme de télédétection en Afrique,

Consciente que les réalisations dont il est fait état dans ledit rapport ont été rendues possibles essentiellement par des fonds extrabudgétaires dont le montant, depuis le début, a été insuffisant pour assurer l'exécution du programme,

Consciente en outre du fait qu'il n'est pas possible de fournir la contrepartie financière permettant l'exécution de **projets** pilotes sur les applications de la télédétection grâce à la création de centres de télédétection modèles qui prouveraient de façon irréfutable que cette technologie peut contribuer à la mise en valeur et à l'utilisation rationnelle des ressources, et que pour cette raison les **partenaires** éventuels pour une coopération technique sont peu enclins à fournir des compétences et une aide financière,

Consciente des avantages que l'on peut retirer de l'application des techniques de télédétection aux communications, à la mise en valeur des ressources naturelles ainsi qu'à la lutte contre la plupart des phénomènes qui entravent le développement économique et social de l'Afrique, notamment la désertification, la sécheresse, à la surveillance de l'environnement, notamment les systèmes d'alerte rapide sur la pollution ainsi qu'au développement à long terme de l'Afrique,

Rappelant en outre les recommandations pertinentes adoptées par la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE-82) concernant le rôle des Nations Unies et, en particulier, l'allocation de ressources suffisantes aux commissions régionales participant à la mise en oeuvre du programme d'application des techniques spatiales 1/,

1/ Rapport final de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE-82), A/CONF.101/10, paragraphes 433, 434 et 437.

Avant présente à l'esprit la résolution 37/90 adoptée par l'Assemblée générale à sa trente-septième session concernant la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

1. Prie instamment tous les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique d'apporter leur soutien moral, politique, matériel et financier au Programme africain de télédétection;

2. Demande au Conseil économique et social et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de fournir, et de façon régulière, à la Commission économique pour l'Afrique les ressources dont celle-ci a besoin pour exécuter... et développer le Programme africain de télédétection.

489 (XIX). Instituts africains de formation démographiqueLa Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 367 (XIV) du 28 mars 1979 qui priait, entre autres, le Secrétaire exécutif de la Commission d'engager des négociations avec les gouvernements hôtes en vue de modifier les statuts régissant le Regional Institute for Population Studies (RIPS) et l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD) pour les régionaliser et permettre à tous les pays desservis par ces instituts de prendre une part active à leur gestion et de leur apporter un soutien financier,

Rappelant en outre la décision 37/444 adoptée le 21 décembre 1982 par l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci approuvait les statuts modifiés des deux instituts,

Prenant note de ce que le Comité des démographes de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains a estimé qu'il fallait créer des services de formation de cadres moyens,

Consciente de la nécessité continue, pour les pays africains, de pouvoir compter sur des services de démographes et d'experts en vue d'assurer l'intégration des données démographiques dans les plans de développement,

Prenant note de la situation financière précaire de l'IFORD résultant de la régionalisation, situation due à l'insuffisance et au versement irrégulier des contributions des Etats membres,

Prenant note également des questions soulevées par les missions d'évaluation du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) et des efforts faits pour leur trouver une solution,

Préoccupée par la réduction des fonds accordés par le FNUAP aux instituts de formation ainsi que par les médiocres perspectives de financement de ces instituts,

Consciente de la crise économique d'une ampleur sans précédent que traversent les pays africains, des efforts qu'ils déploient pour vaincre cette crise et de la nécessité, pour ces pays, de bénéficier d'une aide internationale,

1. Prie les gouvernements africains d'assumer pleinement leur responsabilité à l'égard des instituts en prenant une part active à leur gestion et en versant promptement leurs contributions;
2. Prie en outre les représentants africains qui siègent au Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population d'appeler l'attention dudit Conseil sur la préoccupation des pays africains devant la réduction des fonds accordés par le FNUAP aux instituts et de lancer un appel au Conseil pour qu'il maintienne au moins à son niveau de 1983 le montant de son aide financière aux instituts;
3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission d'établir, conformément aux statuts du RIPS et de l'IFORD, une formule équitable de détermination des contributions des Etats membres pour le financement des instituts;
4. Prie également le Secrétaire exécutif d'examiner, en collaboration avec les instituts de formation, les moyens d'organiser des cours de formation de cadres moyens à l'intention des Etats membres;
5. Appelle l'attention des conseils d'administration et des comités consultatifs des instituts sur la nécessité d'harmoniser les programmes de ces instituts;
6. Prie le Secrétaire exécutif d'étudier les possibilités d'obtenir des fonds auprès de donateurs pour financer les projets de recherche scientifique des instituts.

490 (XIX). Postes permanents du secrétariat de la CEA dans le domaine de la populationLa Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 2211 (XXI) du 17 décembre 1966 dans laquelle l'Assemblée générale invitait l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées à prêter leur concours, lorsqu'il était sollicité, pour le développement et le renforcement des moyens nationaux et régionaux de formation, de recherche, d'information et de consultation dans le domaine démographique,

Rappelant également la résolution 1763 (LIV) du 18 mai 1973 dans laquelle le Conseil économique et social exprimait le désir que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, lors de l'élaboration de ses plans et programmes, tienne compte des résolutions adoptées par les commissions économiques régionales relatives aux questions démographiques,

Rappelant en outre les dispositions de la section IV de l'annexe de la résolution 32/197 du 20 décembre 1977 concernant la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies dans laquelle l'Assemblée générale demandait que soit déléguée aux commissions régionales l'autorité nécessaire et que soient prises les dispositions budgétaires et financières appropriées pour leurs activités,

Rappelant par ailleurs le rapport de la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains 1/, qui, notamment, déplorait la réduction de l'assistance fournie par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population aux commissions régionales pour la collecte, l'évaluation, l'analyse et la diffusion de données démographiques,

Consciente que les ressources disponibles au titre du budget ordinaire en faveur du programme ordinaire de la CEM en matière de population se sont maintenant considérablement accrues, ce qui a amené le FNUAP à réduire sensiblement sa contribution aux activités techniques de la CEA dans le domaine de la population,

1/ E/ECA/CM.8/22.

1. Appelle l'attention du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sur la priorité que les pays africains accordent aux questions de réinstallation, d'urbanisation et de migration dans leurs programmes généraux en matière de population et sur l'importance primordiale des variables démographiques dans la planification du développement;

2. Prie instamment le Conseil d'administration et le Directeur exécutif du FNUAP de renouveler, à compter du 1er janvier 1984, les deux postes P3 et le poste d'agent local, qui avaient été gelés à partir du 31 décembre 1980, pour qu'ils soient utilisés par la CEA dans la mise en oeuvre de son programme de travail en matière d'évaluation et de projections démographiques, de répartition de la population et d'urbanisation, en attendant que des ressources soient approuvées au titre du budget ordinaire pour ces activités;

3. Recommande au Conseil d'administration et au Directeur exécutif du FNUAP de renforcer les moyens dont dispose la Commission pour mener à bien son programme en matière de population, en renouvelant les deux postes P3 et le poste d'agent local mentionnés au paragraphe 2 du dispositif.

491 (XIX). Exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'AfriqueLa Conférence des ministres

Rappelant la résolution 35/66B du 5 décembre 1980 par laquelle l'Assemblée générale a proclamé les années 80 Décennie du développement industriel de l'Afrique ainsi que les résolutions 36/182 (Section II) du 17 décembre 1981, 37/212 (Section II) du 20 décembre 1982 et 38/192 (Deuxième partie) du 20 décembre 1983, relatives toutes à la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Rappelant par ailleurs la résolution 442 (XVII) de la CEA, en date du 30 avril 1982 concernant l'élaboration et l'exécution d'un programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique ainsi que la résolution 466 (XVIII) de la CEA, en date du 2 mai 1983, relative à la mise en oeuvre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Se félicitant de la résolution CM/Res.941 (XL) adoptée par le Conseil des ministres de l'OUA à sa quarantième session tenue à Addis-Abeba, du 27 février au 7 mars 1984,

Ayant examiné le rapport de la septième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie tenue du 26 au 28 mars 1984 à Addis-Abeba ainsi que la résolution I (VII) relative à l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique adoptée par la Conférence,

Tenant compte des informations fournies par les participants sur les mesures prises aux niveaux national, sous-régional et international en vue de l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique ainsi que sur les divers problèmes rencontrés,

Consciente qu'il importe d'urgence que certains Etats membres redoublent d'efforts pour exécuter les activités retenues pour la phase préparatoire du programme de la Décennie et que d'autres entreprennent des activités au titre de la phase d'exécution,

Réaffirmant la nécessité d'accorder la priorité au développement des industries motrices stratégiques qui permettent d'établir des liens inter-sectoriels et fournissent les facteurs essentiels pour la production et la transformation des ressources naturelles, en particulier les produits alimentaires et agricoles,

Convaincue qu'il importe de prendre des mesures concertées pour mobiliser des ressources financières, notamment obtenir l'assistance technique des secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI et d'autres organisations africaines et internationales ainsi que d'organismes d'aide bilatérale et multilatérale en vue de l'exécution du programme de la Décennie,

1. Approuve les programmes sous-régionaux initiaux de promotion industrielle intégrés adoptés lors des quatre réunions sous-régionales consacrées à la promotion de la coopération industrielle intra-africaine dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, et invite les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI à en faire la synthèse et à les réunir en un document qui sera communiqué à tous les pays africains et à toutes les organisations intergouvernementales;

2. Se félicite des efforts déployés par plusieurs Etats membres et organisations intergouvernementales pour exécuter les **activités** prévues au titre de la phase préparatoire du programme de la Décennie comme l'indique le document ID/R/313/ (ECA/IMD/CM.7/ WP/1);

3. Invite les autres Etats membres et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales africaines à intensifier leurs efforts en vue d'exécuter les activités prioritaires à entreprendre au cours de la phase préparatoire du programme telles que définies dans le document ID/310 et à fournir aux secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI des renseignements sur les mesures prises afin de permettre au Comité mixte de suivre plus efficacement la mise en oeuvre du programme de la Décennie;

4. Invite les Etats membres et les organisations intergouvernementales compétentes à prendre d'urgence toutes les mesures d'appui aux programmes sous-régionaux de promotion industrielle intégrée, y compris l'affectation des ressources nécessaires et à adopter les autres mesures de suivi recommandées en vue de l'exécution efficace de ces programmes, et à cette fin,

a) Souligne la nécessité pour les Etats membres de fournir les ressources financières et humaines nécessaires à la réalisation d'activités de pré-investissement liées aux projets sous-régionaux et régionaux, cela étant la condition préalable à leur exécution;

b) Prie instamment les Etats membres d'adopter toutes les mesures propres à :

i) renforcer les compétences locales en matière de services d'ingénieurs-conseil, de technologie, de gestion d'entreprise, de formation de la main-d'oeuvre qualifiée et de négociations;

ii) leur permettre d'engager entre eux des consultations en vue de définir les modalités de coopération y compris des accords de commercialisation et de financement et de choisir le promoteur principal de chaque projet;

- iii) assurer l'identification, la production et la mise en valeur des matières premières locales et des ressources énergétiques nécessaires à l'exécution des projets identifiés;
- iv) promouvoir l'échange de matières premières, de l'énergie et d'articles manufacturés;
- v) leur permettre d'organiser des consultations techniques sur la promotion, grâce à des investissements communs, des projets identifiés, y compris le recours à des accords de CTPD et de CEPD;

c) Exhorte en outre les Etats membres à aider et à encourager les entrepreneurs, industriels et organismes de commercialisation et de distribution en Afrique à accroître leurs contributions dans le cadre de la promotion des investissements et de l'exécution de projets nationaux et multinationaux;

d) Invite les organisations intergouvernementales qui, dans chaque sous-région s'occupent de développement industriel à créer au niveau de la sous-région un comité de coordination des activités de la Décennie ainsi que des comités techniques sous-sectoriels chargés de la coordination, de la promotion et du suivi de l'exécution des projets multinationaux;

5. Recommande que, pour tirer avantage des économies d'échelle et des débouchés et réaliser un développement intégré, certaines industries telles que les industries métallurgiques, pétrochimiques et les industries lourdes soient conçues dans une optique régionale et que d'autres, telles que les industries du bâtiment (y compris du ciment), de fabrication de pièces de rechange, les industries agricoles et de matériel agricole (à l'exclusion des tracteurs agricoles lourds), les industries chimiques (y compris les industries chimiques de base), les industries mécaniques de précision, les industries pharmaceutiques, les industries des métaux non ferreux, les industries à faible consommation énergétique, les industries électriques et de l'électronique soient mises en place sur un plan sous-régional;

6. Salue les initiatives prises pour promouvoir la coopération entre des pays et organisations d'Afrique et d'Amérique latine dans le cadre de l'exécution du programme de la Décennie et prie les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI de prendre les mêmes initiatives auprès d'autres régions en développement, dans le cadre de la CTPD, de la CEPD et du système de consultations de l'ONUDI;

7. Demande aux Etats membres et aux organisations intergouvernementales d'examiner leurs programmes industriels actuels et futurs, et d'identifier ceux qu'ils voudraient inclure dans le programme d'activités visé au paragraphe 8 ci-dessous et de faire aux secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI des propositions allant dans ce sens;

8. Prie les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI de faire, sur la base des programmes initiaux de promotion industrielle intégrée et en consultation avec les Etats membres et les organisations intergouvernementales compétentes, des propositions en vue de l'élaboration d'un programme intégré d'activités à mener aux niveaux national, sous-régional et international au titre de la phase d'exécution du programme;

9. Exprime sa satisfaction à l'Assemblée générale des Nations Unies pour sa décision d'allouer, sur le budget ordinaire de l'ONU, le montant de 1 million de dollars à l'ONUDI pour que cette dernière puisse en 1984 aider les pays africains et les organisations intergouvernementales à élaborer et à exécuter leurs programmes au titre de la Décennie et lance un appel à l'Assemblée générale pour qu'elle porte cette allocation à au moins 5 millions de dollars par an et ce, à titre permanent. A cette fin, des dispositions similaires devraient être prises en faveur de la Commission économique pour l'Afrique afin que cette dernière, ainsi que les MULPOC, puissent assister les Etats membres de chaque sous-région dans les domaines des consultations, des négociations et des projets multinationaux de promotion des investissements;

10. Se félicite des contributions financières généreuses accordées par un certain nombre de pays à la CEA, à l'ONUDI et à certains centres régionaux africains en vue de l'exécution des activités prévues dans le cadre de la Décennie;

11. Exprime sa satisfaction au Groupe africain pour les efforts louables qu'il a déployés afin que l'Assemblée générale des Nations Unies alloué le montant de 1 million de dollars mentionné au paragraphe 9 à l'ONUDI et demande au Groupe de poursuivre ses efforts en vue d'une augmentation accrue de ces ressources;

12. Réitère les nombreux appels lancés à la communauté internationale, notamment au PNUD, à la BAD, au Fonds de l'OPEP, à la BADEA et aux autres organisations internationales, organismes multilatéraux et bilatéraux et institutions financières pour qu'ils accroissent et ce, à des conditions de faveur, leur assistance technique et financière aux pays africains et aux organisations intergouvernementales dans l'élaboration et l'exécution des programmes que ces derniers ont élaborés dans le cadre de la Décennie et invite les Etats membres à adhérer au Fonds africain de développement industriel et à accroître leur contribution au Fonds;

13. Rend hommage à la Banque africaine de développement pour avoir alloué, dans son programme 1982-1986, un million de dollars au titre de projets industriels, et lui lance un appel pour qu'elle permette aux Etats membres intéressés de faire des emprunts à des conditions de faveur sur ces ressources en vue notamment de participer au financement et à l'exécution de projets sous-régionaux et de réaliser des études de pré-investissement;

14. Félicite les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI des efforts qu'ils déploient pour appuyer les mesures prises par les pays africains et les organisations intergouvernementales en vue de mettre en oeuvre les mesures prioritaires retenues au titre de la phase préparatoire du programme de la Décennie; salue les mesures prises pour promouvoir la Décennie non seulement à l'intérieur mais également hors du continent et, compte tenu des modestes résultats jusqu'ici obtenus, les prie d'élargir, de faire connaître et d'intensifier leur assistance aux pays et organisations intergouvernementales africains dans l'exécution des mesures prioritaires prévues au titre de la phase préparatoire du programme de la Décennie et, sur la base des engagements pris par les Etats membres, dans l'exécution des mesures de suivi des projets prévus dans les quatre programmes sous-régionaux initiaux de promotion industrielle intégrée, en mettant l'accent sur :

- a) l'intégration des projets inscrits dans les quatre programmes de promotion industrielle susmentionnés;
- b) la définition de stratégies et de politiques industrielles ainsi que l'élaboration de plans directeurs industriels, en mettant particulièrement l'accent sur l'implantation d'industries stratégiques clés et l'aménagement de secteurs industriels d'appoint;
- c) la formation de la main-d'oeuvre industrielle, en particulier des compétences scientifiques et technologiques, y compris la mobilisation de compétences africaines, à l'intérieur et hors du continent pour l'exécution du programme de la Décennie;
- d) la promotion de la coopération intra-africaine dans le cadre des organisations intergouvernementales actuelles ou futures, notamment dans le domaine des échanges de matières premières et d'articles manufacturés;
- e) la mise au point de techniques traditionnelles locales et l'acquisition de technologies étrangères;
- f) la mobilisation de ressources financières;
- g) la mise en valeur des ressources énergétiques, la fabrication d'équipement et de matériel technologiques;

h) l'étude de l'offre et de la demande dans les pays africains, notamment en ce qui concerne les industries stratégiques motrices et les zones industrielles d'appoint en tant que facteur contribuant à l'établissement de la carte industrielle de l'Afrique;

i) l'élaboration, à l'intention des Etats membres, d'un répertoire des centres nationaux, sous-régionaux et régionaux spécialisés dans la réalisation d'études industrielles et techniques;

j) la popularisation continue du programme de la Décennie à l'intérieur et hors du continent;

15. Demande au Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique d'examiner attentivement, à sa prochaine réunion, les propositions des secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI concernant le programme d'ensemble des activités préconisés au paragraphe 6 du dispositif en tenant compte des progrès accomplis et des problèmes rencontrés au cours de la phase préparatoire et de transmettre ces propositions, ainsi que ses propres recommandations à la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie, pour examen et adoption.

492 (XIX). Fonds africain de développement industriel (FADI)

La Conférence des ministres,

Rappelant le sous-alinéa v) de l'alinéa b) de la section B de la résolution 1(VI) adoptée par les ministres de l'industrie en novembre 1981 et relative à la Décennie du développement industriel de l'Afrique et dans laquelle tous les Etats membres étaient notamment invités à renforcer le Fonds de développement industriel en tant que mécanisme ayant essentiellement pour objet de permettre aux Etats membres d'être mieux à même de réunir les ressources financières considérables nécessaires à l'exécution du programme de la Décennie,

Réitérant la recommandation figurant à la résolution 2(VI) adoptée également par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa sixième session, notamment en ce qui concerne la stricte application des dispositions des articles 13 et 17 de l'Acte constitutif du Fonds qui stipulent que l'autorité suprême du Fonds est un Conseil des gouverneurs constitué des ministres de l'industrie et que sa gestion est assurée par le secrétariat de la BAD pendant une période de cinq ans à la fin de laquelle le Conseil des gouverneurs du Fonds examinerait la question de la structure finale et définitive du Fonds,

Rappelant la résolution 1(I) adoptée à la réunion des plénipotentiaires du Fonds africain de développement industriel à Addis-Abeba en octobre 1979 et par laquelle ces derniers autorisaient le Secrétaire exécutif de la CEA à négocier avec la BAD un accord de gestion à soumettre au Conseil des gouverneurs du FADI pour approbation,

Notant avec satisfaction les résultats des négociations entre la BAD et la CEA qui ont mis en relief la responsabilité du Conseil des gouverneurs qui consiste essentiellement à définir les buts, objectifs et politiques du Fonds,

Notant que 15 Etats membres ayant signé ou ratifié l'Acte constitutif du FADI, le nombre minimal de 12 membres a été atteint, ce qui permet au Fonds de devenir opérationnel,

1. Invite les Etats membres qui ne sont pas encore membres du FADI à adhérer à son Acte constitutif aussitôt que possible et fait appel à ceux qui ont ratifié l'Acte constitutif du Fonds de s'acquitter de leur contribution ;
2. Demande au secrétariat de la CEA de diffuser auprès de tous les Etats membres des informations sur l'Acte constitutif du Fonds afin de susciter une plus grande adhésion au FADI ;
3. Décide que la Banque africaine de développement assure la gestion du FADI sous la direction des ministres de l'industrie des Etats membres ayant adhéré au Fonds qui agissent en tant que membres du Conseil des gouverneurs ;
4. Prie la CEA, en coopération avec l'OUA et l'ONUDI, d'arrêter définitivement l'accord de gestion qui sera soumis à l'examen et à l'approbation des Conseils des gouverneurs de la BAD et du FADI.

493 (XIX). Prévention du crime et justice criminelle

La Conférence des Ministres.

Rappelant la Déclaration de Caracas adoptée au sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/171 du 15 décembre 1980 qui souligne la nécessité d'intensifier les efforts et les activités aux niveaux régional et sous-régional dans le domaine de la prévention du crime et de la justice criminelle,

Avant examiné le rapport de la Réunion préparatoire régionale pour l'Afrique du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Profondément préoccupée par l'aggravation sous différentes formes et à différents degrés de la criminalité dans de nombreux pays d'Afrique, ce qui a une incidence négative sur les aspects économiques, sociaux et autres de la vie des populations de la région,

1. Fait sien le rapport de la Réunion préparatoire régionale pour l'Afrique du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants;

2. Demande instamment aux Etats membres d'examiner les questions relatives à la prévention du crime et à la justice criminelle dans le contexte du développement global, d'encourager l'échange de renseignements, d'informations et de données d'expérience, l'organisation d'activités conjointes de formation et de recherche, l'exécution de projets de démonstration bilatéraux et multilatéraux, la conclusion d'accords sur la mobilisation de ressources humaines, financières et matérielles ainsi que l'organisation de séminaires régionaux et sous-régionaux dans le cadre d'une coopération technique multiforme et d'assurer la participation des organisations scientifiques et professionnelles non gouvernementales s'occupant de questions relatives à la prévention du crime et à la justice criminelle;

3. Lance un appel au septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants pour qu'il soutienne dans ses décisions, les efforts des pays africains pour résoudre les problèmes découlant de l'aggravation de la criminalité;

4. Prie le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants d'annuler la nomination d'un conseiller régional des Nations Unies pour l'Afrique dans le domaine de la prévention du crime et de la justice criminelle;

5. Invite l'Organisation des Nations Unies et tous les organismes des Nations Unies à aider, dans toute la mesure du possible, les Etats africains dans leurs efforts visant à réaliser dans le cadre du Plan d'action de Lagos, un développement socio-économique harmonieux afin d'améliorer les conditions de vie des populations et, partant, de lutter contre la propension à la criminalité provoquée par la misère, le chômage, les taudis surpeuplés, etc.

494 (XIX). Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix

La Conférence des ministres,

Convaincue qu'il importe d'appliquer intégralement le programme concret de mesures et activités à engager avant et pendant l'Année internationale de la jeunesse (A/36/215), ainsi que les recommandations approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 37/48.

Reconnaissant que la préparation de la célébration de l'Année internationale de la jeunesse contribuera à la réaffirmation des objectifs du nouvel ordre économique international et à la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Convaincue de la nécessité impérieuse de mobiliser les énergies, de tirer parti de l'enthousiasme et des talents créateurs des jeunes en vue d'assurer la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia et du Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, y compris l'Acte final de Lagos,

Considérant que pour assurer le succès de l'Année internationale de la jeunesse, en accroître l'impact et l'efficacité, des préparatifs appropriés et le soutien total des gouvernements, de toutes les institutions spécialisées, organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que du public seront nécessaires,

Notant avec satisfaction le rapport de la Commission économique pour l'Afrique sur la situation de la jeunesse africaine dans les années 80 (Document ECA/SDEHSD/IYY/83/MD), celui de la Réunion régional sur l'Année internationale de la jeunesse (E/ECA/CM.10/28) et le projet de Plan d'action régional (ECA/SDEHSD/IYY/83/MD.2) et félicitant la CEA du contenu positif de ces documents,

Consciente de l'existence du mécanisme de coopération entre le secrétariat de la CEA et le secrétariat général de l'OUA,

1. Approuve les conclusions et recommandations formulées dans les documents ci-dessus et prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de les porter à la connaissance de tous les pays africains afin d'assurer l'application des recommandations contenues dans le Plan d'action régional en faveur de la jeunesse et la coopération régionale dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse;

2. Invite tous les Etats africains, qui ne l'ont pas encore fait à constituer des comités nationaux de coordination ou d'autres mécanismes de coordination pour l'Année internationale de la jeunesse;

3. Souligne l'importance des consultations interinstitutions en tant qu'instrument efficace de planification, de conception, de promotion et d'exécution des activités dans le domaine de la jeunesse aux niveaux mondial et régional, dans le cadre de l'application de toutes les recommandations relatives à l'Année internationale de la jeunesse;
4. Lance un appel à tous les Etats, à toutes les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'au public pour qu'ils fassent, en temps opportun, des contributions volontaires pour la mise en oeuvre du Plan d'action régional africain en faveur de la jeunesse;
5. Demande à la Commission économique pour l'Afrique de prendre toutes les mesures nécessaires pour une meilleure coordination des efforts des organismes des Nations Unies dans le domaine de la jeunesse, par le biais de réunions consultatives interinstitutions à organiser sous son égide pour la mise en oeuvre du Plan d'action régional en faveur de la jeunesse;
6. Souligne l'importance qu'il y a à créer une structure similaire pour la coordination d'organisations de jeunes au niveau régional, y compris le Mouvement panafricain de la jeunesse, en tant qu'organe consultatif auprès de la CEA pour l'exécution d'activités relatives à la jeunesse;
7. Fait appel au Secrétaire exécutif de la CEA pour qu'il assure, en collaboration avec le Secrétaire général de l'ONU, la participation effective et adéquate de l'Afrique à l'Année internationale de la jeunesse;
8. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de prendre toutes les dispositions nécessaires pour renforcer le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, afin de lui permettre de s'acquitter du mandat élargi qui lui a été confié dans le domaine de la jeunesse, notamment la mise en oeuvre du Plan d'action régional en faveur de la jeunesse;
9. Invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à user de tous les moyens dont il dispose, dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, pour augmenter les fonds destinés à la mise en oeuvre de l'Année internationale de la jeunesse;
10. Fait appel au secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse pour qu'il prenne toutes les dispositions nécessaires aux niveaux appropriés en vue de la mise en oeuvre du Plan d'action régional en faveur de la jeunesse;
11. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le secrétariat de la CEA de prendre des mesures spécifiques pour diffuser davantage d'informations sur la jeunesse;

12. Demande en outre qu'un tel plan d'action mondial sur la jeunesse soit examiné au cours d'une réunion internationale sur la jeunesse à organiser au début de l'année 1985 en tant que partie intégrante des manifestations pour l'Année internationale de la jeunesse;

13. Exprime sa profonde gratitude au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique et au secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse pour la préparation et l'organisation réussies de la réunion régionale africaine sur l'Année internationale de la jeunesse;

14. Exprime aussi sa gratitude aux organismes et bureaux des Nations Unies, en particulier l'OIT, l'UNESCO, la FAO, l'OMS, le FISE et le Programme des Volontaires des Nations Unies/PNUD pour leur collaboration active et leur contribution à la réunion régionale sur la jeunesse.

495 (XIX). Utilisation des infrastructures africaines pour la mise en valeur des ressources humaines en Afrique

La Conférence des ministres.

Rappelant les dispositions de la résolution 32/197, en particulier la section IV sur les structures en vue d'une coopération régionale et interrégionale, dans laquelle l'Assemblée générale invitait notamment les commissions régionales à renforcer leurs relations avec les organisations du système des Nations Unies et à servir de "principaux centres généraux d'activités de développement économique et social, dans le cadre du système des Nations Unies, pour leurs régions respectives",

Rappelant également sa résolution 444 (XVII) d'avril 1982 dans laquelle elle invitait notamment les gouvernements africains à prendre un certain nombre de mesures en vue d'accélérer la mise en valeur des ressources humaines en Afrique,

Ayant présentes à l'esprit les recommandations adoptées par les ministres africains responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines à leur première Conférence tenue à Monrovia (Libéria) en octobre 1981, recommandations relatives aux mécanismes institutionnels nationaux et régionaux de coordination et d'harmonisation des programmes et politiques de mise en valeur des ressources humaines,

S'inspirant du Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique qui contient des mesures visant à promouvoir l'autonomie aux niveaux national, sous-régional et régional dans les domaines économique et social en Afrique et accorde une haute priorité notamment à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines,

Consciente des activités entreprises par les organismes des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organisations internationales pour aider les Etats membres à mettre en valeur leurs ressources humaines en Afrique ainsi que de leurs programmes de coopération technique dans les domaines de la création d'institutions, de l'enseignement et de la formation,

Ayant à l'esprit l'initiative des pays africains de créer des institutions nationales, sous-régionales et régionales de conception, de recherche-développement, de formation et de consultation et de renforcer celles qui existent déjà en vue du développement socio-économique de la région,

1. Invite les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales et bilatérales qui mènent des activités dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines en Afrique à accorder la préférence à l'utilisation des institutions nationales, sous-régionales et régionales ainsi qu'au renforcement et au développement de ces institutions;

2. Prie instamment les organismes des Nations Unies et les organisations internationales de coordonner étroitement la planification et la programmation de leurs activités dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines

avec les mécanismes et institutions africains aux niveaux national, sous-régional et régional en vue d'assurer une utilisation optimale des ressources humaines qui permettrait à l'Afrique d'atteindre l'objectif d'autonomie et d'autosuffisance en matière de ressources humaines:

3. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission d'échanger avec les autres organismes des Nations Unies, les organisations internationales et bilatérales et les institutions africaines appropriées des informations sur les programmes et activités dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines afin de faciliter la collaboration dans ce domaine de manière à assurer le développement socio-économique de l'Afrique.

496 (XIX). L'environnement et le développement en Afrique

La Conférence des ministres.

Rappelant la résolution 35/56 de l'Assemblée générale, de décembre 1980, relative à la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement qui préconise notamment un examen à mi-parcours des activités des pays en développement en vue de leur permettre de prendre davantage en considération les aspects environnementaux du développement, appelle la communauté internationale à accroître son appui financier et technique aux pays frappés par la sécheresse et victimes de la désertification, et invite tous les pays à tenir compte, dans l'élaboration et l'exécution de leurs programmes industriels, de l'impact de l'industrialisation sur l'environnement et à améliorer ainsi la qualité de la vie et de l'environnement grâce à la planification des établissements humains et à de meilleures conditions de logement 1/.

Prenant note des décisions 10/4 et 10/6 adoptées en mai 1982 par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) concernant l'environnement et le développement dans lesquelles le Conseil demande qu'une assistance soit fournie aux pays en développement afin que ces derniers puissent faire face aux graves problèmes écologiques liés à la pauvreté et au sous-développement 2/.

Rappelant sa résolution 446 (XVII) d'avril 1982 relative à la nécessité d'intensifier la coopération régionale dans la lutte contre la désertification en Afrique, sa résolution 473 (XVIII) du 2 mai 1983 préconisant l'organisation d'une table ronde scientifique sur la situation climatique et la sécheresse en Afrique, ainsi que sa résolution 474 (XVIII) du 2 mai 1983 par laquelle elle demande que soient renforcés les moyens de l'Afrique en matière d'environnement, notamment les moyens de coordination dont dispose la Commission économique pour l'Afrique en matière d'environnement, et que soit encouragée dans les Etats membres l'élaboration de programmes d'enseignement et de formation en matière d'environnement,

1/ Résolution 35/56 de l'Assemblée générale, 83ème séance plénière, 1980, annexe, paragraphes 156- 158.

2/ Voir rapport du Conseil d'administration du PNUE à sa dixième session, décisions 10/4, 10/6 /documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément no. 25 (A/37/25), 1982/.

Avant examiné le rapport de la deuxième réunion du Comité régional inter-gouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement ainsi que ses annexes traitant des questions d'environnement 3/, en particulier les recommandations et résolutions issues de trois séminaires régionaux communs sur :

- a) la lutte contre la désertification en Afrique 4/;
- b) l'évaluation de l'impact des industries sur l'environnement et les critères de leur implantation 5/;
- c) l'élaboration d'un programme d'action pour l'éducation et la formation en matière d'environnement en Afrique 6/ ;

Prenant note de l'assistance fournie par le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne aux pays africains pour l'élaboration de programme nationaux et la mise en place d'arrangements institutionnels en vue de lutter contre la sécheresse et la désertification,

Reconnaissant qu'il est possible d'intensifier la lutte contre la désertification en mettant à la disposition des consommateurs locaux des sources énergétiques de remplacement, en modernisant les fourneaux à bois de chauffe et les fours de production de charbon à partir des déchets agricoles et en initiant la population locale à d'autres modes de vie afin d'empêcher le surpâturage dans les régions arides,

Notant qu'outre le surpâturage, le surpeuplement, le déboisement et l'érosion des sols également responsables de la désertification en Afrique, les feux de brousse sont aggravés par la sécheresse prolongée que connaît l'Afrique et la déforestation causée par les gaz et les fumées délétères émanant des installations industrielles et des unités de traitement des minerais,

Considérant que la plupart des gouvernements africains n'ont pas encore établi de principes directeurs pour évaluer l'impact des activités industrielles sur l'environnement physique et humain,

Pleinement consciente des coûts élevés à long terme résultant de l'absence, après que des phénomènes de pollution se soient produits, d'une évaluation des effets de ces phénomènes sur l'environnement,

3/ Voir E/ECA/CM.10/13

4/ Voir E/ECA/FNV/7

5/ Voir E/ECA/FNV/11

6/ Voir UNEP/WG.87/4

Consciente qu'il incombe au premier chef aux gouvernements de sensibiliser l'opinion publique aux questions d'environnement ainsi qu'au fait que la protection de l'environnement va de pair avec le développement et que c'est à eux qu'il revient d'élaborer des programmes d'enseignement et de formation en matière d'environnement conformes à leurs plans et politiques de développement socio-économique,

Notant avec satisfaction que, conformément aux directives du Plan d'action de Lagos 7/ et aux décisions 9/12 de mai 1981 8/ et 11/7 (partie 8 A) 9/ du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les priorités en matière d'environnement pour un programme régional pour l'Afrique, le Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour l'environnement a élaboré un programme pour les groupements sous-régionaux en matière d'environnement dans lequel s'inscrit la coopération avec les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la CEA (MULPOC) en vue d'identifier les problèmes d'environnement dans les sous-régions et de proposer des mesures concertées permettant aux pays africains d'entreprendre des actions immédiates pour résoudre leurs problèmes dans le cadre d'une coopération régionale et selon le principe d'autonomie.

I. Promotion de la coopération technique, de l'échange de données, de la technologie et de l'acquisition de connaissances spécialisées en vue de lutter contre la désertification en Afrique :

1. Recommande que les gouvernements africains redoublent d'efforts en vue de former le personnel requis pour la lutte contre la désertification; qu'ils favorisent la coopération technique entre pays en développement (CTPD) de façon à profiter mutuellement des expériences, des connaissances spécialisées, de la technologie et de l'information en matière de lutte contre la désertification; qu'ils renforcent leur réseau national de stations agro-météorologiques dans le cadre du programme AGPHYMET; qu'ils fassent l'inventaire des natûrages afin de déterminer les espèces susceptibles de préserver la charge potentielle des sols; et qu'ils affectent des ressources suffisantes à l'exécution d'activités de lutte contre la désertification;

7/ Voir A/S-11/4, Annexe I

8/ UNEP/GC.9/5 rapport du Conseil d'administration à sa neuvième session

9/ UNEP/GC.11/18 travaux du Conseil d'administration à sa onzième session, Annexe I.

2. Prie le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement et celui du Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale d'étudier attentivement : a) la possibilité d'inclure la République-Unie de Tanzanie et le Nigéria parmi les pays desservis par le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) afin de leur permettre de bénéficier d'une assistance pour l'exécution des programmes de lutte contre la désertification; b) l'élargissement du champ d'activités du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne afin qu'il puisse aider les Etats membres de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe à appliquer les mesures préconisées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement en matière de lutte contre la désertification et la sécheresse, tout comme il aide les Etats membres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS);

3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec les organisations et organismes compétents des Nations Unies (BNUS, PNUE, FAO, UNESCO); d'organiser un séminaire-atelier régional sur les modalités devant régir l'échange de données, de technologies et de connaissances spécialisées sur la lutte contre la désertification entre les 34 pays des trois sous-régions touchés par la sécheresse (nord du Sahara, région soudano-sahélienne et désert du Kalahari);

II. Evaluation de l'impact des industries sur l'environnement

1. Recommande vivement que les gouvernements africains prennent immédiatement toutes les précautions nécessaires pour garantir la protection de l'environnement dans le cadre du développement industriel, et ce :

a) En intégrant aux programmes nationaux de développement industriel les principes directeurs définis par le PNUE pour l'évaluation de l'impact de l'industrie sur l'environnement et la détermination des critères d'implantation des industries;

b) En veillant à ce que l'examen de l'application des codes industriels en vigueur par les promoteurs se fasse dans le cadre des principes nationaux ainsi élaborés et que soient créés les instruments législatifs garantissant l'application de ces principes;

2. Recommande en outre que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement aident les Etats membres à former le personnel requis pour mener à bien l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

III. Programme d'action pour l'éducation et la formation en matière d'environnement en Afrique

1. Recommande que les Etats africains élaborent des programmes intégrés d'enseignement et de formation en matière d'environnement et créent des établissements nationaux chargés d'appliquer lesdits programmes;

2. Prie les Etats membres d'intégrer les questions d'environnement aux programmes actuels des établissements nationaux de formation à l'intention des décideurs, responsables, administrateurs, cadres de gestion, éducateurs et autres spécialistes dont les activités et les décisions quotidiennes influent sur la qualité de l'environnement;

3. Invite les gouvernements africains à sensibiliser davantage aux questions et problèmes d'environnement, les politiciens et l'ensemble de la population, en particulier la population rurale et ce, au moyen des organes d'information, de programmes d'alphabétisation, de réunions politiques et de rassemblements, et en encourageant l'échange d'informations et de données d'expérience entre pays africains;

IV. Coopération régionale en matière d'environnement en Afrique

1. Exhorte vivement le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement à accroître leur appui au groupe de coordination pour l'environnement de la CEA afin de lui permettre de mener à bien le programme de travail sur l'environnement en Afrique dans le cadre du programme global à moyen terme sur l'environnement;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de poursuivre leur collaboration pour l'application des programmes sous-régionaux en matière d'environnement en vue de résoudre les problèmes d'environnement particuliers aux pays des différentes sous-régions, et ce par l'intermédiaire des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la CEA (MULPOC).

497 (XIX). Mise en valeur des ressources en eau et suivi du Plan d'action de Mar del Plata

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 32/158, en date du 19 décembre 1977, par laquelle l'Assemblée générale a adopté le rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'eau et approuvé le Plan d'action de Mar del Plata figurant dans ce rapport,

S'inspirant de la résolution VIII de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, du Plan d'action de Mar del Plata, qui invitaient les commissions régionales à jouer un rôle central dans la promotion de la coopération intergouvernementale en matière de mise en valeur et de gestion intégrées des ressources en eau,

Rappelant en outre la résolution 2043 (LXI) du Conseil économique et social, en date du 5 août 1976, par laquelle le Conseil priait le Secrétaire général de prendre des dispositions adéquates pour que les commissions régionales puissent continuer à exercer leurs activités avec efficacité, et la résolution 1979/67, du 3 août 1979, par laquelle le Conseil recommandait que des ressources financières et des effectifs suffisants soient mis à la disposition des secrétariats des commissions régionales, afin de leur permettre de s'acquitter des responsabilités accrues qui leur ont été confiées par la Conférence des Nations Unies sur l'eau,

Rappelant également la recommandation relative au renforcement des institutions au niveau régional préconisée au paragraphe 22 (iii) du Plan d'action de Lagos,

1. Invite les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à créer des comités nationaux des ressources en eau conformément aux recommandations du Plan d'action de Mar del Plata;

2. Lance un appel aux organismes d'assistance technique multinationaux, bilatéraux et intergouvernementaux, et aux organismes du système des Nations Unies, pour qu'ils coordonnent leurs efforts avec la Commission économique pour l'Afrique afin d'aider les gouvernements africains à mettre en valeur les ressources en eau de la région et fournissent le concours financier et matériel nécessaire à l'exécution des projets régionaux de planification, de mise en oeuvre et d'utilisation rationnelle des ressources en eau;

3. Prie instamment l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et le Président de la Banque mondiale d'accroître le montant des fonds alloués au secteur de l'eau dans leurs programmes nationaux et régionaux pour l'Afrique et, en particulier, de mettre davantage l'accent sur les programmes d'approvisionnement en eau du milieu rural;

4. Prie le Secrétaire général des Nations Unies de renforcer les activités que le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique mène dans le domaine des ressources en eau afin que des experts en la matière puissent être détachés auprès des MULPOC pour aider les Etats membres à assurer la planification et l'exécution de leurs activités de mise en valeur des ressources en eau, ainsi que le suivi des recommandations du Plan d'action de Mar del Plata.

498 (XIX). Système panafricain de documentation et d'informatique

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 359 (XIV) du 27 mars 1979 sur le projet de banque panafricaine de données numériques et non numériques,

Rappelant en outre la résolution 377 (XV) du 12 avril 1980 sur l'exécution du projet de Système panafricain de documentation et d'informatique,

Rappelant également la résolution 413 (XVI) du 10 avril 1981 sur le soutien financier au Système panafricain de documentation et d'informatique,

Rappelant la résolution sur le PADIS adoptée par la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains à sa troisième session,

Rappelant la résolution adoptée par la Conférence des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord à sa quatrième réunion,

Notant avec préoccupation la faiblesse persistante de l'infrastructure de documentation, d'information et de bibliothèques en Afrique;

Consciente de la nécessité de renforcer le PADIS :

1. Décide de doter le Système panafricain de documentation et d'informatique d'un comité technique régional dont le mandat serait le suivant :

a) Orienter la politique générale du PADIS en définissant notamment les directives politiques, techniques et financières à suivre;

b) Conseiller le Secrétaire exécutif dans la formulation et l'exécution du programme d'activités prévu dans le cadre du projet conformément aux directives susmentionnées;

c) Superviser l'implantation du projet à tous les niveaux de participation;

d) Prendre toutes mesures susceptibles de rendre le projet plus efficace et plus rentable;

e) Se réunir aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois par an, étant entendu que pendant la phase transitoire il se réunirait au moins deux fois par an;

f) Capter, au besoin, des spécialistes dans les domaines pertinents;

g) Rendre compte tous les ans de ses activités à la Conférence des ministres par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier;

2. Décide en outre que le Comité serait composé :

a) Du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, qui ferait fonction de président de droit du comité;

b) De cinq experts de haut niveau, spécialistes des télécommunications, de la bibliothéconomie, de l'information ou de l'informatique qui seraient élus pour représenter leurs sous-régions respectives et agiraient en leur qualité personnelle pour une période de quatre ans;

c) D'un représentant de l'OUA;

d) D'un représentant de l'UNESCO;

e) D'un représentant du PNUD;

f) De membres cooptés conformément à l'alinéa f) du paragraphe 1 ci-dessus, à condition qu'il n'y en ait pas plus de trois à la fois.

3. Décide en outre que les cinq membres représentants des Etats membres seraient élus par la Conférence des ministres, sur recommandation de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes africains mais que, pour la phase transitoire de quatre ans, les premiers membres seraient élus lors de la Conférence des ministres à sa dixième réunion;

4. Prie le Secrétaire exécutif de créer, dans les meilleurs délais, au sein de chaque MULPOC, un Comité technique sous-régional du PADIS qui aura pour tâche principale de suivre l'exécution du projet dans la sous-région;

5. Décide que les présidents des comités techniques sous-régionaux seront membres de droit du comité technique régional.

499 (XIX). Plan régional d'action pour lutter contre les effets de la sécheresse en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 473 (XVIII) du 2 mai 1983 sur les conditions climatiques et la sécheresse en Afrique, dans laquelle elle priait instamment le Secrétaire exécutif de la Commission d'organiser une Table ronde scientifique extraordinaire en vue d'examiner les causes, la périodicité, les tendances et les effets de la sécheresse sur l'économie africaine et de proposer des mesures à court, moyen et long terme pour résoudre ce problème, et de lui soumettre, à sa dixième réunion, un rapport sur les résultats de cette Table ronde,

Avant examiné le rapport de la Table ronde scientifique sur le climat et la sécheresse en Afrique ainsi que le projet de plan régional d'action pour lutter contre les effets de la sécheresse en Afrique,

Notant avec préoccupation que la sécheresse est un phénomène récurrent qui risque de se manifester de nouveau à des dates qu'il est impossible de déterminer, et que la présente sécheresse revêt, plus que jamais, un caractère aigu, persistant et généralisé et que, à l'exception d'une courte période, elle n'a, depuis 1968, cessé de s'aggraver, dépassant les limites de la région soudano-sahélienne pour frapper les régions boisées, côtières et autres, jusque-là épargnées,

Pronfondément préoccupée par les effets défavorables de la sécheresse actuelle sur les systèmes socio-économiques africains : sérieuse pénurie alimentaire, malnutrition, épidémies, lourdes pertes en vies humaines, destruction du cheptel, accentuation de la pauvreté, dégradation de l'environnement, déséquilibre et épuisement des ressources en eau, souffrances et privations et sérieuses distortions des fragiles systèmes économiques africains,

1. Prend note avec satisfaction du rapport de la Table ronde scientifique sur le climat et la sécheresse en Afrique;

2. Décide d'adopter le Plan régional d'action pour lutter contre les effets de la sécheresse en Afrique;

3. Prie instamment les Etats membres : a) d'adopter les mesures qui s'imposent notamment en ce qui concerne l'allocation de ressources financières accrues et le renforcement, dans le cadre du Plan régional d'action, des effectifs et des moyens institutionnels pour mieux prédire la sécheresse et lutter contre ses effets défavorables; b) de relancer l'économie de leurs pays frappés par la sécheresse, de manière coordonnée et intégrée; c) d'élaborer et de faire appliquer d'autres mesures propres à assurer l'exécution intégrale du Plan régional d'action;

4. Lance un appel à la communauté internationale et aux organismes des Nations Unies pour qu'ils aident généreusement les pays africains frappés par la sécheresse dans leurs efforts visant à lutter contre les effets de ce fléau, à relancer leur économie et à exécuter le Plan régional d'action.

500 (XIX). Prévisions à court terme en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la Stratégie de Monrovia pour la région africaine ainsi que le Plan d'action et l'Acte final de Lagos,

Notant la nécessité de plus en plus impérieuse pour un nombre de plus en plus grand de pays africains, d'adopter des mesures d'ajustement à court terme, du fait notamment, de l'instabilité de la situation économique mondiale, de catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les inondations et d'autres facteurs qui perturbent la mise en oeuvre et la gestion des activités de développement et de répartition des revenus,

Conscient des possibilités qu'offrent les systèmes de prévision à court terme d'aider les pays africains à mettre en place des systèmes d'alerte rapide et à élaborer des politiques d'ajustement et de répartition des revenus propres à éviter les perturbations économiques d'origine interne et externe,

Prenant note des efforts faits par le secrétariat de la CEA pour mettre en place dans les pays africains des systèmes de prévision à court terme et consciente des difficultés rencontrées par ces pays dans la collecte et la compilation de données complètes sur les comptes nationaux,

1. Demande à tous les pays africains d'entreprendre, à titre individuel et collectif, des études de prévision à court terme, et de fournir à la CEA les résultats publiés de ces activités de manière à lui permettre d'élaborer des prévisions sous-régionales et régionales, fondées sur des méthodes telles que les matrices de comptabilité sociale qui présentent l'avantage de suppléer aux imperfections de la comptabilité nationale et de jeter suffisamment de lumière sur les politiques de répartition;

2. Prie le secrétariat de la CEA :

a) de continuer à aider les pays africains, sur leur demande, à mettre en place des systèmes de prévision à court terme basés sur les approches telles que les MACS, et notamment à créer les moyens d'assurer le suivi des modèles;

b) de concrétiser les efforts de coopération avec d'autres institutions nationales et panafricaines, en particulier la Banque africaine de développement, l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et d'autres organisations internationales, efforts qui visent à mobiliser les ressources nécessaires pour aider réellement les pays africains à construire les MACS et à mettre en place des systèmes de prévisions à court terme.

501 (XIX). Etudes prospectives en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 470 (XVIII) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA sur les études prospectives dans les pays africains,

Consciente de la nécessité, pour les pays africains, d'adopter immédiatement des mesures propres à remédier aux faiblesses structurelles en vue de procéder à une véritable transformation de l'économie africaine qui soit conforme au Plan d'action et à l'Acte final de Lagos,

Prenant note avec préoccupation de la détérioration des conditions économiques dans la région africaine aggravées par la persistance des conditions climatiques défavorables, notamment la sécheresse,

Prenant note avec intérêt de l'étude du secrétariat intitulée : la CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008 : Etude prospective préliminaire qui met en relief les différentes perspectives de l'Afrique dans des domaines d'un intérêt crucial,

Consciente de l'utilité des études prospectives aux niveaux national, sous-régional et régional, eu égard en particulier à l'évaluation des mesures à prendre à tous ces niveaux pour assurer la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos,

1. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils entreprennent des études prospectives sur leurs économies respectives;

2. Invite tous les établissements de recherche, organismes de développement et universités à poursuivre, en collaboration avec la CEA et l'OUA, l'examen critique des études de manière à stimuler de nouvelles initiatives et mesures en vue de la mise en oeuvre à tous les niveaux du Plan d'action de Lagos;

3. Prie le secrétariat de la CEA de renforcer et de poursuivre, en étroite collaboration avec les services nationaux de planification, les études prospectives en tenant compte surtout des éléments de base ci-après :

a) La vulnérabilité des pays africains à la situation économique internationale;

b) Les effets de la sécheresse et de la désertification sur les résultats économiques des pays africains;

- c) Le réalisme et la viabilité des objectifs et stratégies;
- d) La nécessité de procéder à une nouvelle désagrégation et à un nouvel élargissement de l'étude en vue de couvrir les perspectives de sous-groupes de pays africains;
- e) La réalisation, chaque année, d'analyses et de projections sectorielles, en particulier aux niveaux sous-régional et régional de manière à couvrir les secteurs clés pendant les cinq années qui s'écoulent entre les mises à jour;
- f) L'utilité de faire l'analyse de plusieurs scénarios, y compris l'analyse de sensibilité d'éléments tels que la balance des paiements et les difficultés à se procurer des capitaux;
- g) L'importance de l'examen approfondi de variables additionnelles telles que la science et la technologie, et les besoins financiers.

4. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA :

- a) De fournir aux gouvernements et groupements sous-régionaux africains qui la lui demandent, l'assistance technique dont ils ont besoin pour entreprendre des études prospectives aux niveaux national et sous-régional;
- b) D'arrêter un calendrier précis des examens auxquels on devra procéder pour mettre à jour ces études et assurer la participation des MULPOC à la surveillance des domaines d'un intérêt vital dans leurs sous-régions respectives.

502 (XIX). Politiques de prix dans les pays africains les moins avancésLa Conférence des ministres,

Considérant l'importance des politiques de fixation des prix dans la promotion des activités productives, notamment pour l'augmentation de la productivité et de la production du secteur agricole,

Avant à l'esprit la situation critique en matière de disponibilités alimentaires dans les pays africains les moins avancés,

Consciente des effets pervers des différents programmes de stabilisation économique et financière ou d'ajustement structurel et du faible taux de réussite de ces programmes ainsi que de leurs coûts, notamment pour les populations à faible revenu,

Reconnaissant que les structures institutionnelles et les législations des prix en vigueur ont besoin d'être mises à jour,

Avant à l'esprit le manque de statistiques sur les coûts de production de secteurs aussi essentiels que l'agriculture,

Rappelant qu'il est nécessaire de prendre d'urgence des mesures susceptibles d'assurer l'autosuffisance des populations,

Rappelant en outre l'expérience déjà acquise par nombre de pays africains les moins avancés pour ce qui est d'élaborer des politiques de prix et de satisfaire aux conditions dont sont assortis les accords de confirmation signés avec le FMI et la Banque mondiale,

1. Prend note de l'étude présentée par le secrétariat de la CEA sur les politiques de prix dans les pays africains les moins avancés en collaboration avec la CNUCED;

2. Demande aux pays africains les moins avancés d'actualiser leurs structures institutionnelles de fixation, de contrôle et de suivi des prix afin de les adapter aux réalités économiques, de prendre, en ce qui concerne la fixation des prix agricoles, des mesures propres à inviter les producteurs à accroître leur production et de mettre un frein à la tendance actuelle qui permet aux intermédiaires de réaliser des bénéfices exorbitants et favorise une certaine classe de consommateurs urbains au détriment du secteur rural;

3. Demande au secrétariat de la CEA d'approfondir l'étude et de prendre en compte tous les paramètres permettant de définir une politique des prix appropriée;

4. Invite le Fonds monétaire international et la Banque mondiale à s'engager dans le cadre de leurs programmes de stabilisation économique et financière ou d'ajustement structurel à prendre des mesures permettant d'identifier les effets, aussi bien négatifs que positifs, desdits programmes ainsi que des dispositions propres à compenser les effets négatifs éventuels de ces programmes sur les PMA africains;

5. Demande au PNUD, à la Banque mondiale et au FMI d'apporter le soutien financier nécessaire au secrétariat de la CEA pour assurer la couverture de l'ensemble des 26 PMA africains ainsi que la prise en compte des différents thèmes de recherche retenus pour enrichir l'étude sur les politiques de fixation des prix dans les PMA africains.

503 (XIX) Mesures propres à assurer l'exécution efficace du nouveau programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 397(XV) du 12 avril 1980 par laquelle la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés s'est vue confier la responsabilité d'assurer la coordination des efforts, l'établissement des priorités, le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre du nouveau Programme d'action global dans les pays africains les moins avancés, ainsi que sa résolution 481(XVIII) d'avril 1983 concernant les mesures visant à accélérer l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés,

Rappelant la résolution 38/195 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 20 décembre 1983, sur l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés,

Prenant acte des énormes efforts fournis par les pays africains les moins avancés dans la préparation de leurs réunions de consultation nationales respectives, notamment dans l'élaboration de politiques tendant à mener à bien leurs programmes nationaux,

Notant que les réunions de consultation organisées jusqu'ici n'ont pas totalement répondu à l'attente des pays les moins avancés, étant donnée que les engagements pris par les pays et organismes donateurs n'ont pas été pleinement conformes aux dispositions du nouveau Programme substantiel d'action,

Exprimant sa profonde préoccupation devant les résultats décevants des négociations menées sur le nouveau Programme substantiel d'action lors de la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tenue à Belgrade en juin-juillet 1983,

Notant avec une profonde préoccupation l'aggravation de la situation économique des pays africains les moins avancés consécutive aux catastrophes naturelles telles que la sécheresse et la désertification,

Notant en outre avec satisfaction l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant la crise économique en Afrique, les efforts tendant à mobiliser la communauté internationale afin qu'elle fournisse l'assistance technique et financière nécessaire en faveur des pays africains, en particulier des moins avancés parmi eux, ainsi que la nomination d'un représentant spécial chargé des questions relatives à la crise économique en Afrique,

Profondément préoccupée par la réduction considérable de l'aide publique au développement aux pays africains les moins avancés depuis l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action en 1981, en particulier de celle fournie à des conditions de faveur, en provenance de toutes les sources extérieures,

Considérant que le groupe intergouvernemental d'experts de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les pays les moins avancés tiendra une réunion de haut niveau en septembre-octobre 1985 en vue de procéder à l'examen global à mi-parcours des progrès accomplis dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action et d'étudier la possibilité d'effectuer un examen global de l'exécution de ce programme à la fin de la décennie,

Consciente que les pays les moins avancés devraient mobiliser et allouer une part plus grande de leurs ressources intérieures à l'exécution de leurs projets de développement et améliorer de manière substantielle leur capacité d'absorption par la conclusion d'arrangements intérieurs ou avec l'aide des institutions donatrices,

Notant avec gratitude l'esprit de solidarité des pays donateurs qui ont réalisé l'objectif de 0,15 p. 100 de leur PNB au titre de l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés, et ce conformément aux dispositions du nouveau Programme substantiel d'action,

1. Demande instamment aux pays africains les moins avancés qui n'ont pas encore organisé leurs réunions de consultation de prendre toutes les mesures nécessaires pour le faire en 1984 ou, en tout état de cause, avant les réunions prévues dans le cadre de l'examen global à mi-parcours en 1985;
2. Invite instamment les pays africains les moins avancés i) à se préparer à participer pleinement aux réunions prévues dans le cadre de l'examen global à mi-parcours en 1985 afin de faire des propositions pratiques en vue de la révision éventuelle du nouveau Programme substantiel d'action, si nécessaire, de manière à accélérer son exécution au cours de la seconde moitié de la décennie; ii) à fournir les informations et statistiques nécessaires au secrétariat de la CEA pour que ce dernier puisse procéder à une évaluation régionale technique de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action au cours de la période 1981-1984;
3. Invite en outre instamment les pays africains les moins avancés à assurer la mise en place de nouveaux mécanismes de suivi adéquats au niveau national ou le renforcement de ceux qui existent déjà en vue de rester en rapport avec les donateurs avant et après les réunions de consultation;

4. Affirme que le principal objectif des réunions de consultation nationales devrait être d'obtenir des ressources supplémentaires et non de servir de simple cadre d'échanges de vues sur les stratégies de développement, les politiques et les programmes d'investissement ainsi que les projets des pays et qu'à cet effet les donateurs devraient envoyer, pour participer à ces réunions, des représentants de haut niveau de leurs organismes d'aide respectifs habilités à prendre des engagements fermes concernant les programmes et projets;

5. Prie les organismes chefs de file, le PNUD et la Banque mondiale, d'utiliser les compétences disponibles dans les pays intéressés et au sein du système des Nations Unies notamment à la CEA, pour l'élaboration de la documentation nécessaire pour les réunions de consultation dans les pays africains les moins avancés en vue de réduire les dépenses au titre de la préparation et de l'organisation de ces réunions;

6. Invite les pays donateurs, conformément aux dispositions du paragraphe 63 du nouveau Programme substantiel d'action, à accroître considérablement leur apport de ressources financières et autres mesures d'appui en vue de réaliser l'objectif de 0,15 p. 100 du PND au titre de l'aide publique au développement accordée aux PMA ou de doubler leur contribution au titre de l'aide publique au développement d'ici 1985 où dès que possible passée cette date;

7. Prie instamment les pays donateurs et les institutions financières multilatérales, a) de fournir aux PMA africains une assistance financière à des conditions très favorables compte tenu des particularités de l'économie de ces pays, b) d'alléger la charge de la dette des PMA africains par des mesures d'ajustement rétro-actif ou d'autres actions équivalentes, et mieux, d'annuler entièrement la dette, c) de contribuer de façon substantielle aux coûts ordinaire locaux actuels des projets prioritaires qu'ils financent dans les PMA, d) de tenter d'améliorer les procédures de prestation d'aide en vue d'accroître la capacité d'absorption des PMA et, chaque fois que possible, d'harmoniser ces procédures afin de créer des conditions favorables à un éventuel cofinancement des projets;

8. Se félicite de ce que certains bailleurs de fonds accordent aux pays africains les moins avancés une assistance se présentant principalement sous forme de dons ainsi que d'autres formes d'assistance plus souples, telles que le financement local des coûts ordinaires, l'aide destinée à l'entretien et au rééquipement et un

appui au titre de la balance des paiements, qui sont adaptées aux besoins particuliers des PMA africains et répondant à la détérioration de leurs conditions économiques et sociales résultant de catastrophes naturelles;

9. Invite la communauté internationale à accorder son appui aux domaines prioritaires identifiés par les PMA africains dans leurs programmes nationaux sur la base des dispositions du chapitre I du nouveau Programme substantiel d'action, notamment en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture, les industries manufacturières, la prospection et la mise en valeur des sources d'énergie et des ressources techniques, la mise en valeur des ressources humaines, l'expansion et la diversification des exportations, le développement des transports et des communications et l'amélioration des moyens de planification, d'exécution et de gestion;

10. Exprime sa gratitude au Secrétaire général de l'ONU et à son Représentant spécial chargé des questions relatives à la crise économique en Afrique pour les efforts qu'ils déploient en vue de mobiliser l'assistance de la communauté internationale afin d'atténuer la crise économique que traverse l'Afrique et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle réagisse de façon positive aux efforts déployés par le Secrétaire général;

11. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution à la cinquième réunion de la Conférence des ministres des PMA africains en 1985.

504 (XIX). Transport et commercialisation du gaz naturel par gazoduc

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution ECA/UNTACDA/Res. 83/28 adoptée par la troisième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification réunie en mars 1983 au Caire sur l'élaboration d'une étude sur le gaz naturel en Afrique,

Consciente de l'importance que revêt cette étude dans la mise en valeur des ressources naturelles en Afrique, notamment pour ce qui est de satisfaire les besoins des pays africains en gaz naturel, en particulier ceux des pays sahéliens,

1. Appuie la décision du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'effectuer une étude globale sur le transport du gaz naturel africain par gazoduc en vue de sa commercialisation au niveau de l'Afrique et son acheminement éventuel à l'Europe; cette étude devrait comprendre une comparaison des différents modes de transport;

2. Lance un appel à la communauté internationale, notamment les organisations concernées, à savoir l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale pour qu'elles apportent leur soutien à la Commission économique pour l'Afrique et au Programme des Nations Unies pour le développement et coopèrent avec ces institutions afin que cette étude puisse être menée à bien.

505 (XIX). Renforcement de la CEA en sa qualité d'agent d'exécution

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 33/202 de l'Assemblée générale, en date du 29 janvier 1979, sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies par laquelle l'Assemblée a notamment décidé que les commissions régionales auraient elles-mêmes le statut d'agent d'exécution,

Rappelant l'accord signé le 1er mars 1977 entre le PNUD et la CEA, nommant la CEA agent de participation et d'exécution pour les projets inter pays du PNUD,

Avant examiné le rapport biennal du Secrétaire exécutif pour la période 1982-1983,

Notant avec satisfaction les progrès accomplis en si peu de temps par la CEA en sa qualité d'agent d'exécution des projets du PNUD et d'autres projets inter pays, de sorte que la CEA est aujourd'hui l'un des agents d'exécution les plus importants des projets inter pays financés par le PNUD en Afrique,

Notant également avec préoccupation les difficultés d'ordre administratif auxquelles se heurte la CEA dans l'exécution desdits projets, difficultés tenant au fait qu'on n'opère pas de distinction entre les procédures et les règles régissant son rôle d'agent d'exécution et les activités normales menées par la CEA dans le cadre du budget ordinaire pour le recrutement du personnel de projet résidant en dehors du continent et celui des niveaux supérieurs à 15 ainsi que pour l'achat du matériel et des fournitures de projet d'un coût supérieur à 20 000 dollars,

Notant en outre avec regret que le taux d'exécution, par la CEA, des projets du PNUD et d'autres projets inter pays a considérablement baissé du fait des contraintes mentionnées ci-dessus qui sont responsables de retards qui auraient pu être évités,

Considérant que l'Afrique traverse actuellement une crise économique et que les États membres de la CEA s'attendent à ce que son secrétariat renforce l'assistance accordée pour l'exécution rapide des projets opérationnels financés par le système des Nations Unies et par des sources multilatérales et bilatérales,

1. Prie le Secrétaire général de lever les contraintes mentionnées ci-dessus en alignant la réglementation en matière de recrutement et d'achat sur celle des autres agents d'exécution des Nations Unies afin que la CEA puisse exécuter rapidement les projets et qu'elle acquière ainsi le même statut que les autres agents d'exécution du système des Nations Unies;

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport à la onzième réunion de la Conférence des ministres et à la vingtième session de la Commission sur l'application de la présente résolution.

506 (XIX). Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population africaine et le développement autonome

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 1981/37 du 25 novembre 1981 et 1982/42 du 27 juillet 1982 du Conseil économique et social sur la convocation d'une Conférence internationale sur la population en 1984, qui notamment invitait les commissions régionales à examiner à leurs sessions annuelles de 1984, le rapport du Comité préparatoire de la Conférence, en vue de formuler des suggestions et recommandations pour la poursuite de la mise en oeuvre du Plan d'action mondial sur la population au niveau régional, et de transmettre ces suggestions et recommandations à la Conférence pour qu'elle les examine,

Rappelant la résolution 1983/6 du 26 mai 1983 du Conseil économique et social sur la Conférence internationale sur la population en 1984, qui priait le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'inviter tous les Etats, représentants des mouvements de libération nationale, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales à participer à la Conférence;

Rappelant également la résolution 1983/76 du 26 juillet 1983 du Conseil économique et social sur l'examen intersectoriel des questions de population, qui a décidé de continuer à attribuer un rang de priorité élevé aux programmes et activités, en tant que facteur contribuant au développement social et économique des pays en développement et qui a instamment demandé qu'un appui financier accru soit apporté aux activités en matière de population et que les organismes compétents du système des Nations Unies prennent en conséquence les dispositions voulues dans le cadre de leurs programmes de travail respectifs, en agissant de façon coordonnée,

Rappelant en outre la résolution 366 (XIV) du 27 mars 1979 de la CEA sur les programmes prioritaires de la CEA en matière de population, qui invitait le Secrétaire exécutif à accorder un rang de priorité élevé à la mise sur pied de programmes d'assistance aux pays de la région en matière d'analyse, d'études et d'activités de mise en place d'institutions dans les domaines clés touchant les relations réciproques entre la population et le développement, la mortalité infantile et juvénile, les taux, les schémas et les tendances futures de la fécondité, la répartition et l'évolution de la population,

Prenant note du rapport du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la population (E/1984/28 et E/1984/28/Add.1),

Réaffirmant sa volonté de mettre en oeuvre les programmes en matière de population tels qu'ils sont définis dans le Plan d'action de Lagos et réaffirmés dans la Déclaration d'Addis-Abeba de 1983,

Notant avec satisfaction les efforts déployés conjointement par la CEA et le FNUAP pour promouvoir la formation et la recherche démographiques au niveau national,

Notant également les efforts faits jusqu'à présent aux niveaux mondial et régional en vue d'amener les pays africains à participer activement à la Conférence internationale sur la population devant se tenir à Mexico en août 1984,

Prenant acte du rapport de la deuxième Conférence africaine sur la population tenue du 9 au 13 janvier 1984 à Arusha (République-Unie de Tanzanie),

1. Approuve le Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population africaine et le développement autonome adopté par la deuxième Conférence africaine sur la population;
2. Prie les Etats membres de la Commission de faire en sorte que leur délégation à la Conférence internationale sur la population et aux réunions ultérieures de la Commission des Nations Unies sur la population utilisent le Programme d'action de Kilimandjaro comme document de base afin que soient adéquatement examinés les intérêts prioritaires de l'Afrique dans les activités en matière de population;
3. Prie en outre le FNUAP, les pays et organismes donateurs d'accroître les ressources allouées à l'Afrique afin que soit accélérée la mise en oeuvre du programme;
4. Charge le Secrétaire exécutif de prendre les mesures appropriées afin que les principes et objectifs de ce programme ainsi que les recommandations qui y figurent soient inclus dans le programme de travail de la Commission;
5. Demande à tous les organismes des Nations Unies, à l'OUA, aux organisations intergouvernementales, sous-régionales, interrégionales et nationales s'occupant d'activités en matière de population de collaborer avec la Commission économique pour l'Afrique pour la mise en oeuvre de ce programme;
6. Prie le Secrétaire exécutif de rendre compte à la onzième réunion de la Conférence des ministres des résultats de la Conférence internationale sur la population et des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des recommandations de cette conférence et du Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population africaine et le développement autonome;
7. Demande au Secrétaire exécutif de faire rapport à la prochaine session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA sur le Programme d'action de Kilimanjaro sur la population.

507 (XIX). Liaison fixe Europe-Afrique par le Déroit de Gibraltar.

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1982/57 adoptée par le Conseil économique et social des Nations Unies à sa seconde session ordinaire de juillet 1982 au sujet du projet de liaison fixe Europe-Afrique par le Déroit de Gibraltar,

Rappelant également les recommandations des experts nommés par la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique pour l'Europe à la suite de l'adoption de la résolution 1982/57 susmentionnée, figurant dans le rapport des experts approuvé par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire 1983,

Consciente de la résolution 1983/62 adoptée par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de juillet 1983 au sujet de la liaison fixe Europe-Afrique à travers le Déroit de Gibraltar qui, entre autres, prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de continuer à suivre et à analyser les études ayant trait à ce projet conformément aux recommandations du rapport précité,

Tenant compte des résolutions adoptées par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification tenue à Conakry en février 1984,

1. Invite les gouvernements, les organisations internationales, les instituts de recherche et les universités de la zone méditerranéenne et d'autres régions à poursuivre la coopération avec les gouvernements du Maroc et de l'Espagne, ainsi qu'avec la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique pour l'Europe, et à faire des efforts concertés dans la poursuite de l'élaboration du projet de liaison fixe Europe-Afrique à travers le Déroit de Gibraltar;

2. Prie le Secrétaire général des Nations Unies de fournir à la Commission économique pour l'Afrique les moyens nécessaires à la mise en oeuvre des recommandations concernant le projet de liaison fixe par le Déroit de Gibraltar.

508 (XIX). Rapport biennal du Secrétaire exécutif

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 403 (XVI), en date du 10 avril 1981, sur le rapport biennal du Secrétaire exécutif pour la période 1979-1980,

Rappelant également la section IV de l'annexe de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies stipulant notamment qu'il conviendrait que les commissions régionales soient en mesure de jouer pleinement, sous l'autorité de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, leur rôle de principaux centres généraux d'activités de développement économique et social, dans le cadre du système des Nations Unies, pour leurs régions respectives,

Rappelant en outre la résolution 38/199 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1983, relative aux mesures spéciales pour le développement social et économique de l'Afrique dans les années 80 par laquelle l'Assemblée priait instamment les pays donateurs de fournir un volume important et soutenu de ressources en vue de promouvoir le développement accéléré des pays d'Afrique et l'application effective du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos, et de contribuer généreusement au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, invitait toutes les institutions internationales de financement, en particulier la Banque mondiale, l'Association internationale de développement et le Fonds international de développement agricole, à continuer d'envisager activement d'accroître de façon appréciable leur aide au développement de l'Afrique et à accorder toute l'urgence qu'elle méritait à la possibilité de consentir un effort spécial en faveur du développement social et économique de l'Afrique et priait le Secrétaire général de convoquer, en coopération avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, la cinquième Conférence biennale pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et de prendre les mesures voulues pour en assurer le succès et, à cet égard, adressait un appel aux pays donateurs, aux organes appropriés des Nations Unies, aux institutions internationales et régionales de financement et aux autres entités publiques et privées intéressées pour qu'ils participent pleinement et contribuent généreusement à ce fonds,

Ayant examiné le rapport biennal du Secrétaire exécutif sur la période 1982-1983 comportant une mise à jour des résultats obtenus dans l'exécution du programme de travail de la Commission pour 1982-1983,

Convaincue qu'il importe au premier chef que les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique en renforcent le secrétariat grâce à des efforts individuels et collectifs, en particulier en raison de la crise économique et sociale que traverse actuellement le continent,

Constatant avec satisfaction que le Programme des Nations Unies pour le développement a alloué des ressources à la Commission économique pour l'Afrique, au titre de son deuxième cycle de programmation en sa qualité d'agent d'exécution du PNUD,

1. Prend acte du rapport biennal du Secrétaire exécutif pour la période 1982-1983 comportant une mise à jour de l'exécution du programme;
2. Exprime sa préoccupation devant le fait que la Commission ne dispose pas des ressources nécessaires pour procéder à l'évaluation des programmes et projets exécutés;
3. Invite les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à verser rapidement leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;
4. Lance en outre un appel à tous les Etats membres pour qu'ils s'engagent à faire d'importantes contributions au Fonds d'affectation spéciale lors de la cinquième Conférence pour les annonces de contributions qui se tiendra au cours de la onzième réunion de la Conférence des ministres et de la vingtième session de la Commission en avril 1985;
5. Rend hommage au Secrétaire exécutif et aux fonctionnaires de la CEA pour la qualité remarquable du rapport biennal 1982-1983;
6. Prie le Secrétaire exécutif de continuer, en coopération avec le Comité de la planification et de la budgétisation des programmes et le Comité du programme et de la coordination, à améliorer les méthodes d'exécution des programmes afin de pouvoir donner aux Etats membres des renseignements sur la rentabilité et l'exécution matérielle des projets;
7. Lance également un appel à la communauté internationale, en particulier aux pays développés d'Europe de l'Ouest et de l'Est et d'Amérique du Nord, au Japon, aux pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi qu'aux autres pays développés qui sont en mesure de le faire et aux institutions financières internationales et régionales pour qu'ils contribuent généreusement au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique lors de la cinquième Conférence pour les annonces de contributions;
8. Remercie le Programme des Nations Unies pour le développement de l'appui qu'il a prêté aux activités opérationnelles menées par la Commission et l'invite instamment à accroître le montant des ressources qu'il alloue à la Commission afin de permettre à cette dernière de poursuivre son oeuvre utile en tant qu'agent d'exécution du PNUD;
9. Demande au Secrétaire général de l'ONU de fournir davantage de ressources à la Commission économique pour l'Afrique en sa qualité de centre de développement économique et social général pour la région Afrique au sein du système des Nations Unies afin de lui permettre d'aider plus efficacement les Etats membres, en particulier à se doter des compétences nécessaires dans le domaine de l'évaluation des programmes et des projets;
10. Décide que le Secrétaire exécutif continuera de présenter son rapport biennal sur le modèle de celui établi pour la période 1982-1983.

509 (XIX). Renforcement des compétences africaines en matière de science et technique

La Conférence des ministres,

Rappelant les dispositions des éléments de programme 2.5 et 5.1 du chapitre consacré à la science et à la technique dans le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique invitant les Etats membres à mobiliser le potentiel de technologie adaptative de la branche métallurgique du secteur non organisé et à encourager la mise au point des technologies rurales à faible coût,

Rappelant en outre le Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement et son plan opérationnel;

Ayant présentes à l'esprit les dispositions du Plan opérationnel qui autorisent à procéder à mi-parcours de chaque décennie à des évaluations régionales et mondiales de la mise en oeuvre du Programme d'action de Vienne,

Reconnaissant que pour l'Afrique cette évaluation ne signifierait pas seulement la mise en oeuvre du chapitre du Plan d'action de Lagos consacré à la science et à la technique mais constituerait également un élément d'appui précieux pour les efforts que l'OUA, la CEA et les Etats membres déploient pour mettre en oeuvre ledit plan,

Consciente du rôle de catalyseur que les groupes de travail du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique créés en application de la résolution 445 (XVII) de la Commission et chargés maintenant de mener leurs activités au niveau sous-régional peuvent jouer dans la mise en valeur des compétences locales en matière de science et de technique et des avantages que ces groupes tireront des résultats de l'évaluation,

Ayant examiné les recommandations du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique faites à sa deuxième réunion tenue à Addis-Abeba du 14 au 18 novembre 1983,

1. Approuve les recommandations du Comité intergouvernemental;
2. Invite à cet égard tous les Etats membres à appuyer pleinement et activement le secrétariat de la CEA et les autres organismes de coopération;
3. Prie tous les Etats membres, tous les organismes du système des Nations Unies et l'OUA, de tenir compte des recommandations de l'évaluation dans leurs efforts visant à mettre en oeuvre le Chapitre V du Plan d'action de Lagos ainsi que le Programme d'action de Vienne et son Plan opérationnel;
4. Prie instamment tous les Etats membres, les secrétariats de l'OUA et de la CEA et les autres organismes des Nations Unies d'appuyer activement les activités des groupes de travail;
5. Félicite le secrétariat de la CEA de l'initiative qu'elle a prise de promouvoir, en coopération avec le Gouvernement indien, la mise au point, la démonstration et l'utilisation de technologies adaptées aux zones rurales africaines, ainsi que des efforts qu'elle a déployés en collaboration avec le Centre régional africain de technologie et la German Foundation for International Development en vue de mobiliser le potentiel de technologie adaptative du secteur traditionnel des économies africaines;

6. Exprime sa gratitude au Gouvernement indien et à celui de la République fédérale d'Allemagne pour l'appui financier qu'ils apportent actuellement et qu'ils ont promis d'apporter à l'avenir, afin d'encourager la mise au point de technologies rurales et de mobiliser le potentiel de technologie adaptative des économies africaines.

510 (XIX). Augmentation des ressources allouées au secteur de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique et baisse de rendement enregistrée par ce secteur

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 462 (XVIII) du 2 mai 1983 sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire exécutif sur l'étude détaillée des causes de la contradiction apparente entre l'augmentation des ressources allouées au secteur de l'alimentation et de l'agriculture et la baisse de rendement enregistrée par ce secteur (E/ECA/CM.10/21) réalisée en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,

Convaincue de l'extrême utilité de cette étude au niveau aussi bien régional que national,

1. Exprime sa gratitude au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ainsi qu'à leurs collaborateurs pour leur précieux concours;
2. Demande aux Etats membres d'entreprendre des études de ce genre au niveau national et d'en rendre compte à la Conférence des ministres à sa onzième session;
3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de fournir, sur demande, dans la limite des ressources disponibles, une assistance propre à permettre aux Etats membres d'effectuer lesdites études;
4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de faire rapport à la Conférence des ministres à sa onzième session sur l'application de la présente résolution.

511 (XIX). La femme africaine et la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (1976-1985)

La Conférence des ministres,

Considérant qu'il importe d'organiser d'urgence et efficacement les préparatifs d'une réunion intergouvernementale régionale préparatoire en vue de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix prévue en terre africaine, à Nairobi (Kenya) du 15 au 26 juillet 1985,

Réaffirmant la nécessité de définir une position africaine commune à la Conférence mondiale,

Appréciant les efforts déployés par la Commission économique pour l'Afrique qui ont abouti à la création des comités sous-régionaux et du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement en vue d'assurer la participation des femmes aux organes délibérants de la Commission,

Notant avec satisfaction l'importance du rôle joué par les comités sous-régionaux et le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement ainsi que l'extrême utilité des avis qu'ils ont fournis aussi bien dans leurs interventions que dans leurs résolutions visant à promouvoir l'avancement de la femme africaine,

Prenant note du rapport de la cinquième réunion du Comité régional africain de coordination,

1. Prie instamment les Etats membres de la CEA d'apporter aux comités sous-régionaux et au Comité régional africain de coordination les ressources financières et l'appui nécessaires à l'exécution des programmes pertinents adoptés;

2. Exprime sa gratitude à la République-Unie de Tanzanie pour avoir offert d'accueillir la réunion intergouvernementale régionale préparatoire en vue de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix/Troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement en septembre 1984 à Arusha ;

3. Se félicite de nouveau des efforts déployés par le Gouvernement kényen en prévision de la Conférence mondiale et assure le Gouvernement, les femmes et le peuple du Kenya de l'appui total de toutes les femmes africaines ainsi que des gouvernements de leurs pays aux efforts qu'ils déploient pour accueillir la Conférence ;

4. Réitère une fois de plus son appel aux Etats membres africains pour qu'ils apportent leur soutien total à la Réunion intergouvernementale régionale préparatoire/Troisième Conférence régionale et veillent à y participer le plus efficacement possible et au plus haut niveau ;

5. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils contribuent au Fonds spécial pour la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer en 1985 les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme afin de faciliter notamment la participation des pays membres les moins avancés à la Réunion intergouvernementale régionale préparatoire et à la Conférence mondiale ;

6. Demande de nouveau aux secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine de redoubler d'efforts pour préparer conjointement la Réunion intergouvernementale régionale préparatoire/Troisième Conférence régionale ;

7. Prie instamment la Réunion intergouvernementale préparatoire/Troisième Conférence régionale d'examiner et d'adopter des stratégies pour la promotion des femmes africaines d'ici l'an 2000, en particulier des stratégies concernant les femmes vivant en régime d'apartheid, les femmes réfugiées et déplacées, les femmes travaillant dans les secteurs de l'agriculture, de la production alimentaire et dans le développement industriel, lesquelles devraient être présentées, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif de la Commission, à la Conférence des ministres à sa onzième réunion ;

8. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de faire rapport au Comité régional africain de coordination à sa sixième réunion et à la Conférence des ministres à sa onzième réunion sur l'application de la présente résolution.

512 (XIX). La femme africaine et le développement : mobilisation des ressources humaines et financières au titre du programme de la CEA en faveur de la femme au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme

La Conférence des ministres,

Consciente que les buts et objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix n'ont pas encore été entièrement réalisés, notamment en Afrique,

Notant avec préoccupation que les efforts déployés par les Etats membres et la communauté internationale n'ont pas encore permis aux femmes africaines de participer, à part entière et sur un même pied d'égalité, au processus de développement,

Considérant que les mécanismes nationaux, sous-régionaux et régionaux pour l'intégration de la femme au développement doivent bénéficier de ressources humaines et financières accrues pour pouvoir continuer d'assurer l'intégration de la femme africaine au développement bien après la Décennie,

Rappelant la résolution 33/143 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1978, dans laquelle il est demandé au Secrétaire général de porter la proportion des femmes occupant, dans l'Organisation des Nations Unies, des postes soumis à la répartition géographique à 25 p. 100 dans les quatre années à venir,

Rappelant en outre la résolution 37/235 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1982, dans laquelle le Secrétaire général est prié de redoubler d'efforts pour appliquer intégralement les dispositions des résolutions 33/43 du 20 décembre 1978 et 35/210 du 17 décembre 1980,

Profondément préoccupée par le fait que la proportion des femmes occupant des postes d'administrateur au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique est l'une des plus faibles au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, qu'elle est loin d'être satisfaisante et reste nettement en deçà des objectifs fixés par l'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 27/1978 du Conseil économique et social, en date du 5 mai 1978 dans laquelle il était recommandé à l'Assemblée générale de prévoir, en les prélevant sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, les ressources financières et le personnel nécessaire aux centres régionaux de recherche et de formation pour la femme,

Rappelant également la résolution 21 adoptée par la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme tenue du 14 au 30 juillet à Copenhague et entérinée par l'Assemblée générale par sa résolution 35/136 du 11 décembre 1980, dans laquelle il était demandé au Secrétaire général d'envisager, à titre provisoire, d'examiner la possibilité de mettre à la disposition du programme en faveur des femmes les postes devenus vacants dans les commissions régionales,

Rappelant en outre la résolution 38/106 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1983 dans laquelle l'Assemblée générale, entre autres dispositions, priait le Secrétaire général, en consultation avec les secrétaires exécutifs des commissions régionales, d'assurer le maintien de tous les postes, temporaires et permanents, d'administrateurs hors classe responsables des programmes pour les femmes dans les commissions régionales, et ce dans les limites de leur budget ordinaire,

Réitérant l'appel qu'il avait lancé aux gouvernements africains et aux mécanismes nationaux pour qu'ils fassent en sorte que leur mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ainsi que leurs représentants à la cinquième Commission de l'Assemblée générale soient bien au fait des besoins essentiels des femmes africaines et se prononcent en faveur d'un soutien accru de l'Organisation aux programmes en faveur de la femme,

1. Fait appel aux Etats membres pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent afin que davantage de femmes soient recrutées ou promues notamment à des postes de rang élevé et de responsabilité dans le système des Nations Unies ;
2. Prie instamment les Etats membres de la CEA de fournir aux comités sous-régionaux et au Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement les ressources financières et l'appui nécessaires pour qu'ils puissent jouer plus efficacement leur rôle d'organisations intergouvernementales africaines et d'organes subsidiaires de la Commission ;
3. Prie les Etats membres de veiller à ce que les cadres féminins moyens et supérieurs puissent bénéficier de toutes les possibilités de formation aux techniques de conception, de gestion et de suivi des projets ;
4. Demande aux Etats membres et gouvernements africains dotés d'un personnel qualifié de mettre à la disposition des autres pays, et ce, conformément aux principes d'autonomie collective et de coopération technique entre pays en développement (CTPD) énoncés dans le Plan d'action de Lagos ;
5. Prie les mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement et les services de planification intéressés de faire en sorte que les projets intéressant les femmes soient intégrés aux plans nationaux de développement et que dans ces projets les besoins des femmes ~~pauvres~~ des milieux urbains et des zones rurales soient dûment pris en considération ;
6. Prie instamment le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire exécutif de la CEA de ne ménager aucun effort pour doter le Centre africain de recherche et de formation pour la femme et les programmes des MULPOC en ~~favor~~ de la femme d'un nombre minimum de postes financés par imputation au budget ordinaire, en utilisant des postes actuellement vacants dans d'autres services et en prévoyant, à cette fin, des crédits au titre du budget ordinaire pour 1986/87, de façon à assurer le fonctionnement dudit centre et desdits programmes au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme ;

7. Exprime sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et à la communauté internationale pour l'assistance financière et technique qu'ils ont accordée au programme de la CEA en faveur de la femme;

8. Invite le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et tous les organismes des Nations Unies à redoubler d'efforts et à fournir aux femmes africaines, en temps voulu et de manière efficace, une assistance technique notamment en matière de formation, de bourses et de services de consultants;

9. Prie instamment le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de redoubler d'efforts pour accroître, à la Commission, le nombre des Africains, en particulier au niveau de l'élaboration des politiques et de la prise de décisions;

10. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA d'organiser, le plus tôt possible, une conférence spéciale d'annonces de contributions au profit des programmes régionaux et sous-régionaux en faveur de la femme.

513 (XIX). Quatrième Foire commerciale panafricaine

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique, tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie),

Ayant à l'esprit les recommandations du Plan d'action de Lagos,

Rappelant les décisions prises antérieurement, en particulier celles prises par la Conférence des ministres africains du commerce à sa septième session, tenue à Addis-Abeba du 1er au 4 février 1982,

Reconnaissant de l'offre faite par le Togo d'accueillir la quatrième Foire panafricaine,

Consciente de ce que les précédentes foires commerciales panafricaines tenues à Nairobi, Alger et Khartoum ont eu des effets bénéfiques pour l'activation du commerce intra-africain,

Reconnaissant avec satisfaction la contribution financière du Conseil des ministres de l'OUA à l'organisation des foires commerciales panafricaines,

1. Décide d'accepter l'offre faite par le Togo d'accueillir en 1985 la quatrième Foire commerciale panafricaine ;

2. Décide en outre que les Etats membres suivants : Algérie, Angola, Congo, Egypte, Ethiopie, Gabon, Guinée-Bissau, Jamahiriya arabe libyenne, Malawi, Nigéria, Ouganda, Soudan (qui a accueilli la dernière Foire), Swaziland, Togo et Zimbabwe constitueront le Comité d'organisation de la quatrième Foire commerciale panafricaine sous la présidence du Togo ;

3. Demande au Secrétaire exécutif de lancer un appel au Conseil des ministres de l'OUA, par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'OUA, pour qu'il continue à subventionner les foires commerciales panafricaines, en particulier la quatrième Foire commerciale panafricaine qui doit se tenir à Lomé (Togo).

514 (XIX). Association des organisations africaines de promotion commerciale

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique, tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie),

Notant avec satisfaction les efforts déployés par l'Association pour atteindre ses objectifs et mobiliser des fonds extra-budgétaires en vue d'exécuter son programme de travail,

Consciente que l'Association pourrait contribuer considérablement à l'expansion du commerce intra-africain si elle bénéficiait de l'encouragement et de l'appui des pays africains,

Lance un appel pressant

a) A tous les Etats membres de l'Association pour qu'ils versent sans plus tarder, s'ils ne l'ont pas encore fait, leurs contributions au budget de l'Association,

b) Aux pays africains pour qu'ils adhèrent au plus tôt, s'ils ne l'ont pas encore fait, à l'Association,

c) Au Secrétaire exécutif de la CEA et au Secrétaire général de l'OUA pour qu'ils continuent à aider l'Association dans les efforts qu'elle déploie en vue de mobiliser l'assistance technique et financière extérieure requise pour l'exécution de son programme de travail,

d) A la Communauté économique européenne, au Centre du commerce international (CCI), à la CNUCED, aux autres organisations internationales et aux pays donateurs pour qu'ils examinent favorablement les demandes d'assistance technique et financière présentées par l'Association.

515 (XIX). Création de la fédération africaine des chambres de commerceLa Conférence des ministres,

Consciente de la nécessité d'entreprendre d'urgence une action concertée en ce qui concerne l'application des mesures définies dans le Plan d'action de Lagos de façon à réaliser rapidement les objectifs que sont l'autonomie collective ainsi que le développement et la croissance économique endogène des pays africains,

Rappelant l'alinéa ii) du paragraphe 250 du chapitre VII du Plan d'action de Lagos, dans lequel les gouvernements sont instamment priés d'encourager et de faciliter la création de chambres de commerce nationales (là où elles font défaut) dont seraient membres les sociétés commerciales tant privées que d'Etat, en vue de mettre en place des associations sous-régionales (partout où il n'en existe pas encore) et de contribuer à la création, au plus tard en 1985, d'une fédération africaine des chambres de commerce,

Convaincue que les chambres de commerce nationales et les fédérations, associations ou unions de chambres de commerce peuvent jouer un rôle crucial dans l'expansion et la promotion du commerce intra-africain,

Prenant note avec satisfaction des efforts déployés jusqu'ici par les **chambres** de commerce nationales de la région, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC) ainsi que par d'autres organisations et divers pays africains en vue de créer ladite Fédération,

Prenant en outre acte du rapport de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique, tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie),

1. Demande aux gouvernements africains d'appuyer sans réserve leurs associations nationales de chambres de commerce afin qu'elles puissent participer pleinement aux activités de la Fédération africaine des chambres de commerce ;

2. Demande en outre aux associations nationales de chambres de commerce africaines de décider sans plus tarder de nommer un représentant national pour participer à la réunion inaugurale de la Fédération africaine des chambres de commerce ainsi qu'il est stipulé dans les statuts adoptés à la réunion des chambres de commerce africaines tenue au Caire en novembre 1983.

516 (XIX). Développement des échanges intra-africainsLa Conférence des ministres,

Consciente de l'importance capitale que le Plan d'action et l'Acte final de Lagos accordent à la promotion des échanges intra-africains sur laquelle doit reposer la stratégie africaine de développement socio-économique et d'autonomie collective,

Consciente de la nécessité de créer des groupements économiques sous-régionaux en Afrique et de les renforcer en vue d'instituer un marché commun africain d'ici à 1990 tel que le préconise le Plan d'action de Lagos,

Ayant présente à l'esprit l'importante contribution qu'a apportée le projet relatif au développement des échanges intra-africains et de la coopération monétaire et financière, financé par le PNUD, au titre de la réalisation des objectifs susmentionnés,

Notant avec satisfaction que ce projet a contribué à la création de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale et d'autres institutions d'appoint, ainsi qu'à renforcer les groupements économiques en place,

Notant en outre la nécessité impérieuse de continuer à aider les organismes nouvellement créés à se développer et à établir des liens entre les différents groupements économiques en vue de faciliter la mise en place progressive d'un marché commun africain,

Prenant note du rapport de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions monétaires et financières en vue du développement de l'Afrique qui s'est tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie),

1. Déplore que la CEA ne dispose pas de ressources nécessaires en vue de poursuivre l'exécution du projet en dépit des résultats encourageants enregistrés jusqu'ici dans le cadre de l'exécution du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos, en particulier dans le domaine de la promotion du commerce intra-africain ;

2. Invite les Etats membres de la CEA à promouvoir le commerce intra-africain et à faciliter ledit commerce, notamment en éliminant les barrières non matérielles ;

3. Invite tous les pays et organismes africains, notamment la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), à financer les activités menées dans ce domaine ;

4. Exprime sa gratitude au PNUD pour avoir fourni les ressources financières nécessaires à l'exécution du projet entre 1979 et 1982 ;

5. Demande au Conseil d'administration du PNUD d'évaluer les résultats du projet et d'envisager la possibilité de fournir à nouveau un appui financier à la CEA afin de lui permettre de continuer à aider les Etats membres africains à développer les échanges intra-africains et la coopération monétaire et financière en Afrique.

517. (XIX). Assistance de la CEA et de l'OUA aux pays africains dans les négociations internationales

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution sur la participation de l'Afrique aux négociations internationales figurant à l'annexe III du Plan d'action de Lagos, notamment le paragraphe 3 du dispositif de ladite résolution,

Considérant les efforts louables que les secrétariats de l'OUA et de la CEA ont déployés pour mettre en oeuvre cette résolution, notamment en apportant un appui logistique et technique à la préparation des négociations internationales par les pays africains,

Prenant note du rapport de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions monétaires et financières en vue du développement de l'Afrique qui s'est tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie),

1. Prie les secrétariats de la CEA et de l'OUA d'intensifier et d'améliorer leur assistance technique et logistique aux pays africains, non seulement lors des réunions et travaux préparatoires précédant les négociations internationales sur les questions de développement mais aussi au cours des négociations proprement dites;

2. Demande aux deux secrétariats d'aider les pays africains, lors de la préparation des négociations internationales, à définir une stratégie comportant des solutions aux problèmes qui seront débattus;

3. Prie en outre les secrétariats de fournir au Groupe africain une assistance au cours des négociations internationales, notamment en organisant régulièrement des réunions de concertation pour faire le point des négociations et réajuster éventuellement la stratégie à adopter compte tenu de l'évolution des négociations;

4. Demande de nouveau aux deux secrétariats de procéder à une évaluation des résultats de chaque conférence internationale en analysant les questions et problèmes qui se posent et en proposant aux pays africains les mesures qu'il conviendrait de prendre face aux problèmes en suspens.

518 (XIX). Etablissements humains

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 316 (XIII) du 1er mars 1977 portant création du Comité régional intergouvernemental sur les établissements humains et l'environnement, 358 (XIV) du 27 mars 1977 sur les arrangements institutionnels en matière d'établissements humains et 408 (XVI) du 10 avril 1981 dans laquelle elle a approuvé l'inclusion dans le mandat du Comité régional intergouvernemental de l'étude des questions sur l'environnement,

Rappelant en outre la résolution 8 (IV) de la quatrième session de la Conférence des ministres de l'industrie, en date du 26 novembre 1977,

Prenant note de la résolution 37/221 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1982, sur l'"Année internationale du logement des sans abri",

Ayant examiné le rapport 1/ de la deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement tenue à Addis-Abeba du 16 au 19 janvier 1984 et les résolutions adoptées à cette réunion,

Appréciant les activités entreprises par la CEA pour le développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment,

Convaincue que les besoins en matière d'habitat et de construction demeurent le principal obstacle aux efforts de développement de l'ensemble des Etats membres et que ces derniers devraient constamment bénéficier d'une assistance devant leur permettre de lever cet obstacle,

1. Fait siens le rapport et les résolutions adoptés par le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement à sa deuxième réunion;

2. Prie instamment les Etats membres, en collaboration avec le secrétariat de la CEA, de prendre les mesures propres à assurer l'exécution des activités spécifiques définies dans les résolutions adoptées par le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement;

3. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils prennent, en collaboration avec le secrétariat de la CEA, les mesures propres à assurer la participation de la région africaine à l'ensemble des activités de l'"Année internationale du logement des sans abri";

4. Recommande que soit renforcée la coopération entre le secrétariat de la CEA, le CNUEH, la FAO, l'OIT, l'ONUDI et toutes les organisations non gouvernementales et intergouvernementales en vue de promouvoir les activités en matière d'établissements humains dans la région africaine;

5. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application de la présente résolution.

519. (XIX). Evaluation, harmonisation et/ou intégration des activités des institutions multinationales africaines parrainées par la CEA et l'OUA

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 477 (XVIII), instituant le Comité spécial chargé de l'évaluation, de l'harmonisation et/ou de l'intégration des activités des institutions multinationales africaines parrainées par la CEA et l'OUA, dans laquelle elle priait le Comité spécial de soumettre son rapport à la dixième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, ainsi que le paragraphe 264 i) du Plan d'action de Lagos,

Ayant examiné le rapport du Comité spécial,

1. Félicite le Comité spécial pour son rapport et en accepte les conclusions et les recommandations, notamment celle selon laquelle il serait souhaitable de prolonger le mandat du Comité spécial afin de lui permettre d'achever ses travaux;
2. Invite tous les Etats membres du Comité spécial à prendre part à ses travaux et à redoubler d'efforts pour appliquer la résolution 477 (XVIII);
3. Décide que :
 - i) Le mandat du Comité spécial sera prolongé pour une période d'un an afin qu'il puisse notamment :
 - a) se rendre, si nécessaire, auprès des institutions parrainées par la CEA et l'OUA qu'il n'a pu visiter;
 - b) procéder à une étude plus détaillée et faire des suggestions concrètes et spécifiques en vue de coordonner, d'harmoniser et/ou d'intégrer les activités des institutions parrainées par la CEA et l'OUA et, éventuellement, de dissoudre certaines de ces institutions;
 - ii) Les chefs de secrétariat des institutions parrainées par la CEA et l'OUA présenteront, aux fins de l'application de la résolution 477 (XVIII), des rapports intermédiaires et des informations pertinents au Comité spécial lors d'une réunion qui se tiendra au siège de la CEA entre ces institutions et le Comité spécial, en décembre 1984 et dont la date exacte sera déterminée par le Secrétaire exécutif;
 - iii) Le Comité spécial présentera son deuxième rapport à la onzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA;
4. Prie les Etats membres des institutions parrainées par la CEA et l'OUA d'accorder à ces institutions, de toute urgence, et conformément au paragraphe 264 ii) du Plan d'action de Lagos, le soutien politique et financier requis afin de leur permettre de poursuivre leur action et de fonctionner de façon efficace et effective;
5. Prie en outre le Secrétaire exécutif, le Secrétaire général de l'OUA et l'Administrateur du PNUD d'accorder tout le soutien technique et logistique possible au Comité spécial.

520 (XIX). Dettes extérieures des pays africains

La Conférence des ministres,

Notant le rythme auquel la dette extérieure des pays africains a augmenté, en particulier au cours des quatre dernières années, et les difficultés que nombre d'entre eux éprouvent à respecter leurs obligations au titre du remboursement de leur dette extérieure,

Consciente de la nécessité d'adopter aux niveaux national, régional et international des mesures permettant de faire face à cette situation,

Notant qu'une réunion ministérielle régionale sur la dette extérieure des pays africains doit se tenir du 18 au 20 juin 1984 à Addis-Abeba,

Consciente de la nécessité d'assurer le succès de la réunion et de maintenir la date initialement prévue pour sa tenue,

1. Décide que la réunion ministérielle serait précédée d'une réunion d'experts dont l'objectif serait d'étudier les problèmes fondamentaux et de formuler des recommandations à la réunion ministérielle;

2. Décide en outre que la réunion d'experts se tiendra du 14 au 16 juin 1984 et la réunion ministérielle du 18 au 20 juin 1984;

3. Autorise que les recommandations de la réunion ministérielle régionale sur la dette extérieure des pays africains soient annexées au mémorandum spécial sur la crise économique en Afrique qui doit être présenté au Conseil économique et social à sa prochaine session.

521 (XIX). Sessions de la CommissionLa Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 330 (XIV) de la CEA, en date du 27 mars 1979, sur la restructuration des mécanismes intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique, dans laquelle il a été décidé que la Commission se réunirait une fois par an, quoique à titre expérimental,

Rappelant également que cette décision a été motivée par le fait : i) que l'Afrique risquait de connaître au cours des années 80 une situation économique difficile, ii) qu'il est nécessaire de continuer à collaborer étroitement avec l'Organisation de l'unité africaine dont les réunions sont annuelles,

Ayant examiné la proposition du Conseil économique et social à ses organes subsidiaires dont les réunions sont actuellement annuelles d'envisager, à titre expérimental, de ne se réunir qu'une fois tous les deux ans et de lui faire rapport sur cette question en 1984,

Constatant que la situation économique que connaît l'Afrique depuis 1979 s'est en fait aggravée et exige, plus que jamais, une coopération plus étroite et des consultations périodiques entre les Etats membres,

Consciente du fait que la Commission économique pour l'Afrique est le seul organisme économique régional chargé de sensibiliser l'Organisation de l'unité africaine et la communauté internationale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale des Nations Unies, aux problèmes économiques et sociaux des pays de la région, et qu'elle est ainsi appelée à suivre constamment l'état d'avancement du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos ^{1/}, ainsi que la situation économique et sociale du continent qui exige l'organisation de consultations périodiques et les multiples négociations internationales appelant l'adoption d'une position africaine commune,

Consciente également du fait que la participation de la Commission aux activités de planification, de programmation, de suivi et d'évaluation au sein de l'Organisation des Nations Unies exige l'examen, une fois tous les deux ans, des projets de plans à moyen terme, des éléments des budgets-programmes biennaux et des rapports sur l'exécution des programmes de la Commission,

Décide de continuer à se réunir une fois par an, en attendant que la question soit réexaminée par la Commission à sa vingt-troisième session et à la quatorzième réunion de la Conférence des ministres en 1988.

1/ A/S-11/14 Annexes I et II.

522 (XIX). Renforcement de la coopération sous-régionale et régionaleLa Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 335 (XIV) du 27 mars 1979, 418 (XVI) du 10 avril 1981 et 450 (XVII) du 30 avril 1983 relatives aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC), sa résolution 479 (XVIII) du 3 mai 1983 sur le renforcement des MULPOC et la résolution 37/138 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 17 décembre 1982, concernant le financement, au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, des postes permanents des MULPOC, et prenant note du rôle de catalyseur qu'ont joué et continuent de jouer les MULPOC en aidant les Etats membres à s'acquitter de leur engagement à promouvoir la coopération et l'intégration sous-régionales et régionales,

Rappelant également le Plan d'action et l'Acte final de Lagos adoptés par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa deuxième session extraordinaire consacrée aux problèmes économiques de l'Afrique tenue les 28 et 29 avril 1981 à Lagos (Nigéria) et, en particulier, les dispositions relatives au renforcement ou, le cas échéant, à la création de groupements économiques sous-régionaux et régionaux en tant que moyen de progresser vers la création d'une communauté économique africaine d'ici l'an 2000,

Rappelant en outre avec satisfaction les efforts constants visant à renforcer davantage la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) créée le 28 mai 1975, la création, le 21 décembre 1981, de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) et la création, le 18 octobre 1983, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale,

Consciente des activités menées par les différentes organisations intergouvernementales ou sous-régionales concernant le développement économique et social de l'Afrique,

Notant avec satisfaction l'assistance globale fournie, au fil des ans, par le PNUD en vue de la coopération et de l'intégration sous-régionales et régionales en Afrique,

Convaincue de la nécessité de continuer à renforcer la coopération et l'intégration sous-régionales et régionales entre les Etats membres en tant que moyen de progresser vers la création, d'ici l'an 2000, de la Communauté économique africaine, tel que préconisé dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos,

1. Lance un appel aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, pour qu'ils signent et ratifient le Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;

2. Prie instamment les Etats membres qui ont signé le Traité portant création de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale de ratifier ledit Traité aussitôt que possible et au plus tard en décembre 1984;

3. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils accordent aux MULPOC un soutien accru en contribuant généreusement au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique au titre de projets aussi bien de caractère général que spécifique, et en détachant, si possible, à leurs frais et pour de courtes périodes, des experts auprès des MULPOC;

4. Prie instamment les Etats membres et les organisations intergouvernementales des différentes sous-régions de se servir des MULPOC en tant qu'agents d'exécution de leurs projets spécifiques respectifs;

5. Renouvelle son appel au PNUD pour qu'il apporte une assistance financière aux activités opérationnelles des MULPOC, en plus de l'assistance qu'il prête actuellement au programme en faveur de la femme;

6. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de redoubler d'efforts pour mobiliser les fonds nécessaires aux activités opérationnelles des MULPOC;

7. Lance un appel aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies pour qu'ils accordent à l'Afrique une assistance financière et autre en vue de l'exécution des projets sous-régionaux et régionaux dont l'ultime objectif est la création, d'ici l'an 2000, d'une communauté économique africaine, et ce, conformément aux dispositions du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos;

8. Demande à tous les organismes des Nations Unies de collaborer plus étroitement avec les MULPOC à l'exécution des programmes et projets multinationaux et sous-régionaux.

523 (XIX). Tourisme

La Conférence des ministres,

Consciente de l'importance du tourisme pour le développement économique et social,

Tenant compte de ce que l'expansion du tourisme intra-africain exige des efforts collectifs à l'échelle régionale, conformément aux principes énoncés dans le Plan d'action de Lagos,

Notant qu'il est prévu de tenir à Niamey, en octobre 1984, une conférence régionale africaine sur le tourisme et la coopération,

1. Prie instamment les Etats membres de se faire représenter au plus haut niveau à la Conférence régionale africaine sur le tourisme et la coopération;
2. Demande au secrétariat de la CEA de présenter à ladite Conférence toutes les études et la documentation pertinentes disponibles.

524 (XIX). Réunions des organes directeurs des MULPOC, février/avril 1984La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 311 (XIII) du 1er mars 1977 relative à la création des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de Lusaka (Zambie), de Gisenyi (Rwanda), de Yaoundé (Cameroun), de Niamey (Niger), et de Tanger (Maroc),

Rappelant en outre sa résolution 296 (XIII) également en date du 1er mars 1977 sur l'importance et la nécessité de la coopération économique,

Consciente du rôle vital que jouent les MULPOC dans la promotion de la coopération sous-régionale entre les Etats membres et leur intégration dans le cadre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos,

Prenant acte des programmes de travail adoptés par le Conseil des ministres des MULPOC réuni à Conakry (Guinée) du 14 au 16 février 1984, à Brazzaville (Congo) du 27 au 29 février 1984, à Addis-Abeba (Ethiopie) du 12 au 14 mars 1984, à Kinshasa (Zaïre) les 23 et 24 mars 1984, et par les plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord réunis à Tanger (Maroc) les 31 mars et 1er avril 1984,

1. Fait siennes les résolutions du Conseil des ministres des MULPOC et des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord qui figurent aux annexes I (Lusaka), II (Gisenyi), III (Yaoundé), IV (Niamey) et V (Tanger);

2. Rend hommage aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) pour les résultats qu'ils ont obtenus en matière de coopération et d'intégration économiques et les prie instamment d'intensifier leurs activités dans ce domaine.

525 (XIX). Mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 35/56 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980, qui, en annexe, contient la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant également la résolution 37/202 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1982, dans laquelle l'Assemblée réaffirme la décision d'effectuer en 1984 la première opération d'examen global et d'évaluation des progrès réalisés dans l'application des mesures ainsi que dans la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant en outre la résolution 38/152 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1983, dans laquelle l'Assemblée déplore vivement qu'on n'ait pas réussi à ouvrir les négociations qui doivent être l'un des principaux instruments de la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement,

Vivement préoccupée par l'absence de progrès réels dans la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement en Afrique,

Rappelant que la Stratégie devrait avoir pour principal objet de promouvoir le développement des pays en développement conformément aux objectifs du nouvel ordre économique international.

Convaincue que des mesures économiques contraignantes ont des effets néfastes sur l'économie des pays en développement ainsi que sur leurs efforts de développement économique et social et entravent sérieusement la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement,

Notant que pour assurer le succès de la Stratégie internationale du développement des mesures propres à instaurer la confiance dans les relations économiques internationales sont nécessaires,

1. Prie instamment les gouvernements des Etats membres de la Commission de redoubler d'efforts pour éliminer les obstacles à la réalisation des principaux buts et objectifs de la Stratégie;

2. Invite les Etats membres de la Commission à porter à l'attention du Conseil économique et social, à sa session d'été en 1984, les points de vue des pays africains sur les obstacles à la réalisation des principaux buts et objectifs de la Stratégie;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'établir un rapport sur l'état d'avancement de la Stratégie internationale du développement dans la région et de le soumettre à la Commission à sa vingtième session.

526 (XIX). La crise économique et sociale en Afrique

La Conférence des ministres,

Vivement préoccupée par l'aggravation de la crise économique et sociale en Afrique et par ses sérieuses conséquences pour les populations et les économies du continent,

Ayant analysé attentivement la nature, les causes et les incidences de la crise sociale et économique actuelle ainsi que les mesures visant à y faire face, telles qu'elles figurent dans le Mémoire spécial de la CEA sur la crise sociale et économique en Afrique,

Tenant compte des diverses activités et des différents programmes que les peuples et gouvernements africains exécutent déjà pour faire face à la crise,

1. Adopte le Mémoire spécial de la CEA sur la crise économique et sociale en Afrique;
2. Lance un appel pressant à l'ensemble des Etats membres africains pour qu'ils appuient sans réserve les efforts déployés par le Secrétaire général de l'ONU et participent, au niveau ministériel, à la seconde session ordinaire de 1984 du Conseil économique et social en vue de rallier tous les membres du Conseil autour du Mémoire spécial;
3. Accueille favorablement la décision prise par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa quarantième session ordinaire sur la crise qui sévit actuellement en Afrique, dans laquelle le Conseil priait la Conférence des ministres de la CEA d'examiner l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et de faire des recommandations à ce sujet à sa quarantième session ordinaire et à la vingtième session de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine;
4. Apprécie les efforts faits par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les conjure de continuer à mobiliser l'appui de la communauté internationale en faveur des efforts déployés par les Etats membres;
5. Reconnaît que s'il incombe au premier chef aux gouvernements et aux peuples africains de faire face à la crise, l'ampleur et la gravité de cette dernière exigent, si l'on veut la juguler, que tous les membres de la communauté internationale, l'ONU, ses organes compétents et les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que les autres organismes compétents réagissent promptement et de façon concrète et que soit assaini l'environnement économique international;
6. Demande à tous les membres de la communauté internationale, à l'ONU, à ses organes compétents, aux institutions spécialisées des Nations Unies ainsi qu'aux autres organismes compétents, de prendre d'urgence les mesures préconisées dans le Mémoire spécial de la CEA, et ce, afin d'aider les Etats membres africains à faire face à la crise actuelle;

7. Prend acte avec satisfaction de la nomination du Secrétaire exécutif de la CEA, M. Adebayo Adedeji, comme Représentant spécial du Secrétaire général chargé des questions relatives à la crise sociale et économique en Afrique et de la mise en place du bureau de Nairobi ainsi que du travail extrêmement utile déjà accompli par ce bureau;

8. Exprime sa profonde gratitude au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour avoir pris l'initiative d'élaborer le Mémoire spécial de la CEA sur la crise sociale et économique en Afrique et le félicite de l'excellente qualité du document ainsi que de l'analyse et des propositions qui y figurent;

9. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de transmettre le Mémoire spécial sur la crise économique et sociale en Afrique et ses annexes au Conseil économique et social et fait appel au Conseil pour qu'il l'examine avec tout le sérieux qu'il mérite et prenne les mesures appropriées pour aider les Etats membres africains à conjurer la catastrophe imminente;

10. Prie en outre le Secrétaire général de l'OUA de transmettre le Mémoire spécial et ses annexes à la vingtième session de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine.

527. (XIX). Appel spécial à la Conférence au sommet des sept principaux pays industrialisés devant se tenir à Londres en juin 1984

La Conférence des ministres,

Ayant examiné de nouveau la crise économique et sociale dans laquelle la quasi-totalité des pays africains se sont installés et ses conséquences dramatiques pour les populations de l'Afrique,

Gravement préoccupée par la détérioration des conditions économiques et sociales des pays africains engendrée par la sécheresse sans précédent qui touche aujourd'hui 34 pays africains et par les effets dévastateurs de la récession économique mondiale,

Reconnaissant que la responsabilité du développement de l'économie africaine incombe au premier chef aux gouvernements et aux peuples africains,

Reconnaissant en outre qu'en raison de l'ampleur et de la complexité de ce phénomène il est difficile aux pays africains de faire face, seuls, à cette situation et qu'il est donc impérieux pour la communauté internationale de leur apporter une assistance massive,

Félicitant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de l'initiative qu'il a prise en vue d'appeler l'attention de la communauté internationale sur la grave crise qui dévaste l'économie des pays africains, et notant avec satisfaction la nomination du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Adebayo Adedeji, comme Représentant spécial du Secrétaire général chargé des questions relatives à la crise économique que traverse l'Afrique ainsi que la création, à cette fin, d'un bureau provisoire à Nairobi,

1. Exprime sa profonde gratitude aux bailleurs d'aide bilatérale et multilatérale qui ont répondu favorablement à l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant la crise économique en Afrique;

2. Exprime en outre sa gratitude aux membres de la communauté internationale qui ont pris des dispositions spéciales pour appliquer les décisions adoptées lors des réunions antérieures de la CNUCED tendant à ce que 0,7 p. 100 et 0,15 p. 100 de leur produit national brut soient alloués, au titre de l'aide publique au développement, aux pays en développement et aux pays les moins avancés - dont la majorité se trouve en Afrique - respectivement;

3. Lance un appel pressant à tous les chefs d'Etat ou de gouvernement prenant part à la Conférence au sommet des sept principaux pays industrialisés devant se tenir à Londres en juin 1984 afin qu'ils viennent en aide aux pays africains en mobilisant en faveur de ces derniers les ressources pouvant leur permettre de faire face à la crise économique et sociale que traverse l'Afrique;

4. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de transmettre la présente résolution à la Conférence au sommet des sept principaux pays industrialisés devant se tenir à Londres en juin 1984.

528 (XIX). Contribution de la météorologie à la lutte contre la sécheresse en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 473 (XVIII), du 2 mai 1983, sur la situation climatique et la sécheresse en Afrique,

Prenant note de la résolution 1983/68 du Conseil économique et social, datée du 29 juillet 1983, sur la situation climatique et la sécheresse en Afrique,

Sachant que la sécheresse en Afrique est un fléau terrible qui a semé la souffrance parmi des centaines de milliers d'Africains,

Prenant note avec satisfaction de la déclaration prononcée par le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale à la Conférence des ministres sur les aspects météorologiques et climatiques de la sécheresse en Afrique,

Consciente que la sécheresse est un phénomène climatique à caractère récurrent non périodique, que l'on ne peut actuellement prévoir avec précision sur la base de cycles ou de tendances et qui doit être étudié scientifiquement,

Considérant qu'il est d'ores et déjà possible de prendre des mesures pratiques et utiles pour aider les pays africains à faire un meilleur usage des données météorologiques et climatologiques disponibles et des méthodes de lutte contre la sécheresse,

Convaincue qu'un accroissement des efforts déployés pour déterminer les causes et les caractéristiques et établir des prévisions de la sécheresse en Afrique tant dans le domaine de la physique que dans celui de la ~~statistique~~ -aidera les gouvernements africains concernés à préparer des plans à long terme pour atténuer les effets d'éventuelles sécheresses futures, notamment du point de vue d'une utilisation optimale des sols,

Reconnaissant qu'il est indispensable de disposer d'informations météorologiques et climatologiques appropriées pour mener ces études avec toute la fiabilité voulue,

Prenant également note avec satisfaction des résultats du programme AGRHYMET que l'OMM exécute dans la région du Sahel au profit du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS),

1. Prie instamment les Etats membres de concourir au développement équilibré de leurs services météorologiques nationaux, afin que ceux-ci soient en mesure de contribuer pleinement au développement socio-économique de leurs pays respectifs et d'aider par là les gouvernements africains, qui disposeront ainsi d'une base scientifique solide, dans les efforts qu'ils tentent pour atténuer les effets de la sécheresse et d'autres catastrophes associées aux conditions météorologiques, ainsi que dans les efforts considérables qu'ils déploient pour assurer l'exploitation rationnelle et la conservation de leurs ressources naturelles (notamment la végétation, l'eau, les ressources marines et énergétiques) et trouver une solution aux problèmes environnementaux connexes;
2. Invite les Etats membres à faire progresser, individuellement et collectivement, leurs recherches dans le domaine des sciences de l'atmosphère, notamment celles portant sur les problèmes liés aux anomalies météorologiques et climatiques qui se produisent en Afrique et sur l'application de la météorologie aux activités socio-économiques;
3. Invite également les Etats membres à envisager de développer leur coopération et leur collaboration dans le secteur de la recherche météorologique;
4. Prie le Secrétaire exécutif d'étudier avec l'OMM et les autres organisations et institutions spécialisées des Nations Unies concernées la possibilité d'établir un centre pilote de météorologie en Afrique ou tout autre mécanisme institutionnel adéquat, et de présenter l'étude à la vingtième session de la Commission économique pour l'Afrique;
5. Prie le Secrétaire exécutif de s'assurer la coopération de la CEA pour tous les projets que l'OMM envisage de mettre en oeuvre dans d'autres régions d'Afrique frappées par la sécheresse, y compris des projets tels que le Programme AGRHYMET.

529 (XIX). Evaluation technique des Tables rondes et des réunions de Groupes de Consultation

La Conférence des ministres,

Rappelant les paragraphes 111 et 113 du nouveau Programme substantiel d'action recommandant la création de mécanismes nationaux chargés de l'examen régulier et périodique et de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action,

Rappelant en outre sa résolution 482 (XVIII) sur la première série de réunions de consultation à l'intention des pays africains les moins avancés,

Notant avec préoccupation que les réunions de consultation organisées jusqu'ici n'ont pas entièrement répondu à l'attente des pays les moins avancés,

Consolente de l'importance de l'examen global à mi-parcours des progrès accomplis dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action prévu en septembre-octobre 1985 sous les auspices de la CNUCED,

1. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA d'établir rapidement un cadre approprié afin de permettre aux pays africains les moins avancés de procéder à l'évaluation de la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action et laquelle évaluation devrait être communiquée à temps à la CEA;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA en collaboration avec le PNUD et la Banque mondiale de procéder à l'évaluation des Tables rondes et de réunions de groupes de consultation qui se sont déjà tenues et ce, avant la prochaine réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés.